

صحة من الامل

Le Monde



QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12334 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

— VENDREDI 21 SEPTEMBRE 1984

Longue distance

Un Américain... Longue distance... (Small text column on the left side of the page)

patronat-syndicats est en... financement des retraites... (Small text column on the left side of the page)

En Equateur... UN DES SEGRÉS... (Small text column on the left side of the page)

COLL... AUTOMNE... COSTUME... 2150F... IMPRIMEZ AU FUTUR... (Advertisement for clothing and printing services)

Hongkong test pour la Chine

Quel que soit le contenu exact de l'accord sino-britannique sur Hongkong... (Text about the Hong Kong agreement)

Un pas décisif avait été accompli au début du mois d'août... (Text about the decision on Hong Kong)

Plus politique était la question de la nationalité des habitants de Hongkong... (Text about nationality in Hong Kong)

Autre problème délicat : quelle part auront les habitants de Hongkong dans la gestion de leur territoire... (Text about territory management)

Car si personne ne doute sérieusement que le cabinet et le Parlement britanniques... (Text about British government and parliament)

Sans doute n'est-il pas inutile de répéter que la Chine, ainsi mise à l'épreuve... (Text about China's test)

Un effort pour la formation des ingénieurs

En 1985, les effectifs des écoles et des IUT seront accrus de 10% à 15%

Le premier ministre a annoncé, à l'occasion de l'inauguration du SICOB... (Text about the announcement)

Ils étaient 40412 élèves, inscrits dans des formations d'ingénieurs en 1983-1984... (Text about student numbers)

La magie fait toujours recette. Comment expliquer autrement la fortune de certains mois qui se chargent... (Text about the 'magic' of certain months)

Il s'agit de la question de la nationalité des habitants de Hongkong... (Text about nationality)

Autre problème délicat : quelle part auront les habitants de Hongkong... (Text about territory management)

Car si personne ne doute sérieusement que le cabinet et le Parlement britanniques... (Text about British government)

M. Marchelli (CGC) approuve M. Fabius

- « En juillet 1984, nous avons vécu un événement aussi important qu'en mai 1981. »
« La modernisation passe par une baisse du niveau de vie de tous les Français. »

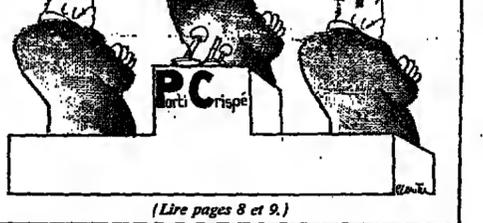
Voici le texte de l'entretien que nous a accordé M. Paul Marchelli, président de la Confédération générale des cadres.

« Depuis quelques jours, vous semblez souffler le chaud et le froid à l'égard de M. Fabius... (Text about the interview)

Ce reproche est cootinoel, mais nous ne pratiquons pas le chaud et le froid... (Text about the reproach)

Je sais que j'ai créé un certain étonnement, notamment dans la classe politique... (Text about the interview)

recherche, nous disons que nous sommes d'accord... (Text about the interview)



Les débats du comité central du PCF

Sous le signe du roseau

La magie fait toujours recette. Comment expliquer autrement la fortune de certains mois... (Text about the 'magic' of certain months)

Il s'agit de la question de la nationalité des habitants de Hongkong... (Text about nationality)

Autre problème délicat : quelle part auront les habitants de Hongkong... (Text about territory management)

Car si personne ne doute sérieusement que le cabinet et le Parlement britanniques... (Text about British government)

LA CONTROVERSE SUR L'EUTHANASIE

Temps de vivre et temps de mourir

par ROBERT SOLÉ

La mort, jadis familière, est devenue insupportable. Nos sociétés modernes d'Occident ne cessent de la camoufler... (Text about euthanasia)

Ces dernières années, le débat moral sur la vie humaine tournait autour de l'avortement... (Text about euthanasia)

Gomez Arcos advertisement featuring a portrait of a man and text: 'Et Gomez-Arcos créa la femme... au plus sombre de l'âme humaine...' (Advertisement for Gomez-Arcos)

« LE MONDE DES LIVRES » pages 21 à 25 Anatole France est de retour (Advertisement for books)

AU JOUR LE JOUR Frontières (Advertisement for a book or article)

Sous le signe du roseau

(Suite de la première page.)
En outre, des groupes sociaux différents supportent les coûts correspondants de l'inactivité. Ainsi, en Italie, plus de 70 % des entrées en chômage sont le fait de jeunes...

Le maximum n'est pas l'optimum

Si la « flexibilité » prend des formes diverses ici et là, les gouvernements sont très convaincus, en tout cas, qu'elle est indispensable dans la société d'aujourd'hui et que ce que l'on appelle le « modèle fordiste » (forte mécanisation standardisée et exaltation de la consommation de masse grâce à une progression du salaire nominal en anticipant les gains de productivité) ne peut plus convenir.

Robert Boyer, dans le rapport précité, se demande quelles seront les conséquences de ce « nouveau » ordre. Notre auteur prend d'abord le contrepied d'une intuition courante : plus une firme, une branche ou une économie sont flexibles, mieux elles se portent et plus elles créent d'emplois.

ciements est loin alors, comme on le croit aujourd'hui, d'être la condition nécessaire et suffisante d'une reprise des embauches. Une vitesse d'ajustement beaucoup plus élevée que de nos jours n'a pas empêché la persistance de taux de chômage sans précédent.

On ne peut donc sans danger assimiler la flexibilité et le retour aux mécanismes concurrentiels sur le marché du travail. Il ne conviendrait donc pas de pousser à l'excès les recommandations du FMI à cet égard (2) et surestimer les caractères autorégulateurs de la concurrence. La politique économique a encore de beaux jours devant elle, car il est vain d'attendre une solution, une sortie de crise en Europe, de la rapidité des ajustements micro-économiques.

PIERRE DROUIN.
(2) Le Monde du 14 septembre 1984.
(3) Organisé par la FERF (Fédération européenne de recherches économiques), 1, rue Descartes, 75005 Paris.

LU

« 1 500 jours », d'André Bergeron

A travers la lorgnette de Force Ouvrière

EN cette fin d'été 1984, la « rentrée » sociale de M. André Bergeron est également littéraire. Pour la première fois depuis 1976, le secrétaire général de FO publie un livre, le quatrième, intitulé « 1 500 jours... » couvrant la période juin 1980-mai 1984. Le livre se présente comme un rapport d'activité de congrès... à la différence près que la lecture en est moins infiniment austère.

finances de l'auteur vis-à-vis de « l'Etat socialiste » ou des « réformateurs modernistes », son souci permanent de l'équilibre social, son trouble d'adhésion socialiste devant l'excitation agitational de la gauche du PS. La politique avec la CFDT, qui s'oppose à la gauche, est bien présente, mais sans excès puisque M. Bergeron évite par exemple de reprendre ses réactions sur la nomination de M. Chirac en ministre.

Le leader de FO ne cache pas son scepticisme quant à l'influence du mouvement syndical sur les politiques gouvernementales. Indéterminablement, l'auteur montre, à travers ses pacifiques combats, plus d'estime pour M. Barre, qui soutient et a tenu parole, que pour M. Mauroy, avec qui le courant passait mal. L'ancien premier ministre ouvrirait souvent à de grands yeux étonnés devant les conseils de prudence qu'il lui prodigait. Sans dissimuler ses désaccords avec lui, il manifeste aussi une certaine considération pour M. Mitterrand et rend hommage à la « doctrine » de M. Jospin. Un jugement qui équilibre une illustration photographique qui fait plutôt le part belle à l'opposition.

500 000 chômeurs de plus à la fin de l'année... le défilé de la fin 1984. Certaines appréciations sont également fort discutables comme lorsqu'il évoque les « nombreuses grèves et manifestations un peu partout dans tout le pays » au moment du blocage des salaires. Cette énumération sociale avait alors échappé aux observateurs... On peut rêver aussi une description étonnante (vu les réserves exprimées par FO) sur les lois Auroux, un silence complet sur les relations - pourtant marquées par trois « sommets » depuis 1981 - avec les autres interprètes « réformistes » comme le CEC et la CFDT, et un oubli, celui de l'accord signé par FO le 22 novembre 1982 à la sortie du blocage des salaires. Il y a des omissions qui parlent autant que de longs discours... Malgré ses imperfections, le livre est fort intéressant. Il ne contient guère de révélations fracassantes, mais il permet de saisir une idée précise de l'honnêteté qui dirige FO. Elle est tout à l'honneur du type de syndicalisme qu'il défend.

MICHEL NOBLECOURT.
Editions Flammarion. 208 pages, 65 F.

LETTRES AU MONDE

Réalité et liberté

On ne peut pas ne pas réagir à l'article de M. René Sedillot, « La querelle des libertés », publié dans Le Monde du 15 septembre. Il est faux, archifaux, que le libre marché permette la liberté! S'il est un peu compréhensible que le pouvoir d'un petit nombre sur les autres leur apporte des privilèges, qui peut se dire libre, en conscience, si ce n'est que par l'oppression du plus grand nombre?

L'Etat et l'emploi

En réduisant de 5500 ses effectifs, l'Etat donne le mauvais exemple. D'abord, même s'il le fait sans licencements, cela réduit le nombre des emplois proposés à la population active... une idée qui précède l'honnêteté du type de syndicalisme qu'il défend.

La déflation, terrain de toute dictature

Il ne faut pas, on ne doit pas laisser passer les propos tenus par M. Montielher à « Apostrophes » le 14 septembre. Il s'agit en fait de tenter de justifier la déflation. « Si mon voisin est dissident, déclare-t-il en substance, et si la police me confond avec lui, je dénoncerai évidemment mon voisin. » Comme Roland Castro avait raison, qui n'hésite pas à reconnaître l'extrême danger que recèlent ces paroles dites avec bonhomie.

Spiegelberg surait...

Depuis quelques jours, on nous rebat les oreilles un peu partout avec Indiana Jones et le Temple Maudit. Or quand on sait que Spiegelberg puise allégrement ses idées dans les « serials » américains, la bande dessinée de ce genre, sans parler de la grande époque des cinémas d'attraction hollywoodien et plus particulièrement des films de Cecil B. de Mille, on reste songeur quant à l'originalité de son inspiration, car enfin le cinéaste se contente de « piquer » ici et là des séquences qu'il monte mécaniquement. Bien sûr, il y a 9 000 mètres de corde, 230 000 mètres cubes de bois et 250 salles d'exploitation en France, et bien sûr, tout cela est du second degré, du clin d'oeil. Seulement voilà : à force de trop en faire et de pratiquer la référence on lasse et, pour tout dire, on s'ennuie, et la bande son n'y est pas pour rien.

Jean-Baptiste Chamhié, étudiants (Paris).

Les juifs en Bulgarie
L'article très documenté de Thomas Schreiber sur la Bulgarie (Le Monde du 9 septembre) passe sous silence une situation exceptionnelle : la cohabitation amicale des juifs et des chrétiens orthodoxes. Dans ces deux communautés, les citoyens, citoyens de seconde classe, étaient tolérés, car détenteurs d'une Révélation antérieure à celle de Mahomet, mais, en même temps, humiliés par la communauté musulmane du fait de leur refus d'accepter l'islam.

En 1877, pendant la guerre qui libéra le pays des occupants turcs installés depuis cinq siècles, les deux communautés participèrent à la révolte appuyée par le tsar. Plus tard, toute la nation, clergé compris, s'opposa aux décrets antisémites de l'occupant nazi. Enfin, à l'instauration du régime communiste, le président Georges Dimitrov permit l'émigration des juifs bulgares vers la Palestine. Ceux qui restèrent en Bulgarie, convertis au communisme, purent conserver leur spécificité culturelle, éducatif, en particulier, un hebdomadaire et un annuaire juifs, situation qui contraste singulièrement avec celle des juifs d'URSS.

D. B. GINSBOURG (Ville-d'Aray).

L'île de Ré, bien national

C'est à l'unanimité des quarante-neuf conseillers généraux du Département de la Vendée que le projet de loi faisant de l'île de Ré la grande banlieue de La Rochelle a été voté. Un tel vote appelle deux remarques : 1) Environ la moitié des maisons réhabilitées ou neuves de l'île appartiennent à des estivants. Ces non-résidents n'ont pas voix au chapitre, la gestion municipale leur échappe (bien qu'ils paient le foncier et la taxe d'habitation), encore plus l'élection des conseillers généraux ; 2) Les îles du littoral atlantique devraient échapper à la tutelle des départements limitrophes ; d'un point de vue de la conservation des sites naturels et humains elles constituent un bien national. Marc Ambroise-Rendu a rappelé dans Le Monde du 29 août les dix conditions posées par M. Mauroy, et qui devraient protéger l'île contre une urbanisation débridée. Le conseil municipal, pour de sauvegarder, alors qu'on va en trouver pour le pont. Comme on peut le comprendre en lisant Le Monde du 30 août, faute de ces

Entendu...

Un de mes patients me racontait une manifestation de jeunes Maghrébins à Port-de-Bouc où plusieurs vitrines avaient été brisées... il paraît que les forces de l'ordre locales ont un peu tardé pour intervenir. En tous les cas, et sans doute pour calmer les esprits, un policier du coin disait à un commerçant en colère : « La prochaine fois, ce que vous faites, vous tirez la. Mais après n'oubliez pas de rentrer le corps chez vous, pour qu'on vous considère en état de légitime défense... »

CORINNE BLONDEL (La Queue-en-Brie).

Entendu...

De plus, choses essentielles dans les esprits et démarches de la République ont été prises en compte dans les différents parcs... Les deux gouvernements doivent au moins une fois par an et présentement tous les programmes d'action de l'année suivante, notamment pour ce qui concerne l'énergie, la construction de logements, de centres de culture, de centres de formation, de centres de culture, de centres de formation, de centres de culture...

ROGER FELTS (Marseille).

Le Monde dossiers et documents LES JEUNES DANS LA SOCIÉTÉ Dans ce numéro, un second dossier LA DÉSSERTIFICATION NUMÉRO DE SEPTEMBRE 1984 CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5,50 F Le Monde 5, rue des Italiens - 75427 PARIS CEDEX 08

Le Monde 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDPAR 65972 F Tél. : 246-72-23 PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER ABONNEMENTS 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois FRANCE 341 F 605 F 839 F 1080 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1245 F 1 819 F 2 360 F ÉTRANGER (par mandat-poste) I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F II - SUISSE, TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Le Monde DIPLOMATIE

La cérémonie en présence de M. François Mitterrand célébreront conjointement le centenaire franco-allemand des lois passées. Participation de M. Heron, Roland Dumas et de la défense, ministre des Affaires étrangères, Maurice Herzog, secrétaire national du MEA, directeur des deux pays, des associations d'anciens combattants.

LIBRES OPINIONS Au-delà

TOUTE occasion est bonne pour France et de l'Allemagne, une vieille histoire, mais un nombre de points de vue plus placés pour accueillir les remarques de nos amis, car il est clair que la reconnaissance de cette Allemagne ne peut être que le résultat de la nécessaire. M. Kohl et ses alliés ont été assez habiles pour trouver le nécessaire. M. Kohl et ses alliés ont été assez habiles pour trouver le nécessaire. M. Kohl et ses alliés ont été assez habiles pour trouver le nécessaire.

Les espoirs timides de nos amis ne se font venir. Le nombre de propositions pour accélérer l'avancement pas encore... les démarches de la République ont été prises en compte dans les différents parcs... Les deux gouvernements doivent au moins une fois par an et présentement tous les programmes d'action de l'année suivante, notamment pour ce qui concerne l'énergie, la construction de logements, de centres de culture, de centres de formation, de centres de culture...

Enfin, en augmentant pas, mais en réduisant de 5500 ses effectifs, l'Etat donne le mauvais exemple. D'abord, même s'il le fait sans licencements, cela réduit le nombre des emplois proposés à la population active... une idée qui précède l'honnêteté du type de syndicalisme qu'il défend.

Le Monde du 14 septembre 1984. Organisé par la FERF (Fédération européenne de recherches économiques), 1, rue Descartes, 75005 Paris.

L'Espagne et la Guinée vont rétablir leurs relations. Madrid va renouer le 22 septembre ses relations diplomatiques avec la Guinée. Le rupture était intervenue en 1980 à la suite d'un assaut mené par la police qui empêchait le mouvement d'Éspagne. Trente-neuf étudiants et étudiants, qui occupent pacifiquement les lieux, ont été tués le mort dans l'incendie qui...

Etats-Unis UNE PARTIE DES MISSILES AIR-AIR AMÉRICAINS INUTILISABLES. Un quart des missiles air-air Sidewinder et un tiers des Sparrow de l'Armée navale sont inutilisables au combat, a révélé mardi 18 septembre à Washington M. Frank Costanzo, directeur de la division de la sécurité nationale de la Cour des comptes des États-Unis. Ces deux types de missiles constituent le cœur des forces américaines. Ces engins souffriraient de 45...

سکتا من الامل

سكنا من الامل

Le Monde étranger

DIPLOMATIE

La cérémonie franco-allemande en présence de MM. Mitterrand et Kohl

« En hommage aux morts des combats passés »

M. François Mitterrand et le chancelier de RFA, M. Helmut Kohl, célébreront conjointement, samedi 22 septembre, à Verdun (Meuse), une cérémonie franco-allemande « en hommage aux morts des combats passés ». Participeront notamment à cette cérémonie MM. Charles Herou, Roland Dumas et Jean Laurain, respectivement ministre de la Défense, ministre des affaires européennes et secrétaire d'Etat chargé des anciens combattants ; MM. Pierre Masny, Jacques Delors, Louis Joxe, Maurice Herzog, anciens ministres, François Dubois, membre du secrétariat national du MRG, ainsi que des parlementaires et des généraux des deux pays, des personnalités régionales et des représentants d'associations d'anciens combattants.

LIBRES OPINIONS

Au-delà de Verdun

par JOSEPH ROVAN (*)

TOUTE occasion est bonne pour célébrer la réconciliation de la France et de l'Allemagne. Les combats de Verdun sont certes une vieille histoire, terrible, absurde, inconcevable, par l'incroyable nombre des morts - 700 000, - mais quel lieu serait mieux placé pour accueillir la cérémonie de nos regrets convergents, de nos remords enfin réunis ? Particulièrement, s'il ne s'agissait que de réconciliation de cette nouvelle rencontre franco-allemande n'apporterait rien de neuf. De Gaulle et Adenauer, à Reims, avaient fait et dit le nécessaire. MM. Kohl et Mitterrand, en choisissant Verdun, ont dû penser aussi, surtout peut-être, au traité de 1843, qui, pour plus de mille ans, a séparé les avenirs des principales parties de l'Europe carolingienne. Ce n'est pas seulement l'affrontement de 1916, c'est la division de 843 que nous devons aujourd'hui dépasser si nous voulons conserver aux pays et aux peuples d'Europe une chance d'être encore dans cinquante ans maîtres de leur propre destin, d'un destin qui, sous peine d'effacement collectif, doit désormais s'écrire au singulier.

Les espoirs timides suscités par le sommet européen de Fontainebleau se fanent vite. La nouvelle commission qui devait élaborer des propositions pour accélérer l'établissement de l'union politique n'a même pas encore pu être constituée pour de misérables raisons de préséance, et pourtant les échéances approchent. Ne faut-il pas dès lors se souvenir des méthodes de Jean Monnet, et s'avancer hardiment à six ou même à deux, avec la certitude que les « autres » suivront, tôt ou tard ? Ne peut-on donner à la volonté d'union dans des domaines aussi essentiels que la politique extérieure, la défense, la modernisation de l'industrie, la recherche scientifique la possibilité de se manifester par des nouvelles mises en commun ? Cela n'entraînerait pas nécessairement, surtout pour une première étape qui peut être fort longue, la nomination de ministres communs ou la fusion des administrations, mais des démarches communes, des actions communes, des déclarations communes, des voyages communs à l'étranger. Quelle meilleure démonstration de l'unité de toutes tentatives pour nous séparer que des voyages communs de MM. Chirac et Genscher à Moscou ?

Pourquoi ne pas loger dans les mêmes innombrables certains services de nos ambassades, où les centres culturels qui élaborent désormais en commun leurs programmes ? Des ministres français viendraient parler au Bundestag et leurs collègues allemands à l'Assemblée nationale. Des offices communs pourraient être créés sur le modèle de l'office franco-allemand pour la jeunesse, pour la protection de l'environnement par exemple, et notamment pour celle des forêts, ou cet office franco-allemand de l'audiovisuel dont la création avait été préconisée ici même il y a quelques années, ou encore une université franco-allemande. Les hauts fonctionnaires pourraient effectuer leur « mobilité » ou ce qui correspond à celle-ci dans la pratique allemande, au sein de l'administration de l'autre pays.

De plus, chose essentielle dans les circonstances présentes, les approches et démarches de la République fédérale dans ses relations avec l'Etat communiste allemand devraient pouvoir bénéficier, chaque fois que ce sera utile, et à l'issue de réflexions menées en commun, de l'appui direct de la France, et il devrait en être de même pour le soutien direct allemand à ce que la France accomplit hors d'Europe dans l'intérêt de l'Europe.

Les deux gouvernements pourraient siéger ensemble au complet au moins une fois par an et présenter ensuite devant les deux Parlements réunis le programme d'action de l'Union franco-allemande pour l'année suivante, notamment pour ce qui est des progrès de l'unification européenne. Une commission mixte composée d'hommes politiques, de hauts fonctionnaires, de responsables de la vie économique et culturelle, ainsi que de spécialistes des relations franco-allemandes, pourrait être chargée d'établir dans un délai de six mois un catalogue des réalisations possibles. Sans doute dès lors de la politique intérieure européenne, les relations franco-allemandes cesseraient ainsi progressivement de relever de la politique extérieure, et les Français et les Allemands cesseraient peu à peu d'être les uns pour les autres des étrangers. S'ils s'engageaient rapidement sur cette voie, ils n'y resteraient pas longtemps seuls.

PS. - Et si, puisqu'ils se rencontrent à Verdun, MM. Kohl et Mitterrand décidaient, geste symbolique, que, désormais, les invulnérables de guerre des deux pays bénéficieraient sur les réseaux de transports en commun de l'autre pays des mêmes avantages et réductions que les victimes « nationales » ?

* Professeur de civilisation allemande à la Sorbonne.

● **L'Espagne et le Guatemala vont rétablir leurs relations.** - Madrid va renouer le 22 septembre ses relations diplomatiques avec le Guatemala. La rupture était intervenue en 1980 à la suite d'un assaut mené par la police guatémaltèque contre l'ambassade d'Espagne. Trente-neuf paysans et étudiants, qui occupaient pacifiquement les lieux, avaient trouvé la mort dans l'incendie qui

A TRAVERS LE MONDE

- Etats-Unis**
 - **UNE PARTIE DES MISSILES AIR-AIR AMERICAINS INTILISABLES.** - Un quart des missiles air-air Sidewinder et tiers des Sparrow de l'aéronavale sont inutilisables au combat, a révélé, mardi 18 septembre à Washington M. Frank Conahan, directeur de la division de la sécurité nationale de la Cour des comptes des Etats-Unis. Ces deux types de missiles constituent l'essentiel des armes de combat aérien des forces américaines. Ces engins souffriraient de dé-
- Japon**
 - **INCENDIE CRIMINEL AU SIEGE DU PARTI GOUVERNEMENTAL.** - Un incendie d'origine criminelle a ravagé mercredi soir 19 septembre l'immeuble abritant le siège du Parti libéral-démocrate (au pouvoir) dans le centre de Tokyo. Le sinistre n'a pu être circonscrit qu'au bout de deux heures, et deux pompiers ont été blessés. Les criminels auraient fait usage de bombes incendiaires mais des témoins rapportent avoir vu des

M. Gromyko attendra d'avoir rencontré M. Shultz pour prononcer son discours à l'ONU

De notre correspondant

New-York. - Tout en restant calfeutré au siège de la mission soviétique auprès de l'ONU à New-York, où il est arrivé mardi 18 septembre et où il ne sortira sans doute au plus tôt que dimanche soir, M. Andreï Gromyko demeure le point de mire des Nations unies, où les travaux de la 39^e assemblée générale ont commencé depuis deux jours. Les sources officielles soviétiques ont créé une certaine sensation mercredi en annonçant que le chef de la diplomatie soviétique avait décidé de retarder de deux jours l'allocution qu'il devait prononcer mardi prochain, 25 septembre, devant l'assemblée.

Les milieux diplomatiques occidentaux, qui misent sur un dégel à court terme des relations entre Washington et Moscou, ont immédiatement interprété ce contretemps comme une confirmation de leur thèse. Les dirigeants du Kremlin attendent à présent avec la plus grande attention le discours que prononcera le président Reagan le lundi 24 septembre à la même tribune de l'ONU, et disposer des derniers éléments puisque M. Gromyko aura aussi rencontré mercredi prochain son homologue américain, M. Shultz. Ils pourront ainsi mieux moduler leur réponse, qui sera délivrée le lendemain publiquement à l'ONU par le vétéran de la diplomatie soviétique et, le 28 septembre, en privé, au président Reagan.

En d'autres termes, Moscou serait prêt à faire preuve de la souplesse nécessaire et à reprendre sérieusement le dialogue avec Washington, aussitôt passé le cap de l'élection présidentielle américaine. Si la Maison Blanche se montre disposée à changer de ton et à tenir un langage raisonnable sur le sujet qui préoccupe le plus actuellement l'URSS, le lancement d'une nouvelle course aux armements dans le domaine spatial, les divergences entre les deux superpuissances sur l'ouverture de négociations à ce sujet semblent maintenant moins grandes qu'il y a quelques mois lorsque Moscou a proposé de tels pourparlers. Le Kremlin insiste sur une suspension préalable de tous les cas de telles armes avant d'entamer les conversations. Washington, dans ses dernières contre-propositions, demandait que la proclamation d'un moratoire fasse partie des points à négocier, et n'abandonnait pas l'idée d'introduire les armes stratégiques offensives dans les discussions.

Les militaires du Pentagone chargés du dossier des armes spatiales ne sont pas chauds du tout à l'idée d'un moratoire qui les empêcherait de procéder, au principe en novembre prochain, aux essais d'un nouveau missile lancé par avion depuis la haute atmosphère pour détruire des satellites ennemis. Un succès leur donnerait une avance technologique considérable sur les Soviétiques, qui ont mis au point, il y a déjà une dizaine d'années un « satellite tueur » assez primaire ne pouvant s'attaquer qu'aux satellites en orbite basse, c'est-à-dire en principe non militaires. Mais la Maison Blanche, croit-on savoir, a repris récemment le dossier des mains des militaires, et il n'est pas impossible qu'elle soit prête à montrer un peu plus de souplesse.

Un commentaire de M. Gromyko, reproduit par l'agence Tass mercredi soir, a donné une indication supplémentaire sur les intentions du Kremlin. Recevant à la résidence soviétique le banquier David Rockefeller, le ministre soviétique a accusé Washington, selon Tass, d'être responsable de la « tension dangereuse » qui pèse actuellement sur les relations Est-Ouest. Mais il a ajouté aussi que l'URSS se prononçait « pour la normalisation des relations avec les Etats-Unis, pour des relations normales avec eux, afin d'arrêter la course aux armements et réduire radicalement les armements sur la base de l'égalité et de la sécurité égale ».

Un « message très positif » du secrétaire d'Etat

La route sera longue avant d'en arriver là. Mais on ne peut exclure qu'une négociation réussie sur les armes spatiales ouvre la voie à la reprise des négociations de Genève sur les armes stratégiques (START) sur des bases nouvelles. Si l'on en juge en tout cas par les propos tenus mardi par M. George Shultz sur une chaîne de télévision américaine, le président Reagan et lui-même souhaitent transmettre un « message très positif » à M. Gromyko et à ses collègues du Kremlin, exprimant leur volonté d'établir des relations plus constructives avec l'URSS.

L'enjeu pour le chef de la Maison Blanche est en tout cas immédiat. Une reprise durable du dialogue avec Moscou constituerait sans doute le coup le plus dur pour l'adversaire démocrate dans l'élection présidentielle. M. Walter Mondale, et serait probablement le glas de sa campagne.

Avant son intervention à l'ONU, M. Gromyko aura l'occasion de lancer un signal supplémentaire vers les Etats-Unis. Il a été invité dimanche soir à la grande réception que donnera le président Reagan à l'Hôtel Waldorf Astoria à New-York en l'honneur des dignitaires étrangers présents au rendez-vous de l'assemblée générale. La question qui se pose est de savoir s'il acceptera de se rendre à cette invitation.

(Interim.)

L'URSS a libéré cinq marins américains capturés dans le détroit de Behring

Washington (AFP). - Cinq marins américains, qui étaient détenus depuis plus d'un semaine en Sibirie après que leur bateau se fut échoué dans les eaux territoriales soviétiques, ont été remis en liberté mercredi 19 septembre, à 23 h 30 GMT, a annoncé le département d'Etat.

Les marins ont pu quitter le brise-glace soviétique *Alberg*, exact au rendez-vous avec le garde-côtes américain *Sherman* quelque part dans la mer de Behring. Les cinq hommes devaient ensuite se rendre dans le petit port baléarique de Gambell, en Alaska, situé sur l'île Saint-Lawrence, à environ 8 kilomètres du point de rencontre.

Quatre des cinq marins ont regagné aussitôt leur propre bateau, le *Frieda K*, que les autorités soviétiques avaient rendu peu auparavant aux officiers du garde-côtes américains. Quant au capitaine Tabb Thoms, commandant du *Frieda K*, il a affirmé dans un entretien avec la chaîne de télévision ABC que ses

AMERIQUES

Nicaragua Des sandinistes ont assiégé un local de la Coordination démocratique

Managua (AFP). - La police est intervenue mercredi 19 septembre à Léon, au nord-ouest de Managua, pour permettre aux principaux dirigeants de l'opposition de sortir du local dans lequel ils tenaient une réunion et qui était assiégé depuis plusieurs heures par des centaines de manifestants sandinistes.

Ces derniers, armés de pierres et de gourdin, avaient encerclé le local, dans lequel s'étaient rassemblés quatre cents personnes, en présence du principal dirigeant de la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN), M. Arturo Cruz. La police, qui est intervenue avec plusieurs heures de retard, a dû former des chaînes pour protéger la sortie des membres de la CDN.

L'évêque de Léon est également intervenu de son côté.

Un responsable de la CDN a affirmé qu'une trentaine de sympathisants de cette organisation auraient été interpellés et qu'un dirigeant local a disparu. C'est la première fois que des militants sandinistes s'en prennent directement à la Coordination démocratique.

Cet incident s'est produit alors qu'il est question à Managua de discussions entre les représentants du Front sandiniste et de la CDN pour permettre à celle-ci de participer aux élections présidentielles et législatives du 4 novembre (*le Monde* du 20 septembre).

La CDN, qui regroupe les partis social-chrétien, social-démocrate et libéral-constitutionnaliste, avait

● **Les dirigeants de « la Contra » se plaignent du comportement du gouvernement français.** - Les dirigeants des organisations armées antiscandinistes, de passage à Paris (*le Monde* du 19 septembre), se sont plaints de ne pas avoir été reçus par des représentants du gouvernement français. Leurs demandes d'audience ont été rejetées par le ministre des relations extérieures. Ils ont, en revanche, rencontré des parlementaires de l'UDF et du RPR. Ils affirment, d'autre part, que le consulat de France au Honduras a refusé des visas à certains des dirigeants de la Force démocratique nicaraguayenne (FDN) basée à Tegucigalpa. - (AFP.)

Venezuela LES ETUDIANTS RECLAMENT LA DEMISSION DU RECTEUR DE L'UNIVERSITE DE CARACAS

Caracas (AFP). - Des étudiants ont manifesté, mercredi soir 19 septembre, à l'université de Caracas pour protester contre le rôle des forces de l'ordre lors d'un incident survenu dans la matinée et au cours duquel, selon un bilan officiel, seize étudiants et quatre gardes nationaux ont été blessés. Avant d'être dispersés par la police, les étudiants ont demandé, lors d'une assemblée générale très mouvementée, la démission du recteur, M. Edmundo Chirinos, et ont annoncé la grève des cours.

Mercredi matin, un groupe de deux cents élèves de l'école vétérinaire et agronomique de Maracay, à 100 kilomètres à l'ouest de Caracas, s'étaient emparés de cinq autobus pour se diriger vers la capitale et remettre un cahier de revendications au recteur. A l'entrée de la ville, les véhicules avaient été stoppés par la garde nationale. Alors que des négociations se poursuivaient entre les forces de l'ordre et les étudiants, « les autobus démarraient rapidement, heurtant des membres de la garde nationale et provoquant un échange de tirs », selon un communiqué officiel.

Le gouvernement a demandé aux étudiants de « ne pas se laisser emporter dans des actions violentes, qui ne se justifient pas dans la mesure où l'exécutif est disposé à clarifier les faits incriminés ». Le président Jaime Lusinchi a déploré ces incidents et affirmé qu'il ne « tolérerait » pas que les étudiants menacent l'ordre public.



Alain Minc
L'AVENIR EN FACE

Formules brillantes, paradoxes audacieux, fermeté de la pensée... Pierre Drouin/Le Monde
C'est intelligent. C'est agréable à lire... Philippe Simonnot / L'Express
L'incarnation écrite la plus élaborée de ce courant qu'il faudrait, faute de mieux, nommer "libéralisme de gauche". Pierre Briancçon / Libération

COLLECTION L'HISTOIRE IMMEDIATE - 79 F

S E U I L

Force Ouvrière

FO ne craint pas de s'opposer à l'industrialisation... (Texte très flou et difficilement lisible)

Le Monde

Le Monde... (Texte très flou et difficilement lisible)

Le Monde... (Texte très flou et difficilement lisible)

AMÉRIQUES

La Grenade

Des élections pourraient avoir lieu fin octobre

Les élections, qui devraient marquer le retour à la démocratie, pourraient avoir lieu à la fin du mois d'octobre.

L'île est retournée à sa langueur

Onze mois après l'intervention militaire américaine à la Grenade, un certain désenchantement se manifeste parmi les habitants de l'île.

Il n'en a rien été. Si les quelques millions de dollars accordés comme premier secours ont permis certaines améliorations et la création de plusieurs centaines d'emplois, l'île continue de présenter un aspect délabré.

L'un des principaux stimulants de l'économie locale reste la construction de l'aéroport international de Pointe-Saline, qui devait être inauguré le 25 octobre prochain.

Les Américains ont décidé de terminer les travaux. Un financement de 21 millions de dollars a été assuré par les États-Unis.

Les derniers GI jusqu'en 1985

L'économie avait été en partie collectivisée sous le régime, inauguré en 1979, du New Jewel Movement de Maurice Bishop.

L'enquête de police a été menée par des détectives de la Barbade, fréquemment accusés d'avoir utilisé la torture.

(1) Selon US News and World Report du 6 août, à qui nous empruntons certaines des données chiffrées de cet article.

AFRIQUE

L'ACCORD FRANCO-LIBYEN SUR LE TCHAD

Les autorités de N'Djamena estiment que la situation politico-militaire leur est favorable

M. Roland Dumas, ministre et porte-parole du gouvernement, a précisé, mercredi 19 septembre, à l'issue du conseil des ministres, que la France et la Libye ont choisi, chacune, deux pays qui désigneraient les observateurs de l'évacuation de leurs forces militaires du Tchad.

Si Tripoli respecte ses engagements...

A N'Djamena, dans les milieux officiels, on paraît calculer, en effet, que si Tripoli respecte ses engagements, les populations des oasis du Nord, à commencer par celle de Faya-Largeau, se rallieront assez rapidement au gouvernement de M. Hissène Habré, et qu'il n'y aura donc aucune nécessité d'employer la force pour y remettre en place une administration.

Pour le président Hissène Habré, le contrôle de Faya-Largeau revêt d'autant plus d'importance qu'il s'agit à la fois de sa ville natale, de la plaque tournante du Nord tchadien et du symbole de l'autorité dans cette zone septentrionale.

LES SOLDATS FRANÇAIS QUITTENT LE TCHAD SANS GLOIRE SANS FORT

Moscou. - La Pravda de ce jeudi 20 septembre publie le premier communiqué soviétique autorisé sur l'accord franco-libyen.

Le journal affirme que la décision d'intervenir au Tchad avait été prise par la France « sous une forte pression de Washington » et énumère les « ingratitude » françaises en Afrique.

Quant à l'agence Tass, elle insiste sur des déclarations de M. Claude Cheysson selon lesquelles les troupes françaises pourraient revenir au Tchad en cas de besoin.

Le bilan total des affrontements en Afrique du Sud, depuis le début des émeutes au soir, mercredi 19 septembre, a été de dix-sept morts et plusieurs centaines de blessés.

Afrique du Sud Le travail a repris dans les mines après les sanglants affrontements

La reprise du travail semble presque générale dans les mines d'or sud-africaines, où les sanglants affrontements de ce début de semaine ont fait au moins sept morts parmi les grévistes noirs ainsi que quelques centaines de blessés.

Un tournant dans la lutte pour les droits des Noirs

L'agitation de ces derniers semaines dans les cités noires sud-africaines avait eu, en son départ, des causes immédiates précises : revendications d'écoliers (en faveur d'une représentation au sein des conseils

C'est en tenant compte de ce contexte que M. Pieter Both, nouveau président de la République, ouvrant la première session du nouveau Parlement du Cap mardi, a déclaré : « La participation politique démocratique doit être également renforcée au sein des communautés noires d'Afrique du Sud, afin d'assurer leur progrès et de répondre à leurs demandes de justice. »

L'issue de la grève dans les mines d'or, secteur-clé de l'économie sud-africaine, marque peut-être un tournant plus important de leur destin collectif. Certes, la violence qui l'a accompagnée montre bien que les syndicalistes noirs devront encore parcourir un long chemin pour se faire réellement entendre.

C'est en tenant compte de ce contexte que M. Pieter Both, nouveau président de la République, ouvrant la première session du nouveau Parlement du Cap mardi, a déclaré : « La participation politique démocratique doit être également renforcée au sein des communautés noires d'Afrique du Sud, afin d'assurer leur progrès et de répondre à leurs demandes de justice. »

MAROC

Noms, sous-joints, Considérant que le royaume du Maroc, en souscrivant à de nombreux textes internationaux, universels ou régionaux, relatifs aux droits de l'homme, s'est reconnu l'obligation de promouvoir et de respecter ces droits et de garantir l'exercice des libertés fondamentales.

Estimons que seule la libération de tous les prisonniers politiques, y compris ceux qui sont détenus à la suite des événements de janvier 1984, est de nature à apaiser nos craintes pour l'avenir.

- G. Auvanach (avocat), P. Avrial (médecin), M. Barthes (responsable du département des droits de l'homme à la CIMADE), Y. Beaudouin (avocat), Blangouart (secrétaire adjoint du Syndicat de la magistrature), S. Bata (chercheur à l'INSERM), C. Bourdieu (journaliste), M. Brauschweig (avocat), M. Brod (professeur à l'ENS), M. Brunschweiler (secrétaire générale de la CIMADE), M. Buthin (avocat), P. Corrieu (directeur de recherche à l'École polytechnique), G. Coullin (sociologue), A. Couste (avocat), A. Debary (artiste plasticien), J.-J. de Felice (avocat), F. Della Suda (enseignant), A. Dino (artiste peintre), A. Douady (médecin), N. Dreyfus (avocat), C. Echeverry (écrivain), T. Fagard (avocat), F. Faye (écrivain), L. Fayard (avocat), M. Geronzi (magistrat), G. Goulet (magistrat), M. Glaymann (avocat), H. Halbwachs (professeur à l'université de Paris-VII), F. Jancq (avocat), D. Jancq (avocat), J.-F. Jancq (magistrat, secrétaire général de la S.M.), Y. Lachaud (avocat), J. Lacourère (écrivain), S. Lacourère (écrivain), J.-M. Lambert (peintre), H. Leclerc (avocat), F. Lepaty (avocat), A. Lwy (préfet), N. Michel (magistrat), M. Merzouga (professeur à l'université de Paris-VII), Cl. Martinet (avocat), E. Metras (avocat), J.-P. Moreau (physicien), J.-P. Mignard (avocat), M. Millet (professeur de médecine), Minkowski (professeur de physique), M. Monod (avocat), M. Moreau (avocat), P. Moreau (avocat), J. Nativ (avocat), J. Nordmann (avocat), M. Paré (avocat), A.-M. Parodi (avocat), E. Pizarro (magistrat, secrétaire de la S.M.), M. Portier (avocat), G. de la Pradelle (professeur à l'université de Paris-X), M. Robinet (professeur à l'université de Paris-VIII), M. Robison (directeur d'étude à l'école pratique des hautes études), L. Schwartz (mathématicien, membre de l'Académie des sciences), F. Sarré (avocat), Cl. Solomro (magistrat, vice-président de la S.M.), M. Tarrasque (avocat), E. Testat (magistrat), F. Thibault (directeur de la revue Esprit), F. Toulet (écrivain), A. Weber (avocat), J.-L. Weil (avocat), E. Wegl (avocat, directeur de la Revue internationale de droit comparé), Artisan du monde, Assoc. française pour l'élimination des discriminations, Assoc. internationale des juristes démocrates, CIOETEM (Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés), Jeunesse étudiante catholique, Jeunesse ouvrière catholique, Justice et Paix, Libres Juristes, La Mission de France, Mouvement international des juristes catholiques, ODDETT (Mouvement pour l'élimination des discriminations des citoyens de France), Syndicat de la magistrature, Terre des Hommes, La Vie nouvelle.

Sentiments émis à la CIMADE, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris, en mentionnant au dos de chaque : « Grévistes de la faim au Maroc (compte courant n°00711). »

Plus de contact : ASDROM, c/o M. Gilman, 11 bis, r. Lumière, 75014 Paris.

LES SOLDATS FRANÇAIS QUITTENT LE TCHAD SANS GLOIRE SANS FORT

Moscou. - La Pravda de ce jeudi 20 septembre publie le premier communiqué soviétique autorisé sur l'accord franco-libyen.

Le journal affirme que la décision d'intervenir au Tchad avait été prise par la France « sous une forte pression de Washington » et énumère les « ingratitude » françaises en Afrique.

Quant à l'agence Tass, elle insiste sur des déclarations de M. Claude Cheysson selon lesquelles les troupes françaises pourraient revenir au Tchad en cas de besoin.

Afrique du Sud Le travail a repris dans les mines après les sanglants affrontements

La reprise du travail semble presque générale dans les mines d'or sud-africaines, où les sanglants affrontements de ce début de semaine ont fait au moins sept morts parmi les grévistes noirs ainsi que quelques centaines de blessés.

Un tournant dans la lutte pour les droits des Noirs

L'agitation de ces derniers semaines dans les cités noires sud-africaines avait eu, en son départ, des causes immédiates précises : revendications d'écoliers (en faveur d'une représentation au sein des conseils

C'est en tenant compte de ce contexte que M. Pieter Both, nouveau président de la République, ouvrant la première session du nouveau Parlement du Cap mardi, a déclaré : « La participation politique démocratique doit être également renforcée au sein des communautés noires d'Afrique du Sud, afin d'assurer leur progrès et de répondre à leurs demandes de justice. »

L'issue de la grève dans les mines d'or, secteur-clé de l'économie sud-africaine, marque peut-être un tournant plus important de leur destin collectif. Certes, la violence qui l'a accompagnée montre bien que les syndicalistes noirs devront encore parcourir un long chemin pour se faire réellement entendre.

C'est en tenant compte de ce contexte que M. Pieter Both, nouveau président de la République, ouvrant la première session du nouveau Parlement du Cap mardi, a déclaré : « La participation politique démocratique doit être également renforcée au sein des communautés noires d'Afrique du Sud, afin d'assurer leur progrès et de répondre à leurs demandes de justice. »



L'INFORMATIQUE VOUS MOTIVE NIVEAU BAC UNE ANNÉE PRÉPARATOIRE débouchant sur : une spécialisation d'un an orientée vers les fonctions technologico-commerciales. une première année BTS réussie.

L'effet L... es réseaux... le discours... le racisme et de la x... La Découverte

L'effet L... es réseaux... le discours... le racisme et de la x... La Découverte

AGFA S

PHOTOCOPIE LE CONTRAT

SÉRIEUX

U

UNIVERSEL

R

RATIONNEL

AGFA-GEVAERT

le 1
ils
ent
le 1
à l
me
ren
de
cor
nal
du
d'u
por
fer
me
de
res
a,
be
fai
son
pe
la
bi
gic
Su
ph
gé
qu
se
so
he
y
ce
fo
in
et
so
vi
di
fr
d'
C
q
le
m
m
p
le
o
s
C
A
L
s
e
d

ASIE

Afghanistan

JOURNALISTE D'ANTENNE 2 TOMBÉ DANS UNE EMBUSCADE

Jacques Abouchar serait prisonnier des Soviétiques

« Aucun canal n'est prêt à négocier pour obtenir des précisions sur le sort » du journaliste d'Antenne 2, Jacques Abouchar, disparu en Afghanistan, déclarait-on jeudi matin 20 septembre au Quai d'Orsay, où l'on se

disait cependant dans la plus grande incertitude. A Istanbul, capitale du Pakistan, l'ambassadeur d'URSS, M. Vitaly Smirnov, a affirmé le même jour ne pas être au courant de « cette affaire ».

Tombé dans une embuscade et blessé, dans la nuit de lundi 17 à mardi 18 septembre, Jacques Abouchar a été capturé par les troupes soviétiques, qui l'ont conduit, mercredi, dans une garnison de Kandahar, ont affirmé plusieurs représentants de la résistance afghane. Selon des témoignages afghans recueillis à Quetta, capitale de la province pakistanaise du Balouchistan, proche de la frontière, d'où était partie l'équipe de télévision, Jacques Abouchar aurait été vu juché sur un char soviétique et montré aux populations dans le secteur où s'est produit l'embuscade.

Celle-ci a eu lieu à une trentaine de kilomètres du poste frontière de

Chaman, sur la route de Kandahar. L'équipe d'Antenne 2 et une vingtaine de maquisards appartenant au groupe modéré et pro-occidental de M. A. Gailan, avaient pris place dans plusieurs véhicules tout terrain qui roulaient tous feux éteints. Le convoi était pris sous le feu nourri de mitrailleuses lourdes et de fusils d'assaut, a déclaré Hugues Delatude, journaliste indépendant, âgé de vingt-six ans, qui accompagnait l'équipe. « La voiture dans laquelle nous nous trouvions (les trois journalistes d'Antenne 2 et Delatude) a fait un tonneau et nous nous sommes enfuis en courant », a-t-il précisé. Le cameraman Jean-Louis Saportto, souffrant de trois fractures aux côtes, le preneur de son,

Georges Hansen, et Delatude, deux volontaires français de l'organisation humanitaire la Guilde, du raid, M^{me} Anne de Beaumont et M. Yves de Beauregard, ainsi que les vingt maquisards, ont pu regagner Quetta à pied. Le directeur de l'antenne d'Action internationale contre la faim, M. Philippe Fabry, coordonne le rapatriement des rescapés.

En s'enfuyant, ceux-ci ont pu voir quatre à sept tanks équipés de puissants projecteurs qui cherchaient à les repérer dans le terrain désertique où a eu lieu l'embuscade. Le chauffeur du véhicule dans lequel avaient pris place les journalistes a précisé que Jacques Abouchar, blessé à l'épaule lorsque la voiture s'est retournée pendant l'embuscade, lui avait demandé de l'abandonner, car il se trouvait dans l'incapacité de s'enfuir.

Tout le matériel de l'équipe audiovisuelle se trouvait dans la voiture de tête saisie par les Soviétiques et remorquée au poste militaire de Boldak, près de la frontière, a indiqué, de son côté, M. Fabry.

Les milieux afghans et occidentaux de Quetta ont l'impression que les assaillants attendaient le convoi, certains disent même qu'ils patrouillaient dans ce but à 10 km de la frontière depuis deux jours. M. Gailan a affirmé à l'AFP avoir prévenu les journalistes avant leur départ des « risques » que présentait le voyage en raison de l'intensification des patrouilles et des embuscades des forces soviético-afghanes.

Un avion d'Europe Assistance affrété par Antenne 2 avec à son bord le directeur de l'information de la chaîne, M. Michel Thonlouze, est arrivé mercredi soir à Karachi, d'où il devait repartir pour Quetta une fois obtenu les autorisations nécessaires des autorités pakistanaises.

UN GRAND REPORTER DES PLUS EXPERIMENTES

Le journaliste Jacques Abouchar est l'un des journalistes les plus expérimentés d'Antenne 2.

Spécialiste du Liban, où il a fait de longs et nombreux séjours, il est aussi l'auteur de grands reportages sur la famine en Ethiopie ou la vie quotidienne en Pologne. C'est la première fois qu'il se rendait en Afghanistan.

Né le 14 février 1931 à Paris, Jacques Abouchar est diplômé du Centre de formation des journalistes (CFJ). Après des stages à la Nouvelle République du Centre-Ouest à Tours, à l'AFP à Londres, puis à Reuter, il a notamment collaboré à l'Office de coopération radiophonique et aux émissions vers l'étranger de la RTF. Envoyé spécial permanent au Liban de 1970 à 1972, il fut ensuite délégué de l'ORTF en Côte d'Ivoire. Grand reporter à A2 de 1975 à 1981, il devient en septembre de la même année rédacteur en chef adjoint d'A2 dernière, puis rejoint le service étranger de la chaîne.

Jacques Abouchar est président de l'association Infos tiers-monde, groupement de journalistes qui veulent promouvoir l'information audiovisuelle sur les pays pauvres.



Koweït

Tous les mardis et jeudis. Départ 10 h 15. Arrivée 20 h 10 Orly-Sud. Choisissez la qualité ! En première classe comme en classe Touriste, Austrian Airlines vous offre un service de haut niveau. Et le confort de ses DC9. **AUSTRIAN AIRLINES** Austrian Airlines, Orly-Sud. Réservations : 266.34.66

Le « procès » de Philippe Augoyard

Un jeune médecin français, Philippe Augoyard, au service de l'organisation humanitaire Aide médicale internationale, avait été arrêté, en janvier 1983, dans la province du Logar, au sud de Kaboul. Il avait été présenté par la presse officielle afghane comme un « mercenaire travaillant avec les bandits contre-révolutionnaires », et comme un « espion » par l'agence soviétique Tass.

A l'issue d'un « procès » au cours duquel, selon Tass, il avait « reconnu sa culpabilité », et dont les conditions avaient été vivement dénoncées en France. Il avait été condamné à huit ans de prison. Deux journalistes français, François Missen et Antoine Barraud, avaient été arrêtés, le 7 septembre 1980 en Afghanistan, alors qu'ils y effectuaient un reportage. Ils avaient été libérés le 4 novembre de la même année, après avoir été incarcérés et avoir subi des interrogatoires.

Deux journalistes occidentaux ont d'autre part trouvé la mort en Afghanistan dans des circonstances imprécises : un Norvégien, Steale Gundhus, au printemps 1983, et un Australien d'origine italienne, Rafaelo Favero, en octobre 1983. Plusieurs dizaines de journalistes - dont notre correspondant Patrice Claude - et d'universitaires sont entrés clandestinement en Afghanistan avec des groupes de résistants pour rapporter des témoignages sur l'évolution du conflit afghan depuis l'intervention militaire soviétique en décembre 1979. Ils utilisent des filières considérées jusqu'à une époque récente comme des voies de pénétration relativement sûres. Mais la résistance avait signalé depuis plus d'un mois une intensification des patrouilles soviético-afghanes le long de la frontière.

Un renforcement militaire soviétique dans les provinces bordant le Pakistan avait également été relevé de sources diplomatiques occidentales.

La S.N.C.F. communique :

1914-1984

70^e anniversaire de la bataille de la Marne

C'est à la gare de l'Est, qui fut le point de départ vers la frontière de milliers de Français en août 1914, que se termina, du 8 septembre au 12 novembre 1984, une exposition organisée par le secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants et victimes de guerre, en liaison avec la S.N.C.F.

Les objets présentés constituent un musée vivant de la guerre de 1914-1918.

PROMOTEURS

Commercialisateur de haut niveau vous propose de vendre votre programme immobilier de 40 à 60 logements en 4 mois. En priorité, montagne : Savoie, Haute-Savoie ; mer : Var, Alpes-Maritimes. Résultats garantis par contrat avec responsabilité financière, commission importante demandée. Ecrire n° 10220 le Monde Pté qui transmettra.

american center

261, boulevard Raspail 75014 Paris
cours/american in v.o.
• stages intensifs à partir du 10 septembre
• sessions trimestrielles dès le 24 septembre
• week-ends à l'American Center
• préparation au TOEFL
inscriptions immédiates - renseignements 335.21.50

Tot y en a voter Le Pen

ce qu'un cadre supérieur (qui a voté Le Pen) a dans la tête, c'est dans Black/L'Officiel d'Afrique. Le nouveau journalisme noir. Mensuel. Par-tout. Le 15 du mois. 12 F. (Le samedi au 720.90.20).

Attentat et mesures de

Sofia (AFP) - La surveillance des bâtiments publics a été renforcée à Sofia à la suite d'attentats à la bombe commis dans plusieurs villes bulgares à la fin du mois d'août dernier. Selon l'AFP, une bombe à forte puissance a explosé le 30 août à l'aéroport de Varna, située à 200 km de Sofia. Selon des témoins, plusieurs ambulances ont été vues alors qu'elles se dirigeaient à toute allure vers l'aéroport. Un peu plus tard, un autre attentat a été commis à la gare de Plovdiv, deuxième ville du pays, à 200 km au sud-est de Sofia. Ce jour-là, le président, M. Todor Zhivkov, chef du parti et de l'Etat, était rendu de Varna à Plovdiv. Selon d'autres témoignages, des attentats de moindre importance furent également commis à Chirpan, Bourgas, sur la mer Noire, et à Ruse, à Rousse sur le Danube, et à Targovishte, dans le nord-est de la Bulgarie. Des barrages routiers ont été établis par les forces de police à la nuit du 30 au 31 août sur la route reliant de Plovdiv à Sofia, et sur d'autres routes en direction de Sofia. Des autres barrages apparaissent dans la nuit du 31 août sur d'autres routes.

Depuis le début du mois, il est interdit de stationner à Sofia devant la gare et l'aéroport, où la présence de militaires a été renforcée, ainsi que des soldats en armes ont été aperçus devant le palais de la

JARDINS

Un NOUVEAU PROJET pour profiter pleinement de la liberté et en

Le CUM HOU salons spéciaux chez vous. Votés de me

Le CONFORT DE L'AGE D'OR ment spacieux, confortables chambres d'hôtes sont à

DES SERVICES PERMANENTS mière 24 h sur 24, restaurant d'entretien, aide ménage, repartit entre un nombre incombant à chacun restre services.

AIX-EN-PROVENCE (42) 96.01.57
CHAMALIERES (1) 266.06.83
GRASSE (93) 36.24.47

AUX JARDINS Informations: Hervé

Coupon-réponse 64200 Biarritz Indiquez la Région le vous enverra, sans engage

Monsieur, Madame Adresse:

Age: Monsieur

501 من الاموال

صحة من الامم

EUROPE

prisonnier des Soviétiques

TOMBÉ DANS UNE EMBUSCADE

... pendant dans la plus grande interdiction... capitale de l'Afghanistan, l'ambassadeur... M. Vaziri Nemini a affirmé le matin... ne pas être au courant de cette affaire.

goyard

... des hôtels... à la recherche de... à l'étranger...

... de l'année... à l'étranger... à l'étranger...

UN GRAND REPORTAGE
DES PLUS EXPERIMENTES

... de l'année... à l'étranger... à l'étranger...

Bulgarie

Attentats inexplicables et mesures de sécurité inhabituelles

Sofia (AFP). - La surveillance des bâtiments publics a été renforcée à Sofia à la suite d'attentats à la bombe commis dans plusieurs villes bulgares à la fin du mois d'août dernier. Selon l'AFP, une bombe de forte puissance a explosé le 30 août à l'aéroport de Varna, station balnéaire située sur la mer Noire. Selon des témoins, plusieurs ambulances ont été vuées alors qu'elles se dirigeaient à toute allure vers l'aéroport où plusieurs personnes auraient trouvé la mort. Le même jour ou un peu plus tard, un autre attentat a eu lieu à la gare de Ploudiv, deuxième ville du pays, à 200 kilomètres au sud-est de Sofia. Ce jour-là précisément, M. Todor Jivkov, chef du parti et de l'Etat, s'était rendu de Varna à Ploudiv.

Selon d'autres témoignages, des attentats de moindre importance auraient également été signalés à Bourgas, sur la mer Noire, à Choupen, à Rousse sur le Danube, et à l'argovitcha, dans le nord-est de la Bulgarie. Des barrages routiers ont été établis par les forces de police dans la nuit du 30 au 31 août sur la route allant de Ploudiv à Sofia, et ils sont toujours en place, tandis que d'autres barrages apparaissent dès la tombée de la nuit sur d'autres axes routiers.

Depuis le début du mois, il est interdit de stationner à Sofia devant la gare et l'aéroport, où la présence de militaires a été renforcée, tandis que des soldats en armes ont fait leur apparition devant le palais de la

culture, l'immeuble de la radio et d'autres bâtiments publics de la capitale.

La concomitance des deux principales explosions avec les déplacements du numéro un bulgare, laisse penser que les attentats traduisent une intention politique. Ils ont, d'autre part, été commis quelques jours avant les célébrations du quarantième anniversaire de la « révolution ».

La presse et les autorités bulgares observent le plus grand mutisme sur ces événements, et toutes sortes de rumeurs, parfois fantaisistes, circulent à Sofia. Le 6 avril dernier, un colis piégé avait explosé à la poste de Gorna-Oriahovitcha, dans le nord du pays, tuant trois personnes. Un homme reconnu coupable de cet attentat a été exécuté cet été.

● Une journée de la francophonie. - L'association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF) a décidé d'organiser chaque année une Journée internationale de la francophonie le 20 mars, jour anniversaire de la naissance en 1970 de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). La 14^e assemblée générale de l'AIPLF réunie à Saint-Denis de la Réunion a, d'autre part, réélu à sa présidence M. Daouda Sow, président de l'Assemblée nationale du Sénégal et décidé de tenir sa prochaine assemblée en juillet 1986 au Québec. - (AFP.)

Portugal

L'instruction du procès du lieutenant-colonel Otelo de Carvalho s'achève

Lisbonne. - Le procès du lieutenant-colonel Otelo de Carvalho, ainsi que d'autres détenus soupçonnés d'appartenir à une organisation dénommée Forces populaires du 25 avril (FP 25) entre, ce jeudi 20 septembre, dans une nouvelle phase. La période initiale des trois mois d'instruction vient de s'achever.

Selon la loi, le juge chargé de mener l'enquête doit désormais procéder à l'inculpation ou à la libération des détenus (1), il peut également demander une période supplémentaire de trente jours au cas où il considérerait que certains éléments indispensables à l'accusation ne sont pas encore complètement éclaircis.

Au cours des dernières semaines, six personnes ont été libérées. Il s'agit dans la plupart des cas de « repentis », c'est-à-dire de membres de l'organisation clandestine qui ont décidé de collaborer avec la police. Les informations fournies par leurs soins, ainsi que des documents qui auraient été trouvés au domicile d'Otelo de Carvalho, semblent établir une relation entre les FP 25 et la Libye, d'où viendrait l'essentiel du financement. Les fonds seraient

canalisés vers le Portugal à partir d'un compte bancaire ouvert en Suisse au nom de plusieurs dirigeants de l'organisation.

Parmi ceux-ci figureraient M. Mouta Liz, fonctionnaire de la Banque du Portugal, arrêté le 18 septembre dans des conditions rocambolesques.

En dépit d'un mandat d'arrêt contre lui, M. Mouta Liz donnait des conférences de presse, circulait dans les rues de Lisbonne et interpellait même le premier ministre, M. Mario Soares, sur une plage de l'Algarve. « L'homme le plus recherché par la police », avait

annoncé, dans une interview à la radio, qu'il reprendrait son travail le 18 septembre.

Cette date a été respectée : c'est donc dans son bureau que les agents l'ont trouvé entouré de ses collègues et de journalistes appelés à « couvrir » l'événement.

Le juge d'instruction n'a aucun doute sur la réalité des liens entre les Forces populaires du 25 avril et la Force d'unité populaire (FUP), mouvement politique qui a soutenu, en 1980, la campagne à l'élection présidentielle d'Otelo de Carvalho. « Les FP 25 constituent le bras armé de la FUP », assure-t-on dans l'entourage du juge.

Cependant les protestations contre l'arrestation du « stratège de la révolution d'avril » se poursuivent. L'ASPA (Action de solidarité avec les prisonniers antifascistes) organise des réunions dans les principales villes du pays. Des pétitions signées par de nombreux intellectuels ont été adressées au premier ministre.

La position de M. Mario Soares reste pourtant inchangée : « C'est, dit-il, une affaire qui ne concerne que la justice. »

JOSÉ REBELO.

(1) Ceux-ci observent actuellement une grève de la faim. - NDLR.

JARDINS D'ARCADIE

L'ART DE VIVRE APRÈS 60 ANS AUX JARDINS D'ARCADIE.

Hervé Picot, le spécialiste du 3^e âge.

Un NOUVEL ART DE VIVRE : avec les Jardins d'Arcadie, Hervé Picot propose un nouvel art de vivre quand on a l'âge de profiter pleinement de son temps. En se créant de nouvelles amitiés. En se découvrant de nouvelles passions. En se maintenant en forme. En savourant chaque journée en toute liberté et en toute sécurité.

Le CLUB HOUSE : c'est là où se créent les activités de l'âge d'or : salons spacieux, billard, bibliothèque, restaurant... vous y êtes chez vous. Vous y retrouverez d'autres résidents de mêmes goûts, de même culture.

Le CONFORT DE L'ÂGE D'OR : vous vivez dans vos meubles, dans un appartement spacieux, comportant des équipements spéciaux de sécurité. Des chambres d'hôtes sont à votre disposition.

Des SERVICES PERMANENTS : service d'accueil et de garde jour et nuit, infirmière 24 h sur 24, restaurant ouvert tous les jours midi et soir, personnel d'entretien, aide ménagère sur demande. Le coût strictement contrôlé est réparti entre un nombre d'appartements suffisant pour que la dépense incombant à chacun reste faible, malgré le caractère permanent des services.

DES SITES CHOISIS		
AIX-EN-PROVENCE. (42) 96.01.57	LIMOGES. (59) 23.07.60	RUEIL-MALMAISON. (1) 732.16.10
CHAMALIÈRES. (1) 266.06.83	MONTPELLIER. (67) 63.46.36	STRASBOURG. (1) 266.06.83
GRASSE. (93) 36.24.47	NICE. (59) 23.07.60	TOULOUSE. (59) 23.07.60

AUX JARDINS D'ARCADIE L'ÂGE D'OR S'INVENTE TOUS LES JOURS.
Informations : Hervé Picot S.A. 9, place de la Madeleine. 75008 Paris.
Tél. : 268.06.83

Compte-réponse à retourner à : Hervé Picot S.A. 62, avenue Foch. 94200 Biccritz.

Indiquez la Résidence de votre choix dans cette case

Je vous enverrai, sans engagement de votre part, une documentation.

Monsieur, Madame

Adresse :

Tél. :

Age : Monsieur Madame

PLESSEY : un nom à mettre en mémoire.

Présent au Sicob Niveau 4 - Zone B - Stand 4203 Sicob OCM Stand n° 706



Un grand nom de l'électronique mondiale.

A l'avant-garde de l'industrie électronique mondiale, Plessey : un nom dont la notoriété ne cesse de s'affirmer dans tous les secteurs de la vie économique. En informatique, composants électroniques, télécommunications, pour beaucoup de professionnels déjà, Plessey est un nom référence. La qualité de ses produits, leur fiabilité, le haut niveau du service offert par Plessey à travers le monde, permettent à la marque de participer, directement ou indirectement, à la vie courante de millions de personnes. En choisissant délibérément les équipements du futur en

informatique, en jouant avant toute chose l'avant-garde technologique, Plessey a su se rendre essentiel, partout où les critères sont extrêmement sélectifs. Si, pour vous aussi, le système informatique doit être un outil de qualité, choisissez Plessey. Pour tout renseignement, contactez Plessey au (1) 776.43.00 - 35, bd des Bouvets - 92000 Nanterre.

PLESSEY



VICKI... VICKI... VICKI... IL EST AUSSI DOUÉ QUE MOI POUR LES LANGUES.



Kowell

AUSTRIAN AIRLINES

AGFA S

PHOTOCOPIE LE CONTRAT

le l
ils
ent
le j
à l
me
ren
de
cos
nal
da
d'u
por
fer
me
de
res
a,
be
fai
sor
pe
la
bli
gic
Su
pli
gé
qu
se

so
he
y
ce
fo
in
et
so
vi
di
fi
d'
D
ce
qu
le

m
p
le
ti
o
g
C
A
L
S
e
d

SATISFAIT

U

USAGE

R

RELATION

AGFA-GEVAERT

COPIERS

politique

LA RÉUNION DU COMITÉ CENTRAL

Le PCF ménage la possibilité d'un accord électoral avec le PS en 1986

Le comité central du Parti communiste, dont la réunion s'est achevée dans la soirée du mercredi 19 septembre, a adopté à l'unanimité moins une abstention le rapport du bureau politique, présenté par M. Georges Marchais. Ce texte doit servir de base à l'élaboration du document préparatoire au

vingt-cinquième congrès du parti, prévu pour février 1985.

Le rapport de M. Marchais constitue, en lui-même, la référence du PCF pour les mois qui viennent, puisqu'il doit être édité et diffusé auprès des militants.

L'intransigence de la direction, face aux critiques et aux souhaits émis par certains membres du comité central au mois de juin, s'est donc révélée efficace. Soit qu'ils n'y aient jamais songé sérieusement, soit qu'ils y aient renoncé, ceux qui avaient interpellé la direction, il y a trois mois, n'ont pas franchi le pas qui aurait abouti à ce que s'affirmerait dans la préparation du congrès une orientation différente de celle de la majorité du comité central.

Les normes de fonctionnement du PCF sont telles que toute expression d'une différence - autre que de « sensibilité » sur tel ou tel point particulier - est frappée d'illegitimité. Faute de pouvoir se référer, ne serait-ce qu'implicitement, à un dirigeant de haut rang, ceux qui tentent de se démarquer de la ligne - ou de l'absence de ligne - officielle se condamneraient à la suspicion et à l'isolement dans leurs fédérations respectives.

En se prononçant pour l'élaboration d'un document préparatoire complet, sur lequel devront s'engager les membres du comité central, et en soulignant que la tâche de ceux-ci consiste à expliquer les décisions prises, M. Marchais a montré clairement ce que la direction attend des responsables du parti. Il n'est donc pas question que la pratique du centralisme démocratique puisse être mise en cause. Les cadres du parti, qui tiennent leur autorité de cette pratique, sont donc confortés dans leur rôle, mais le prix à payer,

pour ceux qui avaient pu envisager d'en desserrer les contraintes, est l'abandon de cette tentative et une solidarité totale avec la direction.

Les signes que celle-ci a été comprise devraient apparaître dans les prochains jours. En fait, en laissant se développer, immédiatement après le scrutin européen, un risque de déstabilisation de l'appareil du parti (propos de M. Juquin sur le centralisme démocratique, reportage d'Antenne 2 sur les débats dans une section soudain « décripée », recul apparent sur le rapport du bureau politique au comité central des 26 et 27 juin), puis en menant l'offensive contre l'apparition présumée d'un « courant liquidateur » au sein du parti, la direction a su absorber le choc du 17 juin et de la réduction de l'influence du PCF à 11,28 % des voix.

La direction a su tirer parti, ainsi, de l'« effet médias » de ces péripéties, pour faire sentir aux cadres le danger d'une pression extérieure - c'est-à-dire d'une intervention du PS - sur la politique du parti. De ces renouveau, il ne restera que l'innovation de la publication, le 22 septembre, dans l'« Humanité », d'un compte rendu des soixante-dix-huit interventions au comité central, rédigé par leurs auteurs. Chacun prendra, ainsi, la responsabilité personnelle de l'image qu'il donnera du débat interne.

Il restera aussi l'abstention d'un membre du comité central, M. Félix Dumette, sur le rapport du bureau politique. animateur de la section

« régions » du comité central sous la responsabilité de M. René Fiquet, professeur de géographie à l'université Paris-I, M. Dumette avait été, en 1979, co-auteur d'un livre qui développait la « stratégie insurrectionnaire » revendiquée alors par le PCF comme substitut du programme commun. Elu, la même année, à l'Assemblée européenne, M. Dumette avait été écarté, en 1984, de la liste des candidats du PCF à cette Assemblée. Un autre membre du comité central, M. Yvan Trioart, premier secrétaire de la fédération de l'Essonne (celle de M. Juquin), avait annoncé mardi son intention de s'abstenir ; il est revenu, ensuite, sur sa décision.

Des gages aux adversaires de l'union

L'unanimité est donc faite, à une exception près, sur l'orientation présentée par M. Marchais. La lecture du rapport confirme que le bureau politique, tant en condamnant l'union avec le PS, a décidé de laisser ouverte la possibilité d'une entente électoral en 1986. « Nous ferons tout pour la battre », dit M. Marchais en parlant de la droite. Le secrétaire général, dont le texte se signale par son caractère contradictoire, affirme que la « décripation » témoigne de la volonté des socialistes de faire avancer « l'idée d'une disparition de la notion de majorité d'union de la gauche », mais estime, aussitôt après, que le PS cherche, en fait, à ramener à lui l'électorat « flottant » plutôt qu'à passer des accords avec les représentants de l'opposition. Le secrétaire général tente, ainsi, de satisfaire à la fois ceux à qui le combat contre le PS tient lieu de politique et ceux qui craignent que le PCF ne se fasse passer par la bipolarisation en 1986, comme en 1981.

Les gages donnés aux premiers vont, toutefois, très loin. M. Marchais, d'abord, instruit un procès détaillé contre la politique gouvernementale depuis juin 1982, au mépris de ce qu'il avait lui-même déclaré à plusieurs reprises. Ainsi, avait-il, le 24 mai à la télévision, qualifié de « remarquable » le bilan de gouvernement de la gauche. Ainsi avait-il, le 3 juin, à la radio : « Si la gauche n'obtient pas les résultats souhaitables lors des élections européennes, nous n'en tirons pas la conclusion qu'il faut changer de politique ».

Le secrétaire général se livre, d'autre part, à un « démontage » dévastateur de la politique d'union menée par son parti à partir de la fin des années 50. La période du programme commun, signé en 1972 par M. Marchais, chef du parti depuis 1969, est particulièrement critiquée, l'avènement de la direction du parti apparaissant, à la lecture du rapport, indéfendable.

Le bilan que fait M. Marchais de « vingt-cinq ans d'union de la gauche » est, tout autant, celui de sa propre gestion du PCF, vue par les adversaires de l'union. Si tant est que le secrétaire général sorte conforté de l'épreuve des trois mois qui viennent de s'écouler, il n'en sort pas grand.

PATRICK JARREAU.

Propos et débats

M. Debarge : Moscou

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS chargé des relations extérieures, évoque, dans une interview publiée par l'hebdomadaire Paris-Match daté septembre, la question des relations entre communistes et socialistes.

« Gare à celui qui, par son attitude, serait le responsable authentique de la rupture. Nous ne prendrons jamais cette responsabilité », souligne M. Debarge, qui annonce que son parti va « interpeller » le PCF pour « le forcer à s'expliquer » sur son attitude depuis son départ du gouvernement.

M. Debarge, qui se déclare partisan de la politique d'union de la gauche, considère qu'il faut « élargir » le « front de classe » autour du PS avec tous ceux qui le souhaitent et créer un grand rassemblement. Pour lui, la stratégie de la rupture de l'union choisie par la direction du PCF s'explique en partie par « les relations internationales privilégiées » que le PCF a avec le PC soviétique, mais aussi parce que le « PCF veut maintenir son secrétaire général à son poste », qu'il « cherche à bloquer tout débat interne » et qu'il « veut retarder son bilan électoral ».

Quant au PS, M. Debarge reconnaît qu'il « est en moyenne plus à gauche que la pratique du pouvoir », et estime qu'il ne « doit pas avoir trop d'états d'âme ». En ce qui concerne le cantonal, « étape très délicate », les socialistes sont « décidés à appliquer totalement la méthode de désistement pour le candidat de gauche le mieux placé ». A propos des élections législatives de 1986, M. Debarge affirme que les socialistes n'accepteront pas « un accord d'unité bêtante » avec le PCF.

M. Le Pen : les fonctionnaires

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a estimé, mercredi 19 septembre à la Bourboule (Puy-de-Dôme), que la vie politique française est actuellement entamée par les fonctionnaires. « Il faut s'être déclaré, rendre incompatible le mandat politique et la fonction publique car tout personnel politique français est composé de fonctionnaires ». M. Le Pen qui était venu apporter son soutien à M. Jean-Claude Waterlot, candidat du Front national à l'élection législative partielle du Puy-de-Dôme contre M. Giacard d'Estaing s'est déclaré « étonné par la volonté de l'ancien président de la République d'entamer une seconde carrière, comme certaines dames de cinquante ans tentent de se faire une nouvelle jeunesse ».

DU PARTI COMMUNISTE La politique dom

Dans le long rapport qu'il a présenté au comité central du PCF, le secrétaire général M. Marchais rappelle l'histoire des « acquis non révisés » de la première année de gouvernement de la gauche. Le second semestre de l'année 1982, « sous le sceau de la rigueur, la démarche qui consistait à privilégier le financement du capital, en espérant que le développement des profits entraînerait une hausse des investissements, un nivellement de l'inflation et la réhabilitation des équilibres financiers, pour mentionner, à leur tour, la modernisation de la production et la mise de l'emploi, est devenue préjudiciable ». que, « ainsi, au lieu d'être utilisés au service d'une politique économique nouvelle, les fonds dans la gauche avaient été détournés » et que, « dans ces conditions, comme c'était prévisible, la politique économique et sociale du parti est peu à peu aggravée ».

M. Marchais rappelle les « idées » formulées par les communistes à commencer par celle de mai 1982 contre le blocage des salaires, et leur effort de renouvellement de leur discours économique, leurs tentatives pour que « le programme politique nouvelle » s'engage aux « engagements prioritaires de la République », s'étant révélés vaines, les communistes ont décidé de « ne pas participer à un gouvernement qui garantirait, voire accentuerait, la même orientation négative ».

LA CGT ET L

Une lettre de M.

Nous avons reçu de M. René L..., membre du secrétariat confédéral de la CGT, la lettre suivante : « Dans le Monde daté du mardi 18 septembre, un article de M. Patrick Jarreau consacré dans son titre à son contenu au Parti communiste, commence en présentant les idées de M. Marchais, secrétaire général de la CGT, appelé à diriger les salaires, au regard par RTL, le Monde », à « rendre le paquet » pour réaliser le « rassemblement contre la crise ». Les membres du bureau confédéral de la CGT ont été profondément irrités par ce qu'ils considéraient comme une double trahison.

La première consiste à pratiquer l'« amalgame » entre la CGT et le Parti communiste français. C'est en son qualité de secrétaire général de la CGT que Henri Krasucki s'exprime. Ses propos reflétaient l'opinion du bureau confédéral tout entier sur la base clairement syndicale de la démarche de notre organisation.

La CGT et sa direction n'admettent pas que l'on mette en cause son indépendance. On peut en faire ce qu'on veut, mais c'est qu'elle n'est pas un parti et que son rôle est de défendre et de promouvoir les intérêts matériels et intellectuels.

La seconde malveillance consiste à attribuer au secrétaire général de la CGT des propos qu'il n'a pas tenus.

Non seulement Henri Krasucki n'a parlé d'un « rassemblement » mais il a refusé de s'exprimer sur une idée qui relève du



VICKI
A MONTALENT
D'ADAPTATION,
CE N'EST PAS
PEU DIRE.



501 من الاموال

ique

NDU COMITÉ CENTRAL

ité d'un accord électoral en 1986

Le rapport de M. Marchais constitue en lui-même la référence du PCF pour les mois qui viennent, car il doit être lu et discuté après de longues heures de lecture.

Le rapport de M. Marchais constitue en lui-même la référence du PCF pour les mois qui viennent, car il doit être lu et discuté après de longues heures de lecture.

DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

La politique de « rigueur » est un tunnel dont on ne voit pas le bout

déclare M. Marchais

Dans le long rapport qu'il a présenté au comité central du PCF, à l'ouverture des travaux, le lundi 17 septembre, M. Marchais rappelle d'abord les « acquis non négligeables » de la première année de gouvernement de la gauche. Le secrétaire général souligne ensuite que, à partir de l'été 1982, « sous le vocable de la rigueur, la démarche qui consiste à privilégier le financement du capital, en espérant que le développement des profits entraînerait une relance des investissements, un recul de l'inflation et le rétablissement des équilibres financiers, permettant, à leur tour, la modernisation de l'outil de production et la relance de l'emploi, est devenue prépondérante », que, « ainsi, au lieu d'être utilisés au service d'une politique économique nouvelle, les atouts dont la gauche avait doté notre pays ont été pratiquement stérilisés » et que, « dans ces conditions, comme c'était prévisible, la situation économique et sociale du pays s'est peu à peu aggravée ».

M. Marchais rappelle les « mises en garde » formulées par les communistes, à commencer par celle de juin 1982 contre le blocage des salaires, et leur effort de renouvellement de leur discours économique. Leurs tentatives pour que « se dégage une politique nouvelle », conforme aux « engagements pris par le président de la République en 1981 », s'étant révélées vaines, les communistes ont décidé de « ne pas participer à un gouvernement qui continuerait, voire accentuerait, la même orientation négative ».

laquelle « aggrave la crise et mène à l'échec ». Tant que nous avons estimé que notre participation pouvait influencer, si peu que ce soit, sur l'action gouvernementale, dit M. Marchais, tant qu'une chance a existé, aussi réduite soit-elle, qu'on nous entend, nous avons continué, loyalement, à travailler au sein du gouvernement, afin de tenir les engagements que nous avons pris en commun ».

Le secrétaire général souligne ensuite que le départ du PCF du gouvernement « n'a nullement le sens d'une démission » ni d'une « désinvolture à l'égard de l'issue du combat engagé depuis 1981 ». « La droite », dit-il, « ne doit se faire aucune illusion : c'est elle notre adversaire ; (...) nous ferons tous pour la battre ».

Observant le consensus dont bénéficie l'orientation suivie par le gouvernement de la part de la droite et du patronat, M. Marchais estime

que le PS « avance avec de plus en plus de précision l'idée d'une disparition de la notion de majorité d'union de la gauche ». « En vérité, précise M. Marchais, tout montre que, dans la perspective des élections législatives de 1986, les appels à la « désorption » venant du gouvernement et de la majorité procèdent plus d'un souci d'élargissement au « centre » de l'influence du Parti socialiste, vers ce qu'il est convenu d'appeler l'électorat « flottant » que d'une volonté de conclure, dans l'immédiat, un accord politique avec les partis de droite. Ce danger, manifestement, est perçu par les leaders de l'opposition, qui s'emploient, chacun selon la place qu'il occupe sur l'échiquier politique, à maintenir leurs positions au sein de cet électorat dit « modéré ».

Répondant aux amis de M. Pierre Mauroy, partisans d'un renouveau de l'union de la gauche avec un PC renoué, le secrétaire général souligne que « la politique mise en œuvre par Laurent Fabius, aujourd'hui, ne constitue nullement une rupture, mais un prolongement de celle qui a été pratiquée par Pierre Mauroy. (...) Même si Pierre Mauroy n'avait pas remis la démission de son gouvernement en juillet, chacun comprend que la politique qu'il mettait en œuvre aurait, de toute façon, posé la question de la participation des communistes au gouvernement ».

Selon M. Marchais, « il est possible de rassembler les forces capables d'empêcher le retour de la droite ». Il propose, comme thèmes de « rassemblement », l'emploi, le pouvoir d'achat, la justice sociale, le développement de l'agriculture, le logement, la sécurité, l'école, la démocratie et la paix.

Abordant la question de la préparation du vingt-cinquième congrès, M. Marchais indique que l'élaboration d'un document préparatoire, « proposant une analyse et une « ligne » politiques » est « indispensable », car « c'est la condition et la garantie d'un débat fructueux, constructif et démocratique ». Il précise, toutefois, que ce texte (1) « n'a pas obligatoirement à être de dimension considérable ».

Sur la stratégie, M. Marchais indique : « Union des formations politiques, oui, chaque fois que le Parti socialiste ou d'autres formations sont prêts à travailler concrètement avec nous pour avancer dans la solution des problèmes du pays ; mais union qui ne conduise en aucun cas à renoncer ni à l'intervention active du mouvement populaire sous toutes ses formes, ni à l'activité propre du parti en faveur de ses idées ».

La nature quasi monarchique du pouvoir

Le vingt-cinquième congrès, indique M. Marchais, devra mettre en avant l'analyse que les communistes font de la crise — crise économique, crise de société — et leur critique du système politique. « La Constitution de 1958 », déclare le secrétaire général, « est, plus exactement, l'interprétation qui lui a été donnée dans la pratique depuis la réforme de 1962, instituant l'élection du président de la République au suffrage universel, a eu des conséquences multiples à tous les niveaux de la vie du pays : conséquences sur la nature quasi monarchique du pouvoir, exercé par un homme seul, le gouvernement

voyant son statut réduit à celui d'exécutant des choix politiques du chef de l'Etat ; conséquences sur la vie des assemblées élues, en premier lieu de l'Assemblée nationale, dont le rôle a été pratiquement abaissé jusqu'au point zéro ; conséquences sur le débat politique, extraordinairement appauvri parce qu'il tourne essentiellement, de sept ans en sept ans, autour des quelques témoins que les médias présentent comme « présidentiables » ; conséquences sur les comportements électoraux, puisque le mécanisme institutionnel conduit, de manière automatique, à une bipolarisation mortelle pour un véritable pluralisme ; conséquences, enfin, sur l'esprit civique des Français, à qui « la politique » peut apparaître de plus en plus comme un domaine totalement étranger à leurs préoccupations ».

M. Marchais indique que le document préparatoire au congrès devra, aussi, écarter l'assimilation de la « voie démocratique » vers le socialisme, préconisée par le PCF, « à la seule réunion de la gauche ». Le secrétaire général revient sur le « retard stratégique » pris par le PCF à la fin des années 50 et sur le fait que le programme commun de gouvernement proposé aux socialistes dès octobre 1958 correspondait à « une forme d'union [qui] contenait en germe, dès l'origine, les obstacles, les handicaps, les graves difficultés qui ont peu à peu surgi, jusqu'à aboutir à la situation que nous connaissons aujourd'hui ».

En signant le programme commun, estime M. Marchais, le PCF a « nourri l'illusion que le Parti socialiste était réellement favorable à des réformes profondes, à une véritable rupture avec le capitalisme », alors que le PS, « qu'hier souscrivait à un programme mettant en accusation la politique et les structures du capital, a, aujourd'hui, renoncé à ce programme et participe à la diffusion des idées erronées et pernicieuses sur la fatalité de la crise, du chômage, de l'industrie ». Finalement, selon M. Marchais, l'influence du PCF, pendant cette période, en est venue à « dépendre du comportement, anti-unitaire ou unitaire, du Parti socialiste. Ce dernier — et singulièrement François Mitterrand — a compris, ajoute M. Marchais, tout le profit qu'il pourrait tirer de cette situation pour atteindre son objectif fondamental : l'affaiblissement du Parti communiste français ». La question de l'union et celle de coteau du programme était réglées, le PS a pu « faire la différence » avec le PCF grâce à la bipolarisation et au thème des droits de l'homme.

Toutefois, selon M. Marchais, si le recul électoral de 1981 s'explique par le « retard » du PCF et par la forme d'union antérieure à 1977, celui de 1978 est une autre signification : il « s'explique d'abord et surtout par un mouvement d'abandon massif, qui a frappé l'ensemble des partis de gauche, et le Parti socialiste, rappelons-le, plus que nous ».

Le secrétaire général explique, ensuite, que le vingt-cinquième congrès sera : « un nouveau rassemblement populaire majoritaire ». Ce rassemblement devra se faire sur des objectifs « incarnés » dans la perspective [du] socialisme à la française ». A ce sujet, M. Marchais répond, à ceux qui proposent de « couper la chaîne » attachant le PCF au « boulet » des pays socialistes : « Une telle démarche est profondément erronée. D'abord parce qu'elle est illusoire : ce que nous voulons pour la France, c'est une société socialiste. Originale, démocratique, « à la française », diffère profondément de ce qui se construit ailleurs, oui. Mais socialiste. Qu'on le veuille ou non, pour former leur jugement, les Français qui tournent leurs regards vers nous qui pouvons être gagnés à notre projet de société, se référeront toujours au socialisme tel qu'il s'édifie dans plusieurs pays ».

M. Marchais réaffirme, ainsi, la « validité » du centralisme démocratique comme principe d'organisation, tout en soulignant que « la circulation des idées de haut en bas et de bas en haut » soit améliorée.

(1) La commission chargée de préparer ce document est composée de MM. Georges Marchais, Paul Laurent, M^{me} Sylviane Aharé, MM. Gérard Alesard, Rémy Auché, M^{me} Danièle Bleitrach, MM. Pierre Blotin, Jacques Denis, Michel Dufour, Charles Fierman, M^{me} Nelly Foissac, MM. Jean-Claude Gaynot, Philippe Herroz, Jean-Pierre Kalene, René Leguen, Roland Leroy, Jean-Paul Magnon, M^{me} Gisèle Moreau, MM. Marcel Rozetto et Francis Writz. Le rapporteur est M. Laurent.

-LA CGT ET LE PCF

Une lettre de M. René Lomet

Nous avons reçu de M. René Lomet, membre du secrétariat confédéral de la CGT, la lettre suivante : « Dans le Monde daté du mardi 18 septembre, un article de M. Patrick Jarreau consacré dans son titre et son contenu au Parti communiste français, commence en première page par ces lignes : « M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a appelé dimanche les salariés, au Grand jury RIL le Monde », à « mettre le poquet » pour réaliser le « rassemblement contre la crise ». Tous les membres du bureau confédéral de la CGT ont été profondément heurtés par ce qu'ils considéraient comme une double malveillance.

La première consiste à pratiquer l' amalgame entre la CGT et le Parti communiste français. C'est bien en qualité de secrétaire général de la CGT que Henri Krasucki s'exprime. Ses propos reflètent l'opinion du bureau confédéral tout entier sur la base clairement syndicale de la démarche de notre organisation.

La CGT et sa direction d'admettent de personnel que l'on mette en cause son indépendance. On peut être ou non d'accord avec ce qu'elle dit et fait, mais c'est sur le fond qu'il convient d'en débattre et non par des procédés qui relèvent de la malhonnêteté intellectuelle.

La seconde malveillance consiste à attribuer au secrétaire général de la CGT des propos qu'il n'a pas tenus.

Non seulement Henri Krasucki n'a pas parlé d'un « rassemblement anticrise » mais il a refusé de s'exprimer sur une idée qui relève du

droit d'initiative du Parti communiste français, pas plus qu'il n'a évoqué le Parti socialiste ni qu'il a accepté de qualifier politiquement de façon sommaire l'action gouvernementale.

Il a appelé les travailleurs à « mettre le poquet » dans l'action revendicative contre le chômage, le recul industriel et pour le pouvoir d'achat, « non pour détruire mais pour faire mieux ».

Dans le même article, M. Jarreau cite la vraie déclaration et il la déforme. Au nom de tous les membres du bureau confédéral de la CGT, je vous fais part de notre protestation contre ce comportement d'hostilité envers la CGT. Vous comprendrez que nous portons cette réaction à la connaissance de nos organisations. Vous ne sauriez vous étonner que ces méthodes compliquent les relations entre « Le Monde » et la CGT.

[Nous donnons note à M. Lomet que M. Krasucki ne s'est pas prononcé sur le « rassemblement contre la crise » préconisé par le PCF. L'article de Patrick Jarreau relevant d'ailleurs la « présence » de secrétaire général de la CGT, sur ce point ; le compte rendu des déclarations de M. Krasucki y faisait écho. C'est donc non par « malveillance », mais par erreur que les quelques lignes précédents ont été attribués à M. Krasucki une formule qu'il a refusé de reprendre à son compte.]

Quant à F. Assolange, il va de soi qu'il est de la liberté élémentaire des journalistes de rappeler les fonctions que M. Krasucki occupe au sein du bureau politique du PCF, ou le rôle des responsables de la CGT, membres du comité central, dans le déroulement de ce débat central le 18 juillet dernier par exemple. — J.M.C.

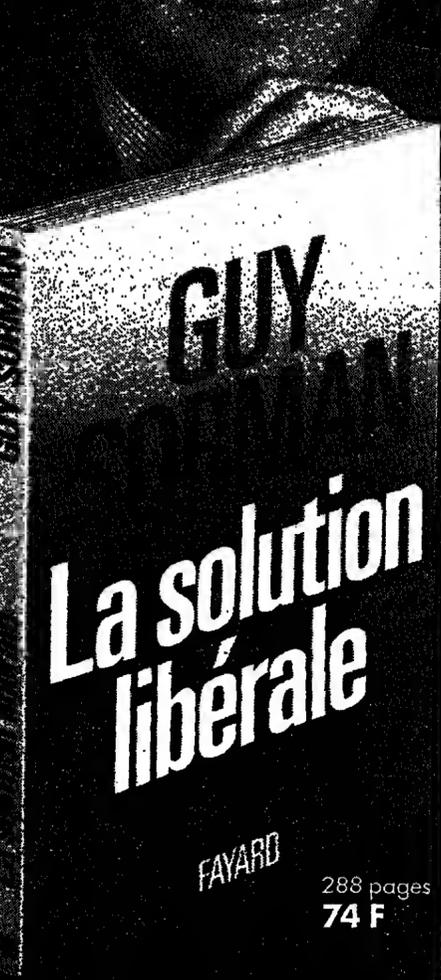
VICKI MONTALENT D'ADAPTATION, EN'EST PAS PEU DIRE.



VICKI C'EST TOUT MOI EN PORTABLE.

"LIRE L'ENQUÊTE DE GUY SORMAN, C'EST LE DEVOIR PRIORITAIRE DE LA RENTRÉE"

Le Point



GUY SORMAN

La solution libérale

FAYARD

288 pages
74 F

"Ce qui est passionnant chez Sarman, ce sont les expériences libérales qu'il a rapportées du monde entier et qu'il livre ici d'une façon très lisible et non sectaire. Guy Sarman est l'un des hommes qui, aujourd'hui, fait changer la France."
Le Quotidien de Paris

"Ce que Guy Sorman ramène dans son épaisse est assez passionnant, car si on a lu des livres qui trompent sur le libéralisme et expliquent gravement qu'hors de lui, il n'y a point de salut, leurs auteurs avaient rarement été voir sur place comment il s'appliquait."
Pierre Drouin - Le Monde

FAYARD

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 19 septembre au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

COMPTES CONSOLIDÉS

Harmonisation de la législation française avec les règles communautaires. - Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif aux comptes consolidés de certaines sociétés commerciales et entreprises publiques.

Déjà pratiquée par les plus grandes entreprises, la consolidation des comptes deviendra obligatoire pour les sociétés de capitaux et pour les établissements publics qui contrôleront ou exercent une influence notable sur un ensemble d'entreprises ayant atteint une taille significative.

Le projet de loi tend ainsi à mettre le droit français en harmonie avec la septième directive des Communautés européennes du 13 juin 1983 relative à la coordination du droit des sociétés. Il facilitera l'accès des grandes entreprises aux marchés financiers grâce à des méthodes comptables désormais reconnues.

DROITS DE L'HOMME

La commission consultative des droits de l'homme a tenu, le 13 septembre, sous la présidence de M^{me} Nicole Questiaux, sa première réunion depuis la décision du gouvernement d'en élargir la compétence à toutes les actions extérieures de la France dans la défense des droits de l'homme.

Le gouvernement rappelle l'importance qu'il attache à cet aspect essentiel de la politique étrangère de la France. Il convient de poursuivre avec ténacité les efforts en vue de renforcer la législation internationale, d'améliorer les possibilités de recours individuels des organes internationaux impartiaux et d'élargir le champ couvert à des droits économiques et sociaux. Il faut aussi agir sur le plan bilatéral, dans la négociation d'actes internationaux ga-

ranisant le droit des personnes (renforcement des décrets, application des jugements, notamment de garde d'enfants...), et intervenir directement de manière aussi efficace que possible en faveur de victimes de violations des droits fondamentaux.

DÉVELOPPEMENT

La France poursuivra à Washington son action en vue de la reconstruction du système monétaire international et d'une meilleure prise en compte des besoins du tiers-monde. - Le ministre de l'économie, des finances et du budget et le ministre délégué, chargé de la coopération et du développement ont présenté au conseil des ministres des communications sur la préparation des prochaines réunions financières internationales qui se tiendront à Washington seront à l'occasion des assemblées générales de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international et sur l'engagement de la France en faveur du développement.

1) Le ministre de l'économie, des finances et du budget a rappelé le contexte économique et financier mondial, dominé par les problèmes d'endettement des pays en développement et par les inquiétudes qui persistent à l'égard des taux d'intérêt américains ainsi que l'insuffisance des moyens de financement disponibles pour le développement du tiers-monde. Les réunions qui se tiendront à Washington seront l'occasion pour la France :

- de rappeler aux États-Unis leurs responsabilités à l'égard de la communauté occidentale et du développement de l'économie mondiale, à un moment où leur politique financière compromet la reprise économique amorcée dans la plupart des pays et risque de ruiner l'effort d'assainissement engagé avec courage par de nombreux pays en développement ;

- de marquer avec fermeté son attachement au maintien des procédures d'accès élargi aux ressources du Fonds monétaire international et au principe d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux afin de

contribuer effectivement à aider les pays en développement à poursuivre leur indispensable effort d'ajustement ;

- de rappeler l'urgence des travaux en cours dans les groupes créés à la suite des propositions du président de la République française sur la reconstruction du système monétaire international, et la nécessité d'y associer rapidement les pays en développement ;

- de renforcer les programmes d'aide et de proposer une adaptation des interventions de la Banque mondiale aux besoins des pays en développement, notamment par la mise en place d'une nouvelle formule de prêts, les prêts-payés.

2) Le ministre délégué chargé de la coopération et du développement a souligné que les politiques du développement doivent aujourd'hui se déployer dans le contexte nouveau caractérisé par la plupart des pays du Sud par des difficultés financières croissantes, des handicaps structurels persistants et des phénomènes climatiques d'une gravité extrême. Les pays d'Afrique au sud du Sahara sont les plus directement touchés.

Pour sa part, la France a notablement accru sa contribution au développement depuis 1981. Son effort d'aide publique dépassera 0,50 % du produit intérieur brut en 1984, contre 0,38 % en 1980, et la place au premier rang des grands pays industriels pour sa participation au développement. A l'intérieur de cette aide, l'effort réalisé en faveur des pays les moins avancés (PMA) atteindra en 1985 l'objectif de 0,15 % du produit intérieur brut, comme le prévoit la République en avait pris l'engagement en 1981.

La France poursuivra son action en vue d'atteindre, pour le montant global de son aide publique, l'objectif de 0,7 % du produit intérieur brut.

Parallèlement, elle soutiendra tous les efforts de la communauté internationale visant à concentrer un ensemble de moyens financiers supplémentaires pour une action urgente et concertée en faveur de l'Afrique sud-saharienne. A cet égard, le plan spécial pour l'Afrique

proposé par la Banque mondiale pourrait constituer le point de départ d'une action efficace, s'il est doté de moyens suffisants.

Elle encouragera la création d'une réserve destinée à assurer, dans le cadre du sixième Fonds européen de développement, une participation de la CEE aux actions d'urgence en faveur de l'Afrique.

RENTREE SCOLAIRE

Bonne rentrée pour les 12 millions d'élèves accueillis cette année à l'école, au collège ou au lycée. - Le ministre de l'éducation nationale a présenté un premier bilan de la rentrée scolaire 1984. Des informations convergentes montrent que cette rentrée, qui concernait plus de douze millions d'élèves, s'est effectuée dans de bonnes conditions dans toutes les académies.

Grâce à une active préparation de cette rentrée dès le printemps, les inévitables difficultés ont pu être réduites au minimum. Tous les services du ministère de l'éducation nationale sont mobilisés pour répondre au plus vite, dans l'intérêt des élèves et de leur famille, aux problèmes signalés.

Une nouvelle étape a été franchie dans la scolarisation des enfants de deux et trois ans, grâce à la création de près de mille quatre cents classes maternelles.

Dans le second degré, les effectifs sont plus nombreux cette année, ce qui a conduit à accroître les moyens d'enseignement. Près de vingt mille places ont été ouvertes dans l'enseignement technique et professionnel. La rénovation a été engagée dans 10 % des collèges.

Un effort très important a été accompli pour faciliter les rapprochements de conjoints enseignants : trois mille neuf cents demandes ont été satisfaites, soit plus du double des années antérieures. Cet effort sera poursuivi.

Le conseil des ministres a rendu hommage, à l'occasion de la rentrée, au sérieux, à la compétence et au dévouement dont font preuve les personnels de l'éducation nationale, tant enseignants que non enseignants.

Six parlementaires de l'opposition participeront à la délégation de la France à la prochaine session de l'ONU

Nouvelle manifestation de « désobéissance » : six parlementaires de l'opposition - deux députés, MM. Michel Barriat (RPR, Savoie), Bernard Stasi (UDF-CDS, Marne) ; quatre sénateurs, MM. André Bettencourt (UERI, Seine-Maritime), Jacques Chauxmont (RPR, Sarthe), Edgar Faure (Gauche dém., Doubs) et Claude Mont (Union cent., Loire) - ont accepté de participer à la délégation qui représentera la France à la prochaine assemblée générale de l'Organisation des Nations unies.

Ce n'est pas la première fois que des parlementaires de l'opposition sont invités à représenter la France en pareille circonstance. En 1978, M. Jean-Pierre Cot avait participé à la délégation envoyée à l'Assemblée extraordinaire convoquée par l'ONU pour débattre des problèmes de désarmement. En 1979, en effet, M. Cot avait été le seul représentant du Parti socialiste et de la gauche au sein de la délégation. Le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, avait pris l'initiative de cette invitation pour démontrer justement son propre souci de « désobéissance ».

En 1983, le gouvernement avait également invité plusieurs membres de l'opposition, dont MM. Edgar Faure et Jean de Lipkowski.

C'est le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, qui a informé le conseil des ministres, réuni mercredi 19 septembre, de la composition de la délégation de la France à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies.

Outre MM. Cheysson, Nucci, ministre chargé de la coopération et du développement, Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures, Claude Estier et Jean Lecanuet, qui président respectivement la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale et la commission des affaires étrangères du Sénat, cette délégation comprendra des parlementaires et des représentants des organisations syndicales. Elle sera en effet composée de six députés, MM. Michel Barriat (RPR, Savoie), André Bellon (PS, Alpes-de-Haute-Provence), Raymond Julien (app. PS, Gironde), Robert Mondirgent (PC, Val-d'Oise), M^{me} Véronique Niertz (PS, Seine-Saint-Denis), M. Bernard Stasi (UDF-CDS, Marne), et de six sénateurs : MM. André Bettencourt (UERI, Seine-Maritime), Jacques Chauxmont (RPR, Sarthe), Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Hainaut), Edgar Faure (Gauche dém., Doubs), Maurice Faure (Gauche dém., Loire) et Claude Mont (Union cent., Loire).

Les représentants des organisations syndicales seront MM. Joannis Gallaud (CGT), Albert Mercier (CFDT), Jean Rouzier (FO), Jean de Sautis (COC) et Jacques Tessier, président d'honneur de la CFEC.

M. Gabriel Peronnet, ancien ministre, président de l'Association française pour les Nations unies, fera également partie de cette délégation.

D'autre part, la délégation comprendra les hauts fonctionnaires suivants : M. Luc de la Barre de Nanteuil (ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Nations unies) ; M. Jacques Andréani (ministre plénipotentiaire, directeur des affaires politiques) ; M. Alain Pierret (ministre plénipotentiaire, directeur des Nations unies et des organisations internationales) ; M. Philippe Lomet (ministre plénipotentiaire, représentant permanent adjoint de la France auprès des Nations unies) ; M. Pierre Garrigues-Guyonand (conseiller des affaires étrangères, directeur adjoint des Nations unies et des organisations internationales).

Le conseil des ministres a aussi entendu une communication de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, à propos de son prochain voyage à Washington à l'occasion de l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale. « Je serai à Washington l'avocat du tiers-monde et de la politique du président de la République depuis 1981 », a déclaré M. Bérégovoy. « Je réaffirme une fois encore à nos partenaires qu'aider le tiers-monde, c'est s'aider soi-même. Je leur dirai sans outrance mais avec fermeté ce que sont leurs responsabilités : l'économique et la politique ne se séparent pas. Je souhaite que les Européens parlent le même langage. »

Le président de la République est intervenu à ce sujet pour souligner que la France effectue « un effort exceptionnel, le plus important de tous les pays industrialisés » en faveur des pays en voie de développement. M. Mitterrand a affirmé que, si tous les pays industrialisés à égalité de moyens réalisaient le même effort que la France, l'aide totale serait accrue de 10 milliards de dollars. Le chef de l'Etat a remarqué que cette aide est passée depuis 1980 de 0,38 % du produit intérieur brut à 0,51 % en 1984, et a invité le gouvernement à poursuivre son action en vue d'atteindre l'objectif de 0,7 %.

Selon BVA

BAISSE DE LA COTE DE M. MITTERRAND

La cote de popularité du président de la République a atteint en septembre son niveau le plus bas depuis mai 1981, selon le sondage mensuel BVA-Paris-Match. D'après cette enquête réalisée du 1^{er} au 15 septembre, auprès d'un échantillon représentatif de 975 personnes, 33 % des Français (35 % en juillet dernier) affirment avoir une « très bonne » ou « plutôt bonne » opinion de M. François Mitterrand, contre 53 % (54 % précédemment) qui expriment un jugement défavorable.

La cote de popularité du premier ministre, en revanche, enregistre un solide positif (40 % d'opinions positives contre 20 % d'opinions négatives), mais 40 % des personnes interrogées réservent encore leur jugement sur M. Laurent Fabius.

Parmi les ministres, M. Michel Rocard demeure le plus populaire (58 % d'avis positifs). Il continue de devancer M. Mitterrand comme « meilleur candidat » de la majorité à une élection présidentielle (36 % contre 15 %).

Dans l'opposition, le « meilleur présidentiable » est M. Raymond Barre pour 23 % des personnes interrogées. L'ancien premier ministre devance légèrement M. Jacques Chirac (22 %). Ce dernier, toutefois, garde la première place parmi les sympathisants de l'opposition (31 % d'entre eux le préfèrent à M. Barre). M. Giscard d'Estaing apparaît comme le meilleur candidat à 11 % des Français et à 15 % des électeurs de l'opposition.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres, qui s'est réuni le mercredi 19 septembre, a décidé le mouvement préfectoral suivant :

PICARDE :

M. Jacques Seval

M. Jacques Seval, préfet hors cadre, est nommé commissaire de la République de la région Picardie, commissaire de la République du département de la Somme, en remplacement de M. Gérard Dupré, nommé sur sa demande préfet hors cadre.

[Né le 12 juillet 1930 à Casablanca (Maroc), attaché de préfecture, M. Jacques Seval a été nommé, en janvier 1980, chef de cabinet du préfet d'Indre-et-Loire, puis, en juin 1982, chef de cabinet du préfet de Tarn-et-Garonne. Il devient, en janvier 1983, secrétaire général de la préfecture de la Somme, puis, en février 1983, de la Dordogne. Chargé de mission auprès du préfet de Pas-de-Calais en février 1972, puis, en juin 1975, chef de la mission régionale auprès du préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, M. André Chudeau, il suit ce dernier en qualité de conseiller technique lorsqu'il est nommé délégué à l'aménagement de la Manche, en mai 1978. En avril 1980, il devient préfet de la Réunion puis, en juillet 1981, préfet de l'Indre, avant d'être nommé conseiller technique au cabinet de M. Pierre Mauroy en juillet 1982.]

DORDOGNE :

M. Jacques Gasnier

M. Jacques Gasnier, sous-préfet hors classe en service détaché, est nommé préfet, commissaire de la République du département de la Dordogne. Il succède à Jean Biacabe, décédé en juillet dernier.

[Né le 9 juin 1933 à Verdes (Loire-Atlantique), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques, M. Jacques Gasnier entre dans l'administration en 1957. Il occupe successivement les fonctions de chef de cabinet du préfet du Var, de 1957 à 1958, chef de cabinet du préfet de l'Ariège, de 1960 à 1963, puis secrétaire général de ce département avant de devenir, en 1966, sous-préfet de Bellac. Il est ensuite sous-préfet de Redon (Ille-et-Vilaine), puis détaché au ministère de l'intérieur de 1970 à 1971, chef de la mission régionale auprès du préfet de la région Aquitaine de 1971 à 1973, sous-préfet de Brest de 1973 à 1982. Il était depuis deux ans directeur général des services départementaux de la Gironde.]

YONNE :

M. Michel Desmet

M. Michel Desmet, sous-préfet en service détaché, est nommé préfet, commissaire de la République du département de l'Yonne, en remplacement de M. Michel Com, mis à la disposition du ministre des relations extérieures.

[Né le 28 août 1933 à Dunkerque (Nord), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Michel Desmet commence sa carrière administrative en 1956. Il assume notamment les fonctions de chef de cabinet du préfet des Hautes-Alpes (1956-1957), du préfet des Ardennes (1957-1958), du préfet de Bône en Algérie (1960-1961), du préfet du Var (1961-1963) puis devient secrétaire général de la Loire (1963-1965), directeur du cabinet du préfet de la Somme (1965-1967) avant d'être nommé chef de cabinet du ministre de l'Agriculture, Jacques Duhamel, en 1969, et de conserver ces fonctions auprès de celui-ci au ministère des affaires culturelles, en 1972. M. Desmet est ensuite nommé, en mars 1972, secrétaire général du Val-de-Marne, en 1975 directeur du cabinet du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, M. Achille Fould, enfin, en 1978, chargé de la sous-direction de l'équipement et du développement à la direction générale des collectivités locales au ministère de l'intérieur. Depuis le mois d'octobre 1977, il était conseiller au gouvernement pour l'intérieur auprès du ministre d'Etat de la principauté de Monaco.]

M. Alain Dufour, préfet, commissaire de la République du département de la Manche, a été nommé, sur sa demande, préfet hors cadre.

● M. Mauroy à l'Élysée. - M. Pierre Mauroy et son épouse ont été mercredi 19 septembre, les hôtes à déjeuner du président de la République et de M^{me} Danielle Mitterrand. A sa sortie de l'Élysée, où il n'était pas revenu depuis son départ de l'hôtel Matignon, l'ancien premier ministre s'est borné à indiquer qu'il s'agissait d'un « déjeuner amical ».

(Publicité)

Produits de beauté à prix... incroyables

Les mêmes qu'il crée pour les marques les plus prestigieuses, M. Mazak, pharmacien, les propose en conditions exceptionnellement simplifiées souvent trois fois moins cher que dans leurs emballages cotés : bailes et crèmes à l'essence, crèmes au gingembre, crèmes amincissantes aux algues et herbes, shampoings, toniques, etc. Laboratoires Planadern, à l'entrecroisement du 58, Faubourg-Poissonnière, 10^e, de 13 à 18 h, sauf samedi 246.42.88. Expéditions en province.

Au Grand Palais à Paris du 20 Septembre au 7 Octobre 1984

La XII^e Biennale internationale des Antiquaires

avec la Haute Joaillerie de France



Ouvert tous les jours de 11 h à 23 h et le dimanche de 10 h à 20 h métro : Champs-Élysées-Clémenceau

صكنا من الاصل

صكنا من الامل

Parlementaires de l'opposition
font à la délégation de la France
prochaine session de l'ONU

... de déception...
... M. Cochet...
... M. Valluy...
... M. Lécuyer...

... M. Cochet...
... M. Valluy...
... M. Lécuyer...
... M. Cochet...
... M. Valluy...
... M. Lécuyer...

... M. Cochet...
... M. Valluy...
... M. Lécuyer...
... M. Cochet...
... M. Valluy...
... M. Lécuyer...

... M. Cochet...
... M. Valluy...
... M. Lécuyer...
... M. Cochet...
... M. Valluy...
... M. Lécuyer...



"BIENVENUE VICKI"

**ADAPTABLE,
DOUÉ POUR LES LANGUES,
DOTÉ D'UNE
MÉMOIRE ÉNORME,
VICKI EST AUSSI
TRANSPORTABLE.**

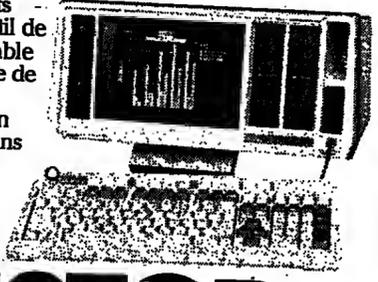
Vicki, c'est d'abord un véritable micro-ordinateur professionnel: micro-processeur 16 bits, 256 Ko de mémoire RAM, 2,4 Mo sur disquette et écran haute résolution.

Vicki, c'est aussi une bibliothèque de programmes déjà existants puisqu'il est compatible avec le micro-ordinateur Victor SI qui dispose de 1.000 logiciels français. Ainsi, Vicki s'adapte au domaine de la bureautique, de la gestion ou aux applications scientifiques.

Ce n'est pas tout. Vicki a un atout majeur. Il est transportable. D'encombrement réduit, il pèse à peine plus de 11 kg et se ferme comme une valise. Ce qui permet de prendre des décisions à tout moment, en tout lieu.

Tous ces atouts font de Vicki l'outil de travail indispensable dans bon nombre de professions.

Vicki, c'est un bond en avant dans le domaine des transportables. Bienvenue Vicki.



VICTOR TECHNOLOGIES

**JE VEUX EN SAVOIR PLUS
SUR VICKI ET SES QUALITÉS.**

NOM _____
SOCIÉTÉ _____ FONCTION _____
ADRESSE _____
TÉL. _____
APPLICATION _____

Stand Victor au Sicob n° 4A 4116.

GINGKO

B. DURIN

POLITIQUE

M. Christian GOUX :

J'avais voulu un budget plus rigoureux

Cette année, il était très difficile de présenter le budget, déclare M. Christian Goux, PS, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, dans une interview publiée le 20 septembre par la Nouvelle République du Centre-Ouest. « C'était la quadrature du cercle. Le gouvernement veut réduire les dépenses de l'Etat. Ce n'est pas commode. Mais il a décidé de réduire en même temps les recettes. Et malheureusement, on fait porter cette réduction essentiellement sur les recettes de l'Etat. Pauvre Etat ! »

« J'aurais préféré que l'on réduise les recettes qui ne sont pas les stennes, et qu'ayant réduit les dépenses, on réduise en même temps le déficit. J'aurais préféré que l'on fixe le déficit, disons à 100 milliards de francs, et que l'on décide de le maintenir à ce niveau en francs courants durant cinq ans. »

« En plus, je souhaite ardemment qu'à la fin de 1985, on ait effectivement réduit le déficit. Je ne veux pas voir les années suivantes hypothéquées par le poids croissant des intérêts de la dette dans les dépenses. Dans cette optique, j'avais voulu un budget plus rigoureux, mais en même temps plus juste. »

« On voit bien qu'il faut mettre un frein à la hausse des prélèvements obligatoires, poursuit M. Goux. Ce n'est pas une affaire

économique. C'est une affaire politique. Le président de la République a senti qu'on était peut-être proche du niveau où il fallait stopper cette hausse. (...) Je comprends bien la nécessité du pari. Mais le taux de prélèvement obligatoire, c'est aussi un artifice comptable. Quant à moi, je vois les dégâts que risquent de produire les intérêts de la dette sur le budget de l'Etat au cours des années à venir. 84 milliards de francs d'intérêts en 1985, cela sera peut-être 100 milliards en 1986 et ainsi de suite, réduisant à néant la marge de manœuvre sur les autres dépenses. »

« M. Dailly et le référendum. - Interrogé sur la possibilité d'un « jumelage » entre les élections législatives et un référendum, M. Etienne Dailly (UDF-rad.) répond dans le Quotidien de Paris du 18 septembre : « S'agit-il de ressortir du congrès de l'Elysée le projet de loi déjà voté en termes identiques par les deux Assemblées en 1973 ramenant la durée du mandat présidentiel de sept à cinq ans ? » « Ce ne serait pas sérieux, puisque, rappelle-t-il, les socialistes s'y étaient alors opposés. » Le vice-président du Sénat se déclare également hostile à la création d'une vice-présidence.

LA LUTTE CONTRE LA « GRANDE PAUVRETÉ »

Le CDS accepte le dialogue souhaité par le MRG

A défaut d'avoir une réponse du gouvernement, le CDS enregistre des échecs positifs à sa proposition de dialogue sur les remèdes à apporter au nouveau fléau social qu'est la « grande pauvreté ». M. Adrien Zeller, député app. UDF du Bas-Rhin, qui est chargé de ce dossier au sein du parti centriste, a reçu un certain nombre de lettres d'avis, se situant tant dans l'opposition (y compris RPR) que dans la majorité (socialistes et radicaux de gauche), qui lui ont fait part de leur intérêt pour les solutions qu'il a avancées le 6 septembre (Le Monde du 7 septembre).

Le maire de Saverne en tire deux enseignements : d'une part, qu'il est possible d'aller davantage de justice et davantage d'efficacité ; d'autre part, que les questions concrètes permettent le dialogue. L'idée de la création d'un « Fonds spécial de lutte contre la grande pauvreté » - dont le financement, à défaut d'économies réalisées dans le budget 1985, pourrait, suggère le CDS, être assuré par la maintien partiel du prélèvement de 1 % sur les revenus (le produit étant affecté aux bureaux d'aide sociale des com-

munes) -, a été bien accueillie par les présidents de conseils généraux, dont le congrès se poursuit à Colmar. M. Pierre Méhaignerie, président du CDS et président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, dont les propos ont recueilli une large approbation, a indiqué que son parti recevra le MRG - qui en avait fait la demande - pour aborder cette question « hors les cloques politiques ».

Pour M. Méhaignerie, il n'est pas question de « refuser un contact », d'autant moins, dit-il, que l'inquiétude des présidents de conseils généraux et des élus locaux en général est « très forte » devant le développement de la grande pauvreté. Expliquant que cette démarche « s'insère dans l'orientation du CDS » dont « le nouveau rôle doit être de proposer et de mettre dans le gouvernement - qui « fait un nouveau discours » - devant ses « contradictions », il affirme que sur ce dossier (comme sur ceux que le CDS ouvrira chaque mois), les propositions de son parti sont de nature à « gagner deux ans » dans « l'intérêt de la France ».

De son côté, le MRG se félicite de l'offre de dialogue lancée par un parti de l'opposition, tout en soulignant que, pour lui, une telle volonté « n'abolit nullement les cloques politiques traditionnelles ».

Après avoir examiné les documents transmis par le CDS sur la grande pauvreté, le secrétariat national du MRG a constitué un groupe de travail pour reconstruire des responsables centristes, « échanger des propositions, engager une réflexion commune » et « contribuer ainsi à l'adoption de mesures utiles aux millions de familles dans le plus grand dénuement ». Le MRG juge « bon » que deux partis discutent « concrètement d'un sujet d'intérêt général », mais il reste encore prudent sur la technique de financement du fonds spécial que propose le CDS. Ce dernier rappelle qu'il a l'intention de déposer, au cours de la discussion budgétaire, un certain nombre d'amendements pour l'alimenter et entend tester alors la bonne volonté manifestée ici et là.

ARRIVÉE DE M. RIFAAT EL-ASSAD EN FRANCE

M. Rifaat El-Assad, frère cadet du chef de l'Etat syrien et vice-président de la République, est arrivé dans la nuit du 18 au 19 septembre à Paris venant de Genève à bord d'un avion spécial, en compagnie d'un groupe de collaborateurs. Aucune indication n'a pu être obtenue sur la durée du séjour en France du vice-président syrien et sur le lieu où il réside.

M. Assad, qui possède une maison à Saint-Nom-la-Bretèche, dans la région parisienne, et un appartement dans un quartier cosmé de la capitale, négocierait actuellement l'acquisition d'une luxueuse résidence dans la grande banlieue. Il a effectué ces derniers mois plusieurs brèves visites en France où séjourne depuis le début de l'été deux de ses épouses et sept de ses quatorze enfants.

Les autorités françaises se sont abstenues de tout commentaire sur le séjour de M. Rifaat El-Assad, qui, selon le ministre syrien de la défense, le général Mustapha Tlass, aurait été déclaré persona non grata en Syrie. Cette déclaration avait été démentie par l'entourage du vice-président syrien qui justifie son séjour prolongé en Europe par des « raisons médicales ».

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 563.12.66

VENTE sur surenchère du dixième au PALAIS DE JUSTICE à BOBIGNY, le MARDI 2 OCTOBRE 1984, à 13 h 30
UNE VILLA type FONTENAY V
Comp. au rez-de-chaussée : entrée, séjour, salle à manger, cuisine, rangement ; à l'étage : trois chambres, salle de bains, dégagement, rangements et pendroie ; avec la jouissance d'une parcelle de terrain de 110 m². GARAGE extérieur à CLICHY-SOUS-BOIS (93)
4, allée des Tanneurs
MISE A PRIX : 300.000 FRANCS
S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, tél. 854-90-87.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRETEIL, le JEUDI 4 OCTOBRE 1984, à 9 h 30 - EN UN LOT
3 APPARTEMENTS de 3 PIÈCES PRINCIPALES
aux rez-de-ch., 1^{er} et 2^{es} étages, bât. A avec 4 caves et droit à la jouissance d'un jardin, dans un immeuble
82, AV. LEDRU-ROLLIN - LE PERREUX-S/MARNE (94)
S'adr. M. Jean-Serge LORACH, avocat à la Cour, 2, av. Marceau, 75008 PARIS. Tél. : 720-75-75. Ts avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vente après liquidation des biens au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 4 OCTOBRE 1984 à 14 HEURES
UN IMMEUBLE à AUBERVILLIERS (93)
comprend atelier, magasins, remises, bureaux et logements le tout sur sous-sol, rez-de-chaussée et un étage partiel
2, rue Henri-Barbuse, 14, rue Emile-Royand, 7, passage Demara.
MISE A PRIX : 200 000 F
S'adresser à M^e H. AMBROISE-JOUVION, avocat à PARIS, 160, rue de la Pompe, 75116. Tél. : 727-32-39. M^e G. PELLEGRINI, syndic près les trib. de Paris y dénombrant P^{re}, 88, rue Saint-Denis. A tous avocats près les T.G.I. de PARIS, BOBIGNY, NANTERRE et CRETEIL.
Au Greffe des Crises du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 2 OCTOBRE 1984 à 13 HEURES 30
PROPRIÉTÉ à TREMBLAY-LES-GONNESSE
(Seine-Saint-Denis)
Avenue Chateaubriand, numéro 36
comp. PAVILLON D'HABITATION élevé s/s-sol, div. en chausserie, cave et atelier - Rez-de-chaussée comp. une entrée, dégt, cuis, séjour, salon, salle-de-bains, w.c., ch. 1^{er} et 2^{es} ét. comp. s.-de-joux, 3 chambres - Terrain en nature de cour et jardin
Coe 4 arcs.
MISE A PRIX : 200 000 FRANCS
S'ad. pr ts ren. à la SCP MORRIS LUCAS INBONA, Srs d'avocats 4, avenue Sully-Frudhomme, PARIS 7. Tél. : 553-74-06.

Vte s/ Publications judiciaires au Palais de Justice d'EVRY (91), rue des Mazères - LE MARDI 2 OCTOBRE 1984 à 14 HEURES - EN UN SEUL LOT
CORPS DE BATIMENTS LA SOUTERRAINE (Creuse)
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
Possibilité de baies en cas de non-entière d'un quart puis de moitié. Consignation préalable pour enchérir - Pour renseignements s'adresser à M^{re} AKOUN & TRUKELLA, avocats assistants dénombrant à EVRY (91) 4, bd de l'Europe. Tél. : 079-39-45 - Au Greffe du TGI d'Evry où le cahier des charges est déposé.

Vente sur conversion de saisie-immobilière au Palais de Justice de CRETEIL, le jeudi 4 octobre 1984 à 9 h 30 en deux lots
à SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (94)
Quartier de La Varenne-Saint-Hilaire, dans un immeuble
99, 101, 103, avenue de Bac
1^{er} LOT - APPARTEMENT
au 5^e étage de l'escalier de droite, porte garage, comp. entrée, une pièce, cuisine, salle de bain, w.c., cave et box pour voiture.
MISE A PRIX : 100 000 F
2^e LOT - APPARTEMENT
au 5^e étage, asc. droite, porte droite, comp. entrée, 2 pièces, cuisine, salle de bain, w.c., cave et box pour voiture.
MISE A PRIX : 200 000 F
S'adresser à M^{re} QUELIN, avocat à PARIS, 7, rue de l'Université (75007), Tél. : 277-82-80. M^{re} Rémy BOSSSEL, avocat à PARIS, 14, rue Sainte-Anne à PARIS (75001). Tél. : 261-01-09. Au Greffe des Crises du T.G.I. de CRETEIL. A tous les avocats près les T.G.I. de CRETEIL, PARIS, BOBIGNY et NANTERRE. Sur les lieux pour visiter.

Cabinet de M^{re} COUDREUSE, 16, pl. des Epars, 29000 CHARENTAIS. T. (37) 36-04-90
ADJUDICATION au Trib. de Gde Inst. de CHARENTAIS, le 4 OCTOBRE 1984, à 14 h.
UNE PROPRIÉTÉ RURALE
consistant en MOULIN à EAU avec toutes ses installations comp. MAISON D'HABIT. d'une certaine importance, MAISON de gardien, le tout cadastré sect. 22, n° 183 pour 16 ares 13 centiares.
à GILLES (28)
- Diverses parcelles de terre à GILLES, hameau Moulin de l'Etang pour 3 HA, 53 A, 68 CA.
- Diverses parcelles de terre, prés et talus pour 4 HA, 5 A, 43 CA. à NEAUPHLETTE (78)
L'ensemble en un seul lot
MISE A PRIX : 650 000 F
P. COUDREUSE

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny le mardi 2 octobre, à 13 h 30
UN APPARTEMENT
en co-prop. 1^{er} et 2^e pièces + 2 pièces cuis. transformé en 3 pièces : (sép. + 2 ch.), salle douche, WC, deux caves.
52, rue Marceau à MONTREUIL (93)
M. à P. : 70 000 F.
S'adr. M^{re} M. Ayoun, avocat 124, bd Malesherbes, Paris 17^e - Tél. : 622-47-02 ou tous autres avocats de Bobigny, Paris, Nanterre ou Créteil.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny, le MARDI 2 OCTOBRE 1984, à 13 h 30
UN APPARTEMENT
dans le bât. B n° 2 et 3^e et 3^e et 10, de 4 pièces sur deux niveaux, terrasse sur longueur du séjour - Parc. en sous-sol - sin à SEVRAN (93)
27, rue Jacques-Decour
LIBRE DE TOUTE OCCUPATION
MISE A PRIX : 100 000 F
S'adresser à la Société civile professionnelle d'avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc, 93110 Rosny-sous-Bois. Tél. : 854-90-87.

Vente sur saisie au Palais de Justice à Fontaine (95), 27 septembre 1984, à 14 h
APPARTEMENT à SARCILES (95) - MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
19, BOULEVARD BRANLY, dans ensemble immobilier Centre principal du centre commercial régional Les Flanendes, quartier RD, 1^{er} étage droite, 4 pièces principales et cave. Consignation 25.000 F (chèque certifié banque)
29, rue Fierro-Butin à Fontaine (95) tél. 632-31-62.
Rem. M^{re} BUSSION, avocat.

VENTE S/SAISIE IMMOB. AU TRIB. DE GRD INST. DE VERSAILLES
Palais de Justice, le MERCREDI 3 OCTOBRE 1984 à 10 h, EN UN LOT
UN PAVILLON EN COURS DE TRAVAUX à CRESPIÈRES (Yvelines)
MISE A PRIX : 200.000 F
Pour tous renseignements s'adresser à M^{re} Emmanuel GUELLIERS, avocat, 21, rue des Etats-Généralux à VERSAILLES. Tél. : 950-02-62.

VENTE sur saisie immobilière au TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE à VERSAILLES, au Palais de Justice, MERCREDI 3 OCTOBRE 1984, à 10 h
En un seul lot
APPARTEMENT à LOUVECIENNES (78)
Cave, un emplacement de parking en sous-sol, parking extérieur
18, allée des Dillencourts
MISE A PRIX : 250.000 FRANCS
Pour tous renseignements s'adresser à M^{re} E. GUELLIERS, avocat, 21, rue des Etats-Généralux à VERSAILLES, tél. 950-02-62 ; M^{re} Ph. JOHANET, avocat, 39, avenue de Saint-Cloud à VERSAILLES, tél. 021-46-46.

Vente sur saisie au Palais de Justice à Paris, JEUDI 4 OCTOBRE 1984, à 14 h, EN UN SEUL LOT
UNE PETITE PROPRIÉTÉ
Comprend une MAISON D'HABITATION sur rue élevée sur sous-sol d'un rez-de-chaussée surélevé composé de trois petites pièces et une cuisine, premier étage surélevé : COUVE à la suite ; au fond de la cour UN PETIT BATIMENT A USAGE D'HABITATION élevé sur terre-plein d'un rez-de-chaussée composé d'une pièce et d'un premier étage divisé en deux pièces et débarras, premier étage au-dessus ; le tout cadastré section 1303 EB n° 43 pour une contenance de 1 are et 35 centiares
à PARIS (13^e), 37, rue Barrault
MISE A PRIX : 100.000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à M^{re} Claude DUMAND, avocat à la Cour, 140, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, tél. 727-24-97.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice d'EVRY, rue des Mazères, le MARDI 2 OCTOBRE 1984, à 14 h.
UN PAVILLON à LEUVILLE-S-ORGE (Essonne)
22, rue Alphonse-Ruffat, comp. : 4 P. cuis., S.-de-bas, S.-de-haut, CAVES, JARDIN, surface totale 477 m², de construction moderne. Actuellement occupé par des locataires.
MISE A PRIX : 350 000 F
Les enchères ne seront portées que par minist. d'avocat près le Tribunal de Gde Instance d'EVRY - S'adresser pour renseignements : SCP VASLOT, BOURGEOIS, WIALA, avocats à CORBEIL, 61, rue Saint-Spire, T. : 496-24-68. Au Greffe du TGI d'Evry où le cahier des charges est déposé. Après de ts avocats au Barreau d'EVRY. Il est rappelé que l'Avocat poursuivant ne pourra porter d'enchères pour eux. (Règlement intérieur du Barreau d'EVRY).

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 2 OCTOBRE 1984, à 13 h 30
UN APPARTEMENT : rez-de-ch. une pièce, cuisine, s. de bns, w.c. Cave
à LIVRY-GARGAN (93)
17, AVENUE DU CONSUL-GÉNÉRAL-NORDLING
M. à P. : 100.000 F - S'adr. à M^{re} M. AYOUN, avocat
124, bd Malesherbes, PARIS-17^e - Tél. 622-47-02 ou tous autres avocats de Bobigny, Paris, Nanterre ou Créteil.

VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE à BOBIGNY, le MARDI 2 OCTOBRE 1984, à 13 h 30
UN PAVILLON SUR TERRAIN DE 929 m²
rez-de-chaussée surélevé, surmonté d'un étage, sous-sol, garage
à PIERREFFITTE (93)
26, rue Brisis - MISE A PRIX : 250.000 FRANCS
S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, tél. 854-90-87.

Vente Palais de Justice de NANTERRE - 3 octobre 1984 à 14 heures
Sur saisie immobilière avec Régime judiciaire
EN UN SEUL LOT
UNE PROPRIÉTÉ à CLAMART (92)
comp. bâtiment à usage de bureau, atelier, dépôt élevé s/s-sol d'un rez-de-chaussée et d'un étage partiel, sur cour le tout sur un terrain d'une contenance de 229 m².
rue Pierre-Louis, numéro 21
MISE A PRIX : 700 000 FRANCS
S'adresser pour tous ren. à GUSTAVE JOHANET, av. à PARIS (8^e) 43, avenue Hoche. Tél. : 766-03-40.

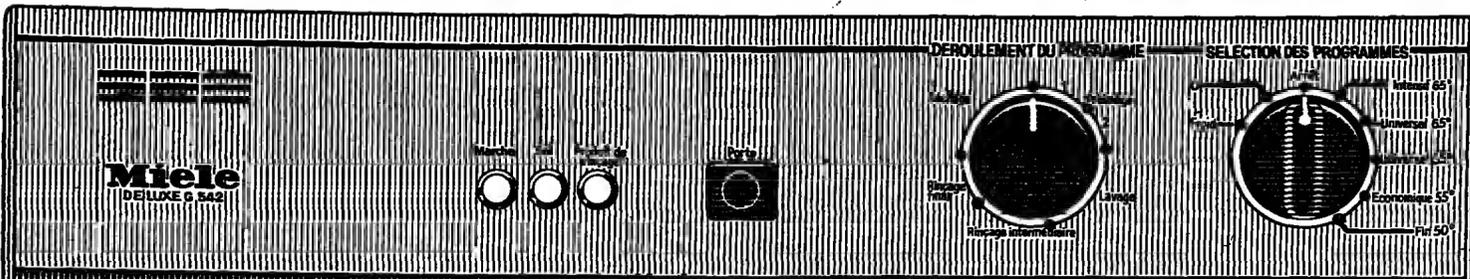
VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE à BOBIGNY, le MARDI 2 OCTOBRE 1984, à 13 h 30
UN PAVILLON à COUBRON (93)
17, rue de Courty
En cours de construction, inachevé, comprenant un rez-de-chaussée, garage, parking ; à l'étage couloir, salle à manger, quatre chambres, coin cuisine, salle de bains avec WC ; sur un terrain de 580 m²
MISE A PRIX : 150.000 FRANCS
S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, tél. 854-90-87.

VENTE sur saisie immobilière au PALAIS DE JUSTICE à CRETEIL, le JEUDI 4 OCTOBRE 1984, à 9 h 30
UNE PROPRIÉTÉ à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
Composé d'un pavillon élevé sur sous-sol total, garage, buanderie, cellier ; d'un rez-de-chaussée, entrée, cuisine, salle de séjour, deux chambres, salle de bain, WC, cabinet de toilette ; d'un premier étage, quatre chambres, cabinet de toilette ; JARDIN
MISE A PRIX : 400.000 FRANCS
S'adresser à la Société Civile Professionnelle d'Avocats ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, FENART, ALEMANT, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, tél. 854-90-87.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 2 OCTOBRE 1984 à 13 h 30 - EN DEUX LOTS
à AUBERVILLIERS (93) 198, boulevard Félix-Faure
de LOCAUX COMMERCIAUX
1^{er} lot : rez-de-chaussée Bâtiment C
UN LOCAL de 154 m² environ - DEUX LOCAUX chacun 70 m² environ
UN LOCAL de 210 m² environ plus local sous escalier
M. à P. : 100.000 F
2^e lot : DEUX LOCAUX de chacun 62 m² env. UN LOCAL de 140 m² env.
M. à P. : 100.000 F - S'adr. M^{re} M. AYOUN, avocat
124, bd Malesherbes, PARIS-17^e - Tél. 622-47-02 ou tous autres avocats de Bobigny, Paris, Nanterre ou Créteil.



سكزا من الاصل



ÇA FAIT DES ANNEES QUE NOUS SOMMES SILENCIEUX, CE N'EST PAS UNE RAISON POUR NOUS TAIRE.

LAVE-VAISSELLE.

On fait beaucoup de bruit en ce moment autour du silence des lave-vaisselle. Chez Miele, cela nous fait sourire. Parce que nos lave-vaisselle sont silencieux depuis longtemps.

Alors, aujourd'hui, nous avons décidé de parler. De parler de notre nouvelle gamme de lave-vaisselle dont le silence n'est qu'une qualité parmi tant d'autres.

TRIPLE ISOLATION PHONIQUE.

Du modèle de base à l'appareil le plus sophistiqué, tous les lave-vaisselle de notre nouvelle gamme sont équipés d'une triple isolation phonique: une couche de bitume, un matelas de laine minérale et de la mousse de polyuréthane.

Chez Miele, le silence est livré d'origine.

FAIBLES CONSOMMATIONS.

Les nouveaux lave-vaisselle Miele sont vraiment économiques à l'utilisation: en programme "Universel 65°C", ils ne

consomment que 28 l d'eau et 1,8 kWh d'électricité: c'est inférieur aux consommations nécessaires au lavage manuel quotidien pour une famille de 4 personnes.

Chez Miele, l'économie n'est pas un vain mot.

TECHNIQUE DE LAVAGE ENCORE PERFECTIONNÉE.

L'abaissement de nos consommations ne nous a pas empêché d'optimiser encore notre efficacité de lavage, car grâce à une nouvelle pompe de circulation, la quantité d'eau active nécessaire à de parfaits résultats de lavage reste inchangée. D'autre part, notre triple système de filtrage (un filtre conique, un tamis et un microfiltre avec bague flottante) (brevet Miele) garantit la propreté permanente de l'eau de lavage, évitant ainsi toute possibilité de redéposition des résidus d'aliments.

Chez Miele, la technologie est au service du lavage.

NOUVEL ADOUCISSEUR UNIVERSEL.

La plupart des nouveaux lave-vaisselle Miele sont équipés d'un nouvel adoucisseur universel qui leur permet de fonctionner parfaitement même si la dureté de l'eau atteint 125°. C'est l'adoucisseur le plus efficace du marché.

Résultat: un lavage parfait pour une consommation de sel encore réduite.

Nous pourrions encore vous parler longtemps du turbo-séchage (exclusivité Miele), des paniers avec compléments mobiles, des trois bras de lavage, de la carrosserie émaillée, de tout ce qui fait des 15 modèles de lave-vaisselle Miele des appareils de très grande qualité.

On entend beaucoup parler du silence. Un lave-vaisselle Miele, c'est beaucoup plus que du silence. Nous avions envie de le dire. C'est maintenant chose faite.

Miele
LA PAIX N'A PAS DE PRIX.

ARRIVÉE
DE M. RIFAAT EL-ASSAD
EN FRANCE

LEUVILLE-SUR-ORGE (Eure)

LIVRY-GARGAN (93)

PIERREFITTE (91)

RIÉTÉ & CLAMART (92)

TILLY-COULBRUN (93)

CHAMPIGNY-SUR-MARNE (51)

CAUX COMMERCIAUX

100.000 F

AYCUN, 50000

LE DÉBAT SUR L'EUTHANASIE

L'enjeu

par JEAN-YVES NAU

Le débat sur l'euthanasie doit-il sortir de la communauté médicale ? On peut à l'infini discuter du type d'association, active ou passive, dont on parle. Débrancher une perfusion, interrompre le fonctionnement d'appareils de réanimation, ces actes ne sont certes pas équivalents à l'injection intraveineuse d'un produit mortel ou d'un cocktail lyrique. Dans les deux cas pourtant, le médecin est, aux yeux de la loi, coupable. Dans le premier, du délit de non-assistance à personne en danger, dans le second, considéré comme meurtrier, il est passible de la Cour d'assises.

La permission de tuer

par le professeur JEAN CLOSIER (*)

Le médecin doit s'efforcer d'apaiser les souffrances de son malade. Il n'a pas le droit d'en provoquer délibérément la mort, affirme l'article 20 du code de déontologie médicale. Le but de la médecine est de guérir et de soulager, mais sans excès d'aucune sorte. Les médecins n'ont pas le droit de vie ou de mort sur leurs malades, et ce n'est pas une décision de justice ou autre (testament par exemple) qui peut les délier de leur obligation primordiale qui est de reconforter jusqu'à la dernière minute leurs patients, leur enlever leur angoisse, d'empêcher les souffrances liées à leur fatigue et à leur état. Mais c'est aussi un devoir de ne pas s'obstiner de façon absurde lorsque tout est manifestement perdu. En outre, la détermination du moment de l'éclatement fatal n'est jamais totalement sûre, il y a parfois des rémissions étonnantes, des reprises de conscience miraculeuses, nées à profit judicieux par certains de nos patients particulièrement courageux. De même, l'avis du malade peut changer alors qu'il n'est pas toujours en état de l'exprimer.

Dans l'isolement de la conscience

par le professeur LÉON SCHWARZENBERG (*)

Empêcher un malade de souffrir, interdire la douleur, c'est le devoir de tout médecin, de toute infirmière. Personne ne peut se dérober à cette règle immémoriale de la médecine, rappelle-t-il y a plusieurs siècles par Ambroise Paré : « Guérir parfois, soulager toujours », même si de calmer la douleur d'un malade en phase terminale risque d'abrégier sa vie.

Temps de vivre et temps de mourir

(Suite de la première page.)

Quelques formules choc de M^{me} Odette Thibault, l'une des dirigeantes de l'Association française pour le droit de mourir dans la dignité, illustrent cette nouvelle revendication. Défendent la « qualité de la mort », elle affirmait en mars dernier : « Savoir mourir fait partie du savoir-vivre. » Ou encore : « Le suicide est la seule façon de mourir vivant. » Et, à propos de l'euthanasie : « On a supprimé la peine de mort, mais que dira de la peine de vie qu'on inflige lorsque celle-ci est devenue insupportable ? Nouvelle revendication, nouveau langage : la mort est partie des attributs de la vie, et vice versa.

dont le sens a évolué au cours de l'histoire. Au début du dix-septième siècle, il signifiait « mort douce et paisible ». Trois cents ans plus tard, il désignait l'ensemble des moyens entrepris pour lutter contre la douleur chez les malades. Aujourd'hui, c'est l'acte de donner ou de se faire donner la mort.

Mais ce mot piège recouvre des choses assez différentes. L'euthanasie dite passive consiste à soulager la souffrance du malade, en lui administrant par exemple de fortes doses de morphine, qui peuvent même sonner le glas ; en mettant fin aux procédés de réanimation circulorespiratoire, rénale ou respiratoire qui le maintiennent en vie, ou simplement en ne lui dispensant pas de soins (dans le cas d'un nouveau-né malformé). Alors que l'euthanasie active suppose une intervention spécifique dans le but de mettre fin aux jours de quelqu'un ; soit en laissant à sa portée des pilules mortelles ; soit en lui administrant une piqûre de sel de potassium ou un cocktail lyrique (mélange de drogues perfusées à fortes doses). La frontière entre euthanasie passive et active n'est d'ailleurs pas aussi claire, puisque l'arrêt d'une réanimation peut provoquer une agonie intolérable qu'une piqûre viendra alors conclure.

Élargir le débat

Atténuer les souffrances d'un malade est une obligation que tous les médecins reconnaissent. L'euthanasie active elle-même est parfois pratiquée, mais les médecins ne se vantent guère de ce genre d'actes, officiellement condamnés par leur ordre, qui, pourtant, s'oppose à toute réglementation en la matière.

O. FADEL EXPORTE EN ALGÉRIE pièces détachées, véhicules et machines industrielles - DÉCODEURS T.V. - MOTOCYCLETTES - TRACTEURS - FROID Etudes de marchés pour licences d'import 162, rue de Tolbiac, 75013 PARIS Tél. : 628.85.44 - 589.24.63 Téléc. 649251

DEUX MILLE MANIFESTANTS A PARIS POUR LA LIBÉRATION DES DÉTENU BASQUES

Deux mille personnes ont manifesté, le mercredi 19 septembre, dans la soirée, de la place de la République à l'église de la Trinité, à Paris, à l'appel de plusieurs organisations d'extrême gauche, pour demander la libération des huit Basques en grève de la faim depuis le 8 août, dont sept d'entre eux sont menacés d'extradition. La Cour de cassation doit examiner leur cas vendredi 21 septembre.

Les familles des détenus, en tête de la manifestation, tenaient une banderole où des fragments du tableau de Picasso Guernica avaient été reproduits et sur laquelle on pouvait lire « Non aux expulsions et aux extraditions ». « Nous ne sommes pas des délinquants, mais des combattants politiques. Nous comptons sur la solidarité de tous les démocrates français », a déclaré leur porte-parole au terme de la manifestation.

Une délégation avait été reçue le même jour par un membre du cabinet du ministre de la justice. Elle comprenait plusieurs élus municipaux du Pays Basque français et demandait, entre autres, que les détenus soient examinés par des médecins indépendants n'appartenant pas à l'administration pénitentiaire.

UN ENTRETIEN AVEC LE DOCTEUR BATAILLE

« Nous voulons être à la disposition du mourant »

Le docteur Jacques Bataille est l'un des cinq signataires de l'appel des médecins. Chef du service d'orthopédie de l'hôpital de Saint-Denis, ce chirurgien de quarante-quatre ans qui appartient à l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, explique ci-dessous la sens du manifeste publié le 19 septembre.

— Votre texte est-il un appel en faveur de l'euthanasie ?

— Absolument pas. Ce n'est ni le sens de notre démarche, ni le fond de notre pensée. Notre objectif est d'attirer l'attention de nos confrères sur les besoins des mourants et de faire savoir aux gens que, le jour où ils seront confrontés à la mort, ils trouveront des médecins pour les aider.

— Et si un mourant nous demande de provoquer sa mort ?

— Notre conscience doit intervenir. Le problème n'est pas le même si l'on a affaire à un jeune suicidaire ou à une personne âgée incurable, qui a demandé depuis longtemps qu'on l'aide à mourir le mieux possible.

— Vous acceptez donc l'euthanasie active ?

— Nous n'aimons pas ces mots. Administrer un « cocktail lyrique » à un malade n'est jamais anodin. Le médecin le voit parfois très mal. Euthanasie active évoque nazis. Cela donne l'impression que nous décidons de la mort, alors que nous voulons être à la disposition du mourant. Notre attitude n'est pas d'imposer au malade une mort sans souffrance mais de respecter ses souhaits. Que veut-il ? Mourir seul ? Mourir en s'endormant progressivement ? Avoir de quoi mourir sur sa table de nuit ? Nous devons répondre à sa demande.

— Mais faut-il suivre forcément le mourant ? Est-il toujours dans les meilleures conditions pour décider ?

— Non, il nous appartient aussi de prendre nos responsabilités de médecin. Il y a des gens

Arrêter un traitement

par JEAN-ROGER LE GALL (*)

En réanimation comme ailleurs, la but de la médecine n'est jamais de hâter la mort. Dans certains cas, il devient inutile de le retarder lorsqu'elle est inéluctable à brève échéance. Le médecin le sait, mais les moyens thérapeutiques dont nous disposons. Il est possible, actuellement, de maintenir en survie des patients pour lesquels aucun espoir de guérison ne subsiste, tel qu'un patient ayant une complication aiguë lors d'une maladie maligne incurable. La question de l'arrêt de traitement à visée curative se pose de façon fréquente en réanimation.

LE FRÈRE DE CAROLINA

Sierra (Suisse), (AFP). — Un jeune Chilien de vingt-deux ans qui avait mis fin aux jours de sa sœur, à la demande de celle-ci parce qu'elle était atteinte d'un cancer incurable, a été condamné à quatre mois de prison avec sursis par le tribunal de Sierra, dans le canton du Valais, en Suisse.

En février dernier, les deux jeunes gens participèrent à un camp de ski. Un soir, Carolina Joux, qui était atteinte d'un cancer depuis l'âge de quinze ans et ne supportait plus ses souffrances, et demanda à son frère Pedro de l'aider à mourir.

Le frère et la sœur se sont enfermés dans leur chambre. La jeune fille but du champagne et de la vodka avant d'absorber des barbituriques. Elle se défendit à son frère de lui couper les veines du poignet si elle ne mourait pas assez vite, ce que fit Pedro qui, de plus, étouffa sa sœur avec un oreiller. Aussitôt après, il se livra à la police.

qui sont extrêmement dégoûtés ou qui souffrent atrocement. Ceux-là, nous sommes prêts à les aider à mourir activement.

— L'euthanasie active est condamnée par la loi et par l'ordre des médecins. N'avez-vous pas le sentiment d'être hors-la-loi ?

— Non, c'était la même chose pour l'avortement avant le vote de la loi. Nous n'incitons pas au suicide, nous incitons à aborder le problème de la mort, au lieu de l'occulter. Un article du code de déontologie dit qu'il faut respecter la volonté du patient.

— Votre démarche ne ressemble-t-elle pas à celle qui avait amené des médecins, dans les années 70, à se prononcer pour l'avortement ?

— Oui, c'est aussi une démarche contre l'hypocrisie médicale et contre un certain pouvoir médical. Pour l'avortement comme pour l'assistance aux mourants, on se met à la disposition des malades. Prescrire une thérapie, fermer le porte du malade en lui faisant croire que tout va bien, est plus facile que d'accepter d'être interrogé sur la mort et, éventuellement, prescrire un cocktail lyrique.

— Avez-vous l'impression d'appartenir à une minorité ?

— J'ai l'impression d'appartenir à une minorité qui dit tout haut ce que pense la majorité. Je suis persuadé que beaucoup de médecins sont d'accord avec ce texte mais n'ont pas eu le courage de le dire et de l'écrire.

— Ne joue-t-on pas sur les mots ? Nul ne vous contestera la nécessité d'assister le malade pour calmer sa souffrance ou son angoisse. Aider à provoquer la mort est différent.

— La frontière n'est pas aussi nette. D'ailleurs, le vous la répute, l'euthanasie active est secondaire. Nous sommes confrontés à des malades qui veulent soulager leurs souffrances ou qui sont angoissés devant la mort qu'ils des malades qui demandent de cesser de vivre. — R.S.

(*) Cancérologue de l'hôpital Paul Brousse, à Villejuif.

L'EUTHANASIE N'EST PAS UNE PRATIQUE ACCEPTABLE

affirme l'un des signataires

Le professeur Jean Bignon, qui est l'un des cinq signataires du texte, s'inscrit en faux devant l'interprétation qui pourrait en être faite. « Cet appel, nous a-t-il déclaré, est destiné au corps médical. Il cherche à susciter une prise de conscience et une attitude responsable des médecins devant les problèmes difficiles posés par certains grands malades à l'approche de la mort. »

« Pour ma part, responsable d'un service hospitalier, confronté quotidiennement avec ce problème, je suis persuadé que l'euthanasie n'est pas une pratique acceptable. La mission du médecin au service de la vie est d'aider les grands malades en leur évitant au maximum l'angoisse et la souffrance. Cela peut et doit être obtenu par des approches psychologiques et par des médicaments antalgiques. »

« Afin d'éviter tout malentendu dans les relations entre médecins et malades, il me paraît très souhaitable et urgent que soit fait un effort d'information et de formation pour toutes les catégories de personnel soignant, médecins, généralistes ou spécialistes, infirmières et infirmiers. »

PRÉCISION. — Le docteur Jacques Bataille, chef de clinique assistant des hôpitaux de Paris, actuellement en exercice dans le service de réanimation pédiatrique de l'hôpital Raymond-Poincaré à Garches (Assistance publique), tient à faire savoir que le docteur Jacques Bataille, signataire du texte du 19 septembre, est un homonyme.

ROBERT SOLÉ

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

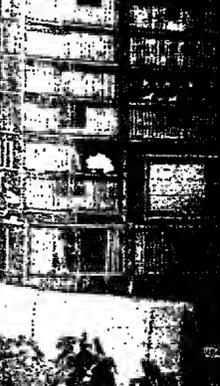
PRO

Nouveaux

JUSTA SUPERPOS DÉMONTABLE DÉPLAC

12 LIGNES

STANDARDS



Installe

La maison BIBLIOTHÈQUE



سكرا من الاجل

صحة من الامم

NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

La maison des BIBLIOTHEQUES

18 Magasins en France

PARIS • BRUXELLES • GENEVE • NEW YORK • ROME

Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e (en Montparnasse)

Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption.
Métro : Denfert-Rochereau (RER) - Gaîté - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-58-68. SNCF : Gare Montparnasse.

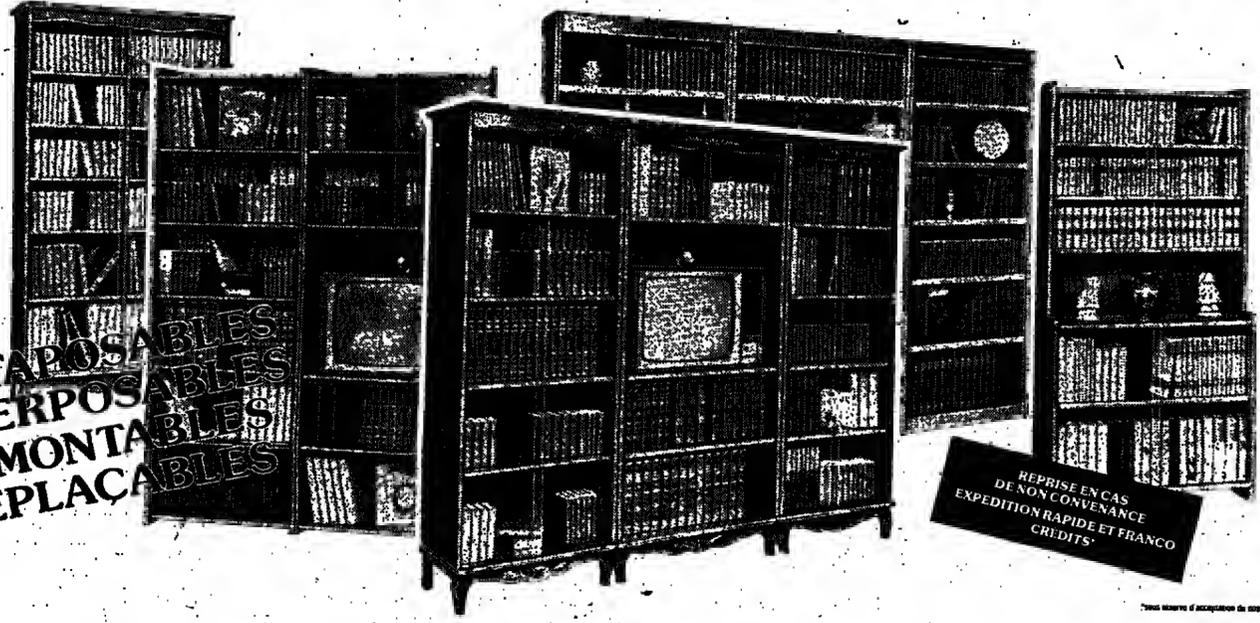
PROFITEZ DE LA RENTRÉE...

pour choisir, composer, organiser ou agrandir votre bibliothèque.

La Maison des Bibliothèques présente dans ses magasins (voir encadré ci-dessous)

TOUTES SES NOUVEAUTES

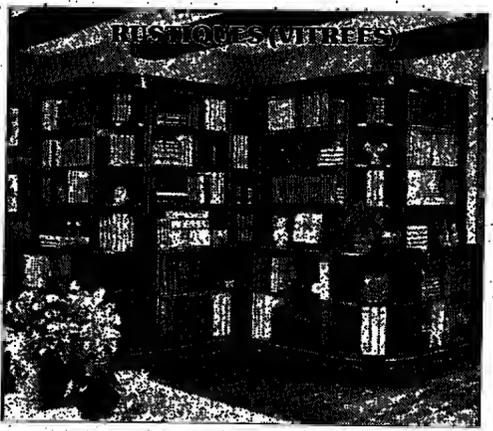
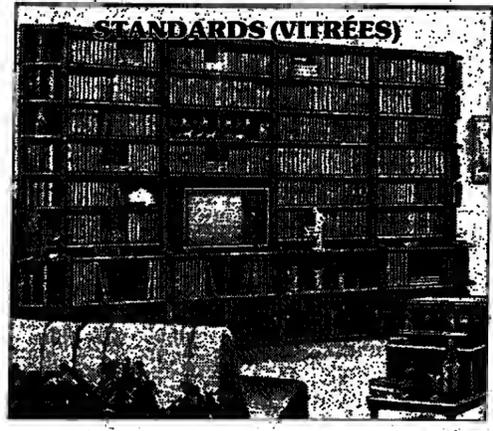
Nouveaux modèles - Nouveaux coloris - Nouveaux accessoires et ses lignes traditionnelles



**JUSTAPOSABLES
SUPERPOSABLES
DÉMONTABLES
DÉPLACABLES**

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE
EXPÉDITION RAPIDE ET FRANCO CREDITS

12 LIGNES - 450 MODÈLES VITRÉS OU NON



La maison des BIBLIOTHEQUES
Paris : 61, rue Froidevaux, 14^e
Magasins ouverts le lundi de 14 h à 19 h et du mardi au samedi inclus de 9 h à 19 h sans interruption Métro : Denfert-Rochereau - Gaîté - Edgar Quinet. Autobus : 28-38-58-68

BORDEAUX 10, rue Bouffard, tél. (56) 44.39.42	LYON 9, r. de la République, (métro Hôtel-de-Ville- Louis-Pradet) tél. (7) 828.36.51	NICE 8, rue de la Boucherie (Vaille Ville), tél. (93) 80.14.89
CLERMONT-FERRAND 22, r. G.-Clémenceau, tél. (73) 83.97.06	MARSEILLE 102, rue Paradis (métro Estrangin), tél. (91) 37.80.54	RENNES 18, quai E.-Zola (près du Musée), tél. (99) 79.56.33
DIJON 100, rue Monge, tél. (80) 45.02.45	MONTPELLIER 8, rue Sévère (près Gare), tél. (67) 58.19.32	ROUEN 43, rue des Charrettes, tél. (35) 71.96.22
GRENOBLE 59, rue St-Laurent, tél. (78) 42.95.75	NANCY 8, rue Piétonne Saint-Michel (Boulevard Saint-Evrem), tél. (8) 332.84.84	STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tél. (88) 36.73.76
LILLE 83, rue Esquermoise, tél. (20) 55.69.39	SAINT-ETIENNE 18, rue Gambetta (près rue Coulmiers), tél. (40) 74.59.35	TOULOUSE 1, r. des Trois-Renards (près pl. St-Sernin), tél. (61) 22.92.40
LIMOGES 57, rue Jules-Norlic, tél. (55) 79.16.42	TOURS 5, rue H.-Barbuse (près des Hêtres), tél. (47) 61.03.28	

Ouverts le mardi au samedi inclus

Installez-vous, vous-même facilement, très rapidement à des PRIX IMBATTABLES !



Nouveau Catalogue
76 pages couleurs
200 photos et illustrations
Plus de 450 bibliothèques, vitrines, bureaux et meubles d'appoint
53 teintes, essences et coloris...
De nombreux accessoires et aménagements

CATALOGUE GRATUIT

en envoyant ce bon à :

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75600 PARIS CEDEX 14

Veuillez m'envoyer, sans engagement, votre catalogue en couleurs contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, teintes, coloris, etc...) et votre tarif.

N - Nom - Prénom : _____ MO 89

Adresse : _____

Cheque postal : _____

Code postal : _____

Coordonnées téléphoniques : _____

Cochez par téléphone : **(1) 320.73.33**

Répondeur automatique

Vous voulez être position du mourant.

AVENIR AVEC LE DOCTEUR BATAILLE

Vous voulez être position du mourant. C'est un projet sérieux, qui nécessite une réflexion approfondie. Le Docteur Bataille vous aide à définir votre stratégie, à anticiper les risques, à organiser votre patrimoine. Ses conseils sont précieux pour assurer votre avenir et celui de votre famille.

Le Docteur Bataille est un expert en matière de planification successorale. Il vous accompagne dans toutes les étapes de votre projet, de la définition de vos objectifs à la mise en œuvre de votre stratégie. Ses conseils sont basés sur une solide expérience et une connaissance approfondie du droit et des fiscalités.

Ne laissez pas le hasard décider de votre avenir. Consultez le Docteur Bataille dès aujourd'hui pour bénéficier de ses conseils avisés et assurer votre avenir sereinement.

Préparer un traitement

JAN-ROGER LE GALL

Préparer un traitement. C'est un défi, qui nécessite une approche globale et personnalisée. Le Docteur Bataille vous aide à définir votre stratégie, à anticiper les risques, à organiser votre patrimoine. Ses conseils sont précieux pour assurer votre avenir et celui de votre famille.

Le Docteur Bataille est un expert en matière de planification successorale. Il vous accompagne dans toutes les étapes de votre projet, de la définition de vos objectifs à la mise en œuvre de votre stratégie. Ses conseils sont basés sur une solide expérience et une connaissance approfondie du droit et des fiscalités.

Ne laissez pas le hasard décider de votre avenir. Consultez le Docteur Bataille dès aujourd'hui pour bénéficier de ses conseils avisés et assurer votre avenir sereinement.

SOCIÉTÉ

LES « LOCATIONS D'UTÉRUS »

Une quinzaine de femmes ont accepté de porter un enfant pour un couple stérile

L'annonce de la première « location d'utérus » française (le Monde du 20 septembre), n'a pas surpris le secrétaire d'Etat à la Santé: le docteur Geller avait régulièrement informé les autorités compétentes de ses initiatives, comme il l'a expliqué à notre correspondant à Marseille.

Cette simple initiative et l'écho qui lui est donné placent le gouvernement dans une situation difficile. D'un côté, il soutient, preuves à l'appui, qu'une telle démarche tombe sous le coup de la loi. De l'autre, il lui est difficile d'empêcher la pratique marseillaise sans se mettre à dos une partie de l'opinion publique très sensible à la détresse d'un couple stérile. Cette difficulté est parfaitement traduite par le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.

« C'est une histoire très émouvante », a confié Mme Georgina Dufoix sur Europe 1. « Ma première réaction, ministérielle, a été de dire: cette pratique est condamnable. Mais ma position de femme est d'être inquisiteur: que se passerait-il si la mère s'attache à l'enfant, si cette jeune femme a de la peine à se séparer de l'enfant? Qui sera la mère? Et puis, il y a l'argent: un bébé, cela ne s'achète pas; c'est pourquoi, toutes ces pratiques, que je trouve belles, m'inquiètent. »

Beauté? Inquiétude? Au moment même où Mme Dufoix confiait ses impressions, le secrétaire d'Etat à la Santé - qui dépend du ministère des affaires sociales et de la solidarité - ne voulait retenir que le caractère doublement illégal de cette pratique: incitation à l'abandon d'enfant, commerce d'enfant.

Il faudra pourtant, de toute évidence, trouver rapidement une solution: les initiatives en matière de location d'utérus se multiplient. Dans quelques mois, elles auront perdu toute originalité. Elles commencent à revancher à poser de douloureuses questions, comme le démontrent les expériences américaines.

A Paris, l'Association nationale pour l'insémination artificielle de substitution (ANIAS) annonce que cinq femmes ont déjà accepté moyennant contrepartie financière, de porter un enfant pour un couple stérile. « Chez nous, les sommes se situent entre 20 000 francs et 30 000 francs », nous a expliqué Mme Annick Gressus, infirmière, présidente de cette association créée en août 1983. « Pour l'instant cinq femmes se font inséminer. Ce sera le

cas avant la fin de l'année pour dix autres volontaires. Nous recevons des appels de toute l'Europe, d'Algérie, du Maroc. La rémunération n'est pas obligatoire. Nous avons même parmi nos volontaires une directrice d'école qui ne demande rien. » On assure à l'ANIAS ne pas avoir de contacts avec le docteur Geller. « Un représentant du secrétariat d'Etat à la Santé nous a conseillé de ne pas bouger avant d'avoir le feu vert, explique Mme Gressus. Nous n'envisageons pour notre part de rendre publics nos grossesses et nos naissances. »

Débatte? Légifère? Au secrétaire d'Etat à la Santé, on annonce plusieurs manifestations importantes fin 1984 et début 1985. L'objectif est de débattre publiquement de l'ensemble des questions posées par les manipulations autour de la procréation. Un rapport sur ce thème a été demandé à M^{me} Nicole Questiaux. Il devrait prochainement être examiné par le Comité national d'éthique. Ce débat pourrait aussi rapidement prendre une tournure médicale, les difficultés techniques et économiques rencontrées par les spécialistes de la fécondation in vitro laissant libre cours aux initiatives plus ou moins marginales, les locations d'utérus se substituant alors aux tentatives de reproduction en laboratoire la fécondation naturelle d'un couple dont la femme est stérile.

J.-Y. N.

LES EXPLICATIONS DU DOCTEUR SACHA GELLER

« Le bonheur serait-il contraire à l'ordre public? »

Le docteur Sacha Geller, qui a pratiqué l'insémination artificielle de Patricia, nous a fait la déclaration suivante:

« J'assume l'entière responsabilité de cet acte. Je m'en suis d'ailleurs ouvert au professeur Jacques Roux, directeur général de la Santé, et au professeur Jean Bernard, président du comité d'éthique, ainsi qu'au professeur Louis René, président de la section éthique auprès du conseil de l'Ordre. »

« Le 8 novembre 1983, j'ai demandé une audience au professeur Roux et je me suis engagé à ne pas mettre en route de « prêt d'utérus » sans avoir le feu vert du ministère. J'ai commencé à instruire des dossiers en prévenant les postulant que rien ne serait fait sans l'accord du secrétariat d'Etat à la Santé. »

« Le 30 janvier, j'avais instruit cent quarante-neuf dossiers. J'ai demandé alors au professeur Jacques Roux une lettre officielle. Pas de réponse. Les femmes me harcelaient. Le 12 mars 1984, j'ai envoyé un lot de cinquante dossiers totalement instruits sans que cela coûte un centime au patient, et chaque cas avait une solution possible qu'un prêt d'utérus. Chaque dossier était accompagné d'une lettre du couple demandant lui-même l'autorisation au secrétariat d'Etat. Il devenait impossible d'attendre. J'ai eu devant moi un cas particulièrement dramatique. La femme stérile

et désespérée de l'être avait fait trois tentatives de suicide. Elle me dit: « Si vous ne faites rien, je me suicide! » Chantage certes. Je pose le problème à un psychiatre qui soutient la possibilité d'un passage à l'acte. Donc, c'est moi qui suis passé à l'acte. Je l'ai fait à titre strictement personnel, en mon âme et conscience dans la solitude de mon cabinet. J'en ai informé toutes les autorités. »

« Je connaissais Patricia, postulante depuis le 11 janvier 1984 pour le prêt d'utérus. Elle correspondait du point de vue du groupe sanguin et tissulaire. Elle était très fière de son acte. Pour les 50 000 F dont les médias ont fait état, je ne sais au courant de rien. J'ai transmis sans enveloppe les notes de frais de Patricia au couple et les enveloppes du couple à Patricia sans jamais savoir ce qu'elles contenaient. Mais si l'on doit parler d'argent, il faut savoir qu'une insémination de ce type requiert quinze mois de disponibilité pour la porteuse d'enfant, car il faut plusieurs inséminations et des études préliminaires. »

« Désormais, outre le fait qu'il y aura des gens heureux, les pouvoirs publics vont devoir résoudre le problème qui leur est posé. Le seul argument jusqu'ici soulevé est que tout cela est contraire à l'ordre public. Le bonheur serait-il contraire à l'ordre public? »

Propos recueillis par JEAN CONTRUCCI.

ANCIEN CHEF DE LA MILICE A LYON

Paul Touvier serait mort

De notre correspondant

Grenoble. - Un banal « avis de remerciements », inséré dans la rubrique nécrologique du *Dauphiné libéré*, daté du 20 septembre, laisse supposer que Paul Touvier, l'ancien chef régional de la milice de Lyon, est décédé, à l'âge de soixante-dix ans, à une date et en un lieu inconnus. L'avis, signé des « familles Berthet et Touvier » et portant mention des villes de Chambéry, Voiron, Dijon et Paris, ne précise pas, en effet, où et quand serait mort l'ancien milicien.

Cette annonce a été rédigée au bureau du journal par une femme âgée, qui en a réglé le montant en espèces. Toutefois, de nombreux éléments du texte laissent penser qu'il ne peut s'agir d'un autre que Paul Touvier. Le nom de famille de son amie, devenue plus tard son épouse (Berthet), nom que lui-même obtint le droit de faire figurer, en 1967, sur sa carte d'identité (« Touvier, dit Berthet »), ainsi que les villes de Voiron, d'où est originaire Monique Berthet, Chambéry, Dijon et Paris, où il résida, ne laissent pratiquement aucun doute. Toutefois, pour un certain nombre de personnes, il pourrait s'agir là d'une mystification destinée à mettre définitivement Touvier à l'abri des recherches.

Chef de la milice de Lyon durant l'occupation nazie, Paul Touvier a vécu plus de trente ans dans la clandestinité. Condamné deux fois à la peine de mort par centumars par les cours de justice de Lyon (1945) et de Chambéry (1947), pour « collaboration, exécutions et tortures de résistants », Touvier aurait alors trouvé refuge chez des religieux -

peut-être dans un convent français ou italien - jusqu'en 1967, date à laquelle se situe la prescription de sa peine.

A la stupefaction et à l'indignation générales, l'ancien tortionnaire bénéficia, le 23 novembre 1971, d'un décret de grâce, signé par le président Georges Pompidou, mettant un terme à son interdiction de séjour et à la confiscation de ses biens.

Paul Touvier réapparut alors à son domicile de Chambéry, où il vit sans jamais être inquiété. Mais, dès 1972, de nombreuses protestations, contre sa grâce s'élevèrent, parmi lesquelles celle de René Cassin, prix Nobel de la Paix, tandis que plusieurs plaintes émanant d'associations de résistants sont déposées contre lui, pour « crimes contre l'humanité ». En 1975, la chambre d'accusation de Paris déclare irrecevables ces plaintes en vertu de la prescription, mais cet arrêt sera cassé en 1976. En 1979, la justice coocclat que la prescription ne s'applique pas aux crimes contre l'humanité.

Aussi, le 28 novembre 1981, Mme Martine Anzani, juge d'instruction à Paris, signala-t-elle un mandat d'arrêt contre Touvier. En février 1983, enfin, l'arrestation de Klaus Barbie suscita le dépôt d'une nouvelle plainte formulée, contre Paul Touvier, pour « crimes contre l'humanité », par la famille de Victor Basch, le président de la Ligue des droits de l'homme assassiné en 1944.

CLAUDE FRANCLION.

EN BREF

Droit d'asile refusé à quarante-sept Tamouls

Un groupe de quarante-sept Tamouls, composé en majorité de femmes et d'enfants, débarqué à l'aéroport de Roissy, dimanche 16 septembre, s'est vu refuser le droit d'asile. Le ministre de l'Intérieur a pris la décision, en vertu de l'article 12 du décret du 27 mai 1982, régissant l'entrée en France des étrangers, de les réembarquer d'Edouard Leclerc, qui s'en est pris déjà aux « monopoles » de la vente des voitures neuves et de la distribution de l'essence. « Mes prix sont de 30 % à 50 % moins chers que ceux pratiqués actuellement. Au-delà du prix, c'est aussi une question de liberté. »

La mairie de Paris, forte de la loi du 28 décembre 1904 qui confie aux municipalités l'organisation des pompes funèbres, a aussitôt annoncé qu'elle se réservait d'entamer les

Un enterrement « Leclerc » à Paris

M. Michel Leclerc a bravé le monopole des Pompes funèbres à Paris en assurant, mardi 18 septembre, le transport et l'inhumation d'un mort entre le neuvième arrondissement de la capitale et un cimetière du Val-de-Marne. « On doit pouvoir choisir son enterrement comme on choisit sa robe de mariée », affirme le frère d'Edouard Leclerc, qui s'en est pris déjà aux « monopoles » de la vente des voitures neuves et de la distribution de l'essence. « Mes prix sont de 30 % à 50 % moins chers que ceux pratiqués actuellement. Au-delà du prix, c'est aussi une question de liberté. »

La mairie de Paris, forte de la loi du 28 décembre 1904 qui confie aux municipalités l'organisation des pompes funèbres, a aussitôt annoncé qu'elle se réservait d'entamer les

procédures juridiques nécessaires pour faire respecter la loi. Toutefois, « en raison des multiples interrogations que pose sur le plan du droit tant communautaire qu'intérieur l'exercice de ce monopole », la municipalité a démissionné à M. Georges Vedel, ancien doyen de la faculté de droit, de rapporter ce dossier devant le comité consultatif du contentieux près la mairie de Paris.

L'ex-FLNC revendique trente-huit attentats

L'ex-FLNC a revendiqué dans un communiqué, le 18 septembre, trente-huit attentats commis en Corse au cours de ces derniers mois. On peut remarquer que ces actions sont non datées, et que, pour la plupart, aucune adresse n'a été précisée. Dans le passé, certains attentats avaient parfois été revendiqués deux fois. D'autre part, l'ex-FLNC dé-

clare, dans un communiqué, que la victime était « un ami de toujours de la LICRA » et « le symbole de l'Islam tolérant ». Pour la LICRA, « ce crime est un crime raciste ». « Voilà où mène le fanatisme religieux », conclut le communiqué en lançant un appel à « la tolérance et à la fraternité ».

« Fausse rentrée au collège Claude-Debussy » - Les mille élèves du collège Claude-Debussy, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), ont pas encore commencé l'année scolaire. L'équipe de direction a été renouvelée pendant les vacances et l'emploi du temps établi par l'équipe précédente s'est révélé impraticable.

L'accueil des élèves est assuré mais la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), craignant que les conditions de surveillance soient insuffisantes, a demandé aux familles de ne pas envoyer leurs enfants au collège.

« Dix-neuf prix Nobel méritent l'humanité en garde contre le catastrophe nucléaire. » - Avant une conférence sur « Le sort de la Terre », qui doit prochainement réunir à Washington les représentants de toutes les organisations écologistes et antinucléaires américaines, une déclaration, cosignée par dix-neuf prix Nobel (physique, chimie, médecine et économie), met en garde l'humanité contre le risque d'un hiver nucléaire « consécutif à l'explosion des bombes atomiques et aussi contre les dangers de la surpopulation. »



NEW YORK
aller simple 1.990 F

ORLANDO
aller simple 2.590 F

CHICAGO
aller simple 2.350 F

WASHINGTON
aller simple 1.990 F

DETROIT
aller simple 2.350 F

AS = LM. AR = APEX. Tarifs valables hiver 84/85.

TARIFS PRÉFÉRENTIELS ICELANDAIR - ALLER-RETOUR
(vois réguliers au départ de Luxembourg)

- Acheminement SNCF compris de Paris et de nombreuses villes de province.
- Ouverture d'une nouvelle destination Icelandair: **ORLANDO**, porte d'entrée du monde magique de **DISNEY WORLD**.

Demandez le tarif "Florida Special" comprenant le vol aller-retour et 1 semaine de location de voiture, à partir de 3.940 F. Vous pourrez visiter la FLORIDE en toute liberté: Epcot, Cape Canaveral, etc...

ICELANDAIR est aussi le spécialiste de l'Islande. Interrogez votre agent de voyages ou

ICELANDAIR

9, bd des Capucines 75002 Paris ☎ 742.52.26

Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et commerciales

Baccalauréat (séries A, B, C, D) Baccalauréats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

écoles lémania lausanne

3, ch. de Prévilly, Tél. 19-41/21/20 15 01, Télex 26600

LE MONDE diplomatique

SEPTEMBRE 1984

DROITS DE L'HOMME ET POLITIQUE LA FOIRE AUX LIBERTÉS

EN VENTE: 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

JAZZ

autrefois Le Monde

JOURNÉES JEUNES CRÉATEURS

PROGRAMME DISPONIBLE DANS LES TROIS FNAC, EN LIBRAIRIE, ET DANS LE NUMÉRO SPÉCIAL DU « MONDE AUJOURD'HUI » DU 22 SEPTEMBRE.

CINÉMA

autrefois Le Monde

JOURNÉES JEUNES CRÉATEURS

PROGRAMME DISPONIBLE DANS LES TROIS FNAC, EN LIBRAIRIE, ET DANS LE NUMÉRO SPÉCIAL DU « MONDE AUJOURD'HUI » DU 22 SEPTEMBRE.

LES COUPE

Epreuve de football

Bordeaux. - Comment pouvait-on être grégaire depuis deux semaines et mettre au point de ce jeu de football que Bilbao, battu la semaine dernière par les Girondins de Bordeaux (1-0), après une étonnante victoire des joueurs européens? Cette épreuve de football est-elle un spectacle de stade-vidéotronne ou un jeu d'après avoir d'être un footballer professionnel tout le temps de Bilbao sont des...

L'athlète est l'honneur de son pays, affirme M. Pedro Sanchez, le président du club athlétique de Euzkadi (1). C'est un athlète qui est devenu un héros par des Basques. Pour la victoire de l'athlète contre les autres, il faut des responsables... Cette fois-ci peut-être aide les joueurs de Bilbao à se surpasser pour mieux jouer les Basques, comme elle les avait aidés à remporter le championnat national consécutif en gagnant la Coupe d'Espagne au départ des richesses de Real de Madrid et Football Club de Barcelone.

Depuis la création du club en 1910, par des marins et ingénieurs, les athlètes venus exploiter les mines de fer de Biscaye, les seuls à avoir porté le maillot de l'athlète (sans «a», car le «a» signifie «hispanique») ont été les seuls à débuter le club. L'inspiration de ses premiers entraîneurs est un défi pour le club et les joueurs «hispaniques» de l'équipe, l'entraîneur.

Identité

Pour partir en part avec le Real Sociedad de San-Sebastian, champion d'Espagne 1981 et 1982, les athlètes ont travaillé en particulier avec tous les clubs de Bilbao. Plus de cent cinquante athlètes se sont engagés à jouer dans les meilleurs espoirs à l'étranger. Ils ont incorporé dans leur équipe des jeunes ou les joueurs de carrière professionnelle de l'école de formation de l'athlète.

Même dans ce pays fin par les entraîneurs assignés. Le Pays basque a organisé un compte à peine de 10 millions d'habitants pour les provinces (Aïrva, Bizkaia, Guipuzcoa) ne pourra pas posséder la meilleure équipe d'Espagne si les conditions nécessaires de l'athlète ne

LA VICTOIRE DE PARIS

Susic l'éc

Devant les résultats décevants de son équipe, M. Franco Esté, le président du Paris Saint-Germain, avait tenté, mais en vain, de prendre des sanctions à ses joueurs ne faisant pas à l'heure «à leur métier. Vain à plus d'un titre pour sa nonchalance et parfois sa médiocrité. Susic a-t-il entendu le président? Comment expliquer autrement l'étonnante performance réalisée par le Yougoslave à l'occasion du match qui l'a vu parisienne à pied et gagné 4-0, mercredi 19 septembre au Parc des Princes, en Coupe de l'UEFA (Union européenne des associations de football) contre Hearts of Midlothian (Ecosse)?

Susic est le star du football parisien. Acheté il y a deux ans à un prix de 10 millions de dollars, son contrat est de 10 millions de dollars. Sur le terrain, il est toujours en action, pas toujours son talent avec la rigueur du professionnel. « Trop paresseux », disent certains.

Le PSG devrait-il pour autant passer de son génie sous pression que le Yougoslave n'a pas dans le terrain une activité débordante? Les Ecosseis ne sont pas encore revenus de leur mése-

MODE

autrefois Le Monde

JOURNÉES JEUNES CRÉATEURS

PROGRAMME DISPONIBLE DANS LES TROIS FNAC, EN LIBRAIRIE, ET DANS LE NUMÉRO SPÉCIAL DU « MONDE AUJOURD'HUI » DU 22 SEPTEMBRE.

501 من الاصل

صباحنا من الامل

SPORTS

LES COUPES D'EUROPE DE FOOTBALL

Epreuve de force basque pour les Girondins

Bordeaux. — Comment pouvait-on être gréviste depuis deux semaines et mettre autant de cœur à l'ouvrage que les footballeurs de l'Athletic de Bilbao, battus in extremis (3-2) par les Girondins de Bordeaux, après une empoignade digne des géants européens ? C'est un symbole de la ténacité et du caractère des Basques, et nous ne voulons qu'il soit défendu seulement par des Basques. Porter les couleurs de l'Athletic confère un énorme sens des responsabilités aux jeunes.

Cette foi a peut-être aidé les joueurs de Bilbao à se surpasser pour résister puis inquiéter les Bordelais, comme elle les avait aidés l'été dernier à remporter leur deuxième titre national consécutif tout en gagnant la Coupe d'Espagne aux dépens des richesissimes Real de Madrid et Football Club de Barcelone.

Depuis la création du club en 1898, par des marins et ingénieurs britanniques veus exploiter les mines de fer de Biscaye, les seuls non-Basques à avoir porté le maillot de l'Athletic (sans « o », car le nom n'a jamais été hispanisé) ont été les Anglais au début du siècle.

Cette limitation à un recrutement régional est un défi pour le club et pour les joueurs », estime Xavier Clemente, l'entraîneur.

Identité

Pour tenir ce pari avec la Real Sociedad de San-Sebastian, championne d'Espagne 1981 et 1982, qui suit la même politique, l'Athletic de Bilbao doit travailler en parfaite complicité avec tous les clubs de Biscaye. Plus de cent cinquante d'entre eux se sont engagés à confier leurs meilleurs espoirs à l'Athletic, qui peut les incorporer dans ses équipes de jeunes ou les préparer à une carrière professionnelle dans son centre de formation à Lezama.

Même passé au peigne fin par les recruteurs espagnols, le Pays basque espagnol, qui compte à peine plus de deux millions d'habitants dans ses trois provinces (Alava, Biscaye et Guipuzcoa) ne pourrait s'enorgueillir de posséder la meilleure équipe d'Espagne si les entraîneurs successifs de l'Athletic ne

De notre envoyé spécial

veillaient pas à cultiver, voire à exacerber, l'identité basque.

« Notre mode de recrutement ne nous permettrait pas de disposer des meilleurs techniciens du football espagnol reconnaît Xavier Clemente. Il nous faut donc miser sur l'amour du maillot : la force et la violence sont des vertus ancestrales de notre peuple ».

De fait, le football pratiqué par les Basques est plus britannique que latin, avec l'engagement physique, les longues passes et le jeu de tête qui le caractérisent. « C'est aussi un choix objectif, précise l'entraîneur, car il pleut presque tout à Bilbao qu'en Angleterre, et ce football est adopté au terrain boueux et lourd ».

Pour les Bordelais, cette épreuve de force pouvait être d'autant plus redoutable que, parmi les vingt clubs de la première division française, l'effectif des Girondins se distingue en moyenne par la plus petite taille (1,74 m) et le poids le plus faible (69 kg). Les champions de France ont, il est vrai, d'autres atouts, comme la maîtrise technique, la spontanéité, les scolarisations de leur carré d'as en milieu de terrain.

Hélas ! les Girondins étaient privés pour ce premier choc européen de leurs deux héros de l'Euro 84, Jean Tigana (douleurs aux muscles adducteurs) et le Portugais Fernando Chalana (élongation à une cuisse). Comme Alain Giresse, étroitement marqué par de André, n'était pas dans un bon jour, les Bordelais ont éprouvé en première mi-temps bien des difficultés pour trouver une faille dans le bloc défensif adverse. Dieter Müller y parvenait bien à la vingt-cinquième minute, mais la joie de Bordeaux sera de courte durée. Profitant d'un petit relâchement des Girondins, les Basques égalisaient moins de deux minutes plus tard, par Endika.

Cette réussite allait encourager les footballeurs de Bilbao à sortir de leur réserve défensive en début de deuxième mi-temps. Plus déterminés dans leurs actions, ils avaient pris le jeu à leur compte quand Patrick Battiston, bien lancé par Müller, exploitait un contre pour redonner l'avantage à son équipe à la soixantième minute. Le plus beau coup de théâtre survint neuf minutes plus tard, quand

Julio Salinas profitait d'une mésaventure entre Battiston et son gardien de but Dominique Dropsy sur un ballon lancé en profondeur pour s'emparer et égaliser une deuxième fois.

Dès lors, tout devenait possible dans cette fin de match totalement débridée, où les deux équipes recherchaient tour à tour le KO. C'est Battiston qui trouva le chemin de l'ouverture, en expédiant une superbe transversale à destination de Bernard Lacombe, dont la reprise de volée, à la soixante-dix-neuvième minute, donna un avantage, cette fois définitif, aux Bordelais.

Les Basques auraient sans doute mérité un meilleur sort, mais il leur reste encore quatre-vingt-dix minutes, le 3 octobre, à Bilbao, pour renverser la situation dans leur « cathédrale » de San Mames, où seul un petit miracle pourrait sauver les Bordelais de l'élimination au premier tour de la Coupe d'Europe des clubs champions.

GERARD ALBOUY.

(1) Nom du pays basque dans la langue basque.

LES PRINCIPAUX RÉSULTATS DU PREMIER TOUR

(Matchs aller)
COUPE DES CLUBS CHAMPIONS
*Bordeaux (Fr.) b. Bilbao (Esp.), 3-2 ; Juventus Turin (It.) b. Tampere (Finl.), 4-0 ; Liverpool (Ang.) b. Poznan (Pol.), 1-0 ; *Etoile rouge Belgrade b. Benfica Lisbonne (Port.), 3-2.

COUPE DES VAINQUEURS DE COUPE
*Barcelone (Esp.) b. Metz (Fr.), 4-2.

COUPE DE L'UEFA
*Paris-SG (Fr.) b. Heart of Midlothian (Eco.), 4-0 ; *Sporting Lisbonne (Port.) b. Auxerre (Fr.), 2-0 ; *Moussa et CSK Sofia (Bulg.), 2-2.

CYCLISME. — Le Belge, Eric Vanderaerden a gagné, mercredi 19 septembre, Paris-Bruxelles au sprint devant le Français Charles Mottet, vainqueur du Tour de l'Avenir et l'Irlandais Sean Kelly.

RELIGION ÉDUCATION

Le pape défend vigoureusement les droits des Indiens du Canada

De notre envoyé spécial

Ottawa. — Arrivé le 19 septembre dans la capitale fédérale pour les deux derniers jours de son voyage canadien, sous un soleil radieux, Jean-Paul II a remonté le canal Rideau par bateau pour se rendre au centre de la ville. S'adressant dans la soirée aux membres du gouvernement et au corps diplomatique, le pape les a invités à être « les défenseurs d'une conception nouvelle de l'humanité, une conception qui n'envisage pas seulement les problèmes de société en fonction des équations économique, technique ou politique, mais en fonction des personnes vivantes, des êtres humains créés à l'image et à la ressemblance de Dieu ».

La veille, Jean-Paul II avait dû renoncer à rencontrer à nouveau les Indiens des territoires du Nord-Ouest. Faute de pouvoir se rendre à Fort-Simpson — son avion n'ayant pu atterrir à cause de mauvais temps — il a dû se résigner à parler aux Indiens et aux Inuits par le truchement de la télévision.

« Aujourd'hui, leur a-t-il dit, je veux proclamer cette liberté nécessaire à une mesure juste et équitable d'auto-détermination dans votre vie, en tant qu'autochtones. Avec l'appui de toute l'Eglise, je proclame tous vos droits et les obligations qui en découlent et aussi je condamne l'oppression physique, culturelle et reli-

gieuse et tout ce qui vous priverait, vous ou tout autre groupe, de ce qui lui appartient en droit. La position de l'Eglise est claire : les individus ont le droit de participer aux décisions de la vie publique qui touchent leur propre vie. La participation constitue un droit qui s'étend aux domaines économique, social et politique. Ce principe vaut pour tous. Il s'applique de façon particulière à vous, les autochtones, alors que vous vous efforcez de prendre le pape qui vous revient de droit parmi les peuples de la terre, avec une mesure juste et équitable d'autonomie. Pour vous, une base territoriale dotée de ressources suffisantes est également nécessaire, afin de développer une économie viable pour les générations présentes et futures ».

Cette prise de position, que certains ont comparée au « Vive le Québec libre ! » du général de Gaulle a été prononcée en connaissance de cause, puisque le pape a ajouté : « Je sais que des pourparlers sont en cours avec le gouvernement fédéral et que les parties en cause ont fait preuve de beaucoup de bonne volonté. C'est mon espoir et ma prière que des résultats satisfaisants puissent être obtenus ».

ALAIN WOODROW.

NOMINATION DE PROFESSEURS D'UNIVERSITÉ

Sont nommés professeurs des universités par décret publié au Journal officiel du 19 septembre :

● Lettres et sciences humaines : M^{me} Simone Delesalle, née Renaudat (linguistique, Paris VIII), Françoise Lügassy, née Toulouse (psychologie, Nancy II), M^{me} Judith Bates (anglais, Chambéry), M. André Rousseau (allemand, Bordeaux III).

● Droit, sciences politiques, économiques et de gestion : — Droit privé : M^{me} Joanna Schmidt, née Szalewski (Dijon), MM. Jean Deveze (Toulouse I), Gérard Champenois (Paris II), Paul Le Cannu (Bordeaux I), Jean-Jacques Daigre (Poitiers), Patrick Courbe (Rouen).

— Sciences de gestion : M^{me} Françoise Roure (ENSET), MM. Bernard de Montmorillon (Dijon), Alain Desreumaux (Lille II), Jean-Louis Malo (Poitiers), Alain Courret (Toulouse I).

— Droit public : M^{me} Monique Chemillier, née Geodrezo (Paris VII), MM. Bruno Kornprobst (Dijon), Patrick Joillard (Paris I), Jean-Pierre Queneudoc (Paris I).

— Science économique : M. Roger Frydman (Paris X).

D'autre part, M. Mielbel de Certeau est nommé directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

cours avec explications en français

Documentation gratuite : ÉDITIONS DISQUES BBCM, 8, rue de Berni - 75008 Paris

Lisez

L'ÉDUCATION

JOURNÉES JEUNES CRÉATEURS

25 30

AU

SEPTEMBRE

PROGRAMME DISPONIBLE DANS LES TROIS FNAC, EN LIBRAIRIE, ET DANS LE NUMÉRO SPÉCIAL DU "MONDE AUCOURD'HUI" DU 22 SEPTEMBRE. RENSEIGNEMENTS : 633.12.84.

autrement Le Monde

LA VICTOIRE DE PARIS-SAINT-GERMAIN

Susic l'artiste

Devant les résultats décevants de son équipe, M. Francis Borelli, le président du Paris-Saint-Germain, avait tenté, menacé de prendre des sanctions si ses joueurs ne réussissaient pas à l'avenir mieux leur métier. Vain plus d'un titre pour sa nonchalance et parfois sa médiocrité. Stéfano Susic s'est entendu le président ? Comment expliquer autrement l'étonnante performance réalisée par le Yougoslave à l'occasion du match qui l'équipe parisiennaise a joué et gagné (4-0), mercredi 19 septembre au Parc des Princes, en Coupe de l'UEFA (Union européenne des associations de football) contre Heart of Midlothian (Ecosse).

Susic est le star du football parisien. Acheté il y a deux ans à prix d'or par le PSG, il se fait, dit-on, payer en dollars. Sur le terrain, ce petit gabarit n'exerce pas toujours son talent avec la rigueur du professionnel. « Trop payé », disent certains.

Le PSG devrait-il pour autant se passer de son génie sous prétexte que le Yougoslave n'a pas sur le terrain une activité débordante ? Les Ecosseis ne sont pas encore revenus de leur mése-

ture, au point qu'ils ont souvent employé la manière forte pour contraindre le Yougoslave.

A tout le moins, Susic leur a joué de mauvais tours. Deux au cours de chaque période : d'abord, d'une pichenette, il expédie un coup franc dans le but écossais à la manière de Michel Platini, avant d'apporter sa contribution au deuxième but de Dominique Rocheteau. Le Yougoslave n'en resta pas là, il ajouta, en tant dans la foulée, un troisième but au crédit de son équipe avec la complicité de Toko ; il donna enfin sur un plateau à l'Autrichien Niederbacher un ballon que ce dernier transforma en quatrième but. La boucle était bouclée.

Sans doute, les Ecosseis n'étaient-ils, selon l'expression de Dominique Berthemy, qu'une « bonne équipe de deuxième division » ; ils auront néanmoins redonné aux Parisiens la confiance qui leur manquait depuis le début de la saison, et permis à un artiste de donner la pleine mesure des ses possibilités.

GILLES MARTINEAU.

PRINTEMPS

Hausmann/Nation Paris/2/Valky/2/Italie République/Temas

LE SAC CARTABLE

Sac cartable, grain astrakan PVC, garniture cuir.

225 F

LE SCOOP DU JOUR!

LES SCOOPS DU PRINTEMPS

DE LA MILICE A LYON

Un lycéen serait mort

Un lycéen serait mort... (Text is very faint and partially obscured by the left margin)

DE LA FRANCE

MA

JOURNÉES JEUNES CRÉATEURS

MA... (Text is very faint and partially obscured by the left margin)

JOURNÉES JEUNES CRÉATEURS

MODE

MODE... (Text is very faint and partially obscured by the left margin)

ENVIRONNEMENT

La RFA tranche en faveur de l'essence sans plomb dès 1988

Le gouvernement français a réagi vigoureusement à l'initiative allemande

L'extension des dégâts aux forêts par les « pluies acides » — surtout sensibles dans les massifs résineux d'Europe centrale — pousse actuellement les gouvernements à prendre une série de mesures pour limiter la pollution atmosphérique, notamment celle due aux gaz d'échappement des moteurs. Le 12 septembre, la Suisse a décidé de limiter la vitesse de la circulation automobile sur tout son territoire à compter du 1^{er} janvier 1985 (80 kilomètres-heure sur route et 120 kilomètres-heure sur autoroute). En outre, une vignette est instituée pour les automobilistes étrangers qui emprunteront le réseau à grande vitesse (autoroutes et « semi-autoroutes »).

En Savoie et en Grande-Bretagne, des rapports officiels viennent d'être publiés attirant aussi l'attention sur les risques que font courir aux forêts, aux lacs... et aux hommes les émissions sans frein de gaz

Bonn. — Tous les véhicules à essence vendus sur le marché allemand doivent obligatoirement à partir du 1^{er} juillet 1988 pour les autres, satisfaire à de sévères normes antipollution, calculées sur celles déjà en vigueur aux États-Unis et au Japon. Ils devront consommer de l'essence sans plomb et être équipés de catalyseurs à trois voies, seule technologie actuellement disponible. Les conducteurs qui achèteront de tels véhicules à partir du 1^{er} juillet 1985 se verraient par ailleurs accorder des avantages fiscaux.

Adoptées par le gouvernement ouest-allemand le mercredi 19 septembre à l'issue d'un débat qui a suscité les passions, ces mesures sont le fruit d'un compromis. Les autorités allemandes espèrent que le délit finalement retenu dissuadera les pays européens de lancer une action pour entraver aux règles de la CEE. Le premier ministre français, M. Laurent Fabius, avait adressé mercredi matin un message qualifié de mesuré au chancelier Kohl pour lui demander de tenir compte des problèmes de ses partenaires européens.

En RFA, le délai accordé aux constructeurs a été la cible immédiate des partis de l'opposition. A la demande des sociaux-démocrates et des Verts, le Bundestag devait consacrer ce jeudi une séance de questions d'actualité à ce sujet. Pour sa part, l'industrie automobile qui a tout fait pour retarder les échéances a réagi avec une certaine prudence, tout en rappelant qu'il lui paraissait dangereux commercialement de s'aventurer sur cette voie sans être

polluants émanant aussi bien de la circulation automobile que de l'industrie.

Mais c'est en Allemagne fédérale que les décisions prises, le 18 septembre, pour l'adoption progressive de l'essence sans plomb sont le plus spectaculaires. Poussé par le fort lobby des députés « verts » du Bundestag, le gouvernement fédéral a rompu la politique communautaire et pris la décision unilatérale de convertir son parc automobile à l'essence sans plomb dès 1988.

Le gouvernement français, par la voix de M. Laurent Fabius, a vigoureusement réagi à cette initiative. Les constructeurs français ne sont pas prêts à cette conversion. Plus que l'opinion publique, est sensible en France au problème des pluies acides — dont les dégâts sont encore limités — et surtout attachée à la conduite nerveuse perçue par le super-...

De notre correspondant
assuré de voir les autres pays de la CEE s'y engager en même temps.

L'introduction des catalyseurs et de l'essence sans plomb doit permettre de diminuer de 80 à 90 % les émissions des trois principaux polluants rejetés dans l'atmosphère par les véhicules à essence : monoxyde de carbone, hydrocarbures et oxydes d'azote. Selon une plaquette officielle publiée en juin dernier à Bonn, 55 % environ des oxydes d'azote et 39 % des hydrocarbures émis en RFA proviennent des gaz d'échappement. Les oxydes d'azote jouent un rôle crucial dans la destruction des forêts, véritable drame national outre-Rhin. Ils contribuent à la formation des pluies acides et ont la propriété, sous l'effet de la lumière, de dégager de l'ozone, gaz particulièrement nocif pour la végétation. Les monoxydes de carbone sont considérés pour leur part comme des gaz cancérogènes. Quant au plomb, il constitue un danger pour l'organisme humain. Des études menées aux États-Unis sur des échantillons de population ont montré que les mesures antipollution avaient réduit de 37 % en quatre ans la quantité de plomb accumulé dans le sang des individus.

Arbitrage difficile
L'arbitrage du chancelier Kohl constitue un revers pour son ministre de l'Intérieur chargé des problèmes d'environnement, M. Friedrich Zimmermann (CSU). Celui-ci s'était fait le champion de l'introduction des normes restrictives dès 1986, puis

s'était battu pour des mesures d'incitation beaucoup plus importantes que celles finalement retenues. Il s'est heurté sur ce point à l'opposition déterminée de son collègue des finances, M. Stoltenberg (CDU). Les exonérations fiscales ont été calculées pour représenter en moyenne 3 000 DM (environ 9 000 F) pour des véhicules achetés avant 1987, alors que le coût supplémentaire des catalyseurs est estimé à 1 200 DM. La taxe automobile, qui s'élevait actuellement à 14,40 DM par an et par 100 cm³, sera portée à 18 DM pour les véhicules non équipés achetés jusqu'à la fin de 1985 et à 21 DM au-delà.

Jusqu'au dernier moment, le chancelier Kohl a été tirillé par les contradictions de son majorité, divisée sur l'urgence des mesures à prendre, les uns faisant valoir que la gravité de la pollution ne permettait plus l'attente, les autres donnant la priorité aux considérations économiques. Le Bundestag lui-même avait voté, en février dernier, une résolution exigeant l'introduction obligatoire des nouvelles normes dès 1986. Le chancelier avait préféré retarder le moment de trancher, s'opposant une nouvelle fois aux critiques de ceux qui l'accusaient d'être incapable de prendre des décisions rapides. Il a laissé ainsi se développer une controverse qui n'a pas amélioré l'image de la coalition. Les partenaires européens qui ont refusé de se laisser convaincre par la gravité des problèmes de pollution atmosphérique en Allemagne fédérale, ne lui ont pas facilité la tâche. L'Italie et la France font à cet égard figures d'accusés principaux.

HENRI DE BRESSON.

La France souhaite que la question de la pollution atmosphérique soit étudiée dans son ensemble

M. Laurent Fabius a écrit le 19 septembre à M. Helmut Kohl, chancelier de la République fédérale d'Allemagne, pour le mettre en garde contre les conséquences d'une décision isolée de la RFA sur l'introduction d'essence sans plomb et de pots d'échappement à catalyseur. Si la teneur de la lettre du premier ministre français n'a pas été révélée, l'argumentaire de la France a fait l'objet d'un communiqué de M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat chargé de l'énergie.

La France, dit-il, « souhaite que soit pris en compte avec le problème de la pollution automobile, celui de la pollution atmosphérique globale et de sa responsabilité dans le phénomène des pluies acides ». Une manière de dire que les contrats au charbon de l'Allemagne de l'Ouest sont plus polluants que les automobiles, alors que les centrales nucléaires françaises sont peu nocives, en fonctionnement normal. Paris soutient en outre depuis longtemps que les émissions des véhicules allemands seraient moindres si la vitesse était limitée dans ce pays comme elle l'est en France.

En fait, ce cache dans ces prises de position la crainte que la France soit fortement pénalisée — chez des constructeurs automobiles comme pour ses raffineries — si seules les mesures concernant l'essence sans plomb et le catalyseur étaient adoptées à Bruxelles (voir le dossier consacré à ce sujet dans le supplément du Monde daté 27-28 mai 1984). Elle aurait alors à investir beaucoup plus fortement que l'Allemagne. M. Malvy reconnaît cependant que l'Allemagne fédérale ne fait qu'anticiper « sur les résultats des travaux en cours au niveau communautaire ». Les ministres de l'environnement de la CEE étaient en effet convenus le 28 juin de mettre sur le marché à partir de 1989 de l'essence sans plomb. Ils avaient même admis que les pays qui le désiraient pourraient avancer cette date à partir de 1985 (voir 1^{er} juillet).

M. Malvy ne s'en déclare pas moins « défavorable à des décisions unilatérales qui, en l'absence d'une position commune sur les données techniques du dossier, risqueraient d'aboutir à un fractionnement du marché ».

B. D.

DEUX AVANTAGES

L'introduction de l'essence sans plomb présente deux avantages distincts. Elle permet, d'abord, de réduire le taux de plomb en circulation, ce qui améliore les conditions d'hygiène des hommes. Le plomb est toxique à haute dose — le cas extrême étant le saturnisme. Il s'accumule dans le sang, les dents, les os, et provoque des troubles du comportement, notamment chez les jeunes enfants. Mais la société du plomb est difficile à déterminer car on ne connaît pas le seul critère d'accumulation de plomb dans l'organisme. En outre, les prises de sang ne donnent qu'une indication approximative sur la plumbémie, étant donné que le plomb se fixe surtout sur les os.

L'autre avantage de l'essence sans plomb, c'est de permettre l'installation de catalyseurs sur les conduits d'échappement des moteurs, ces fameux « pots catalytiques » qui détruisent les hydrocarbures imbrûlés, les oxydes d'azote, le dioxyde de soufre et tous ces gaz polluants susceptibles de détruire les forêts par accumulation de sels. Les pots catalytiques ne peuvent pas fonctionner avec de l'essence plombée car le plomb encrasse très rapidement les catalyseurs.

LE CARNET DU Monde

Décès

— Le 17 septembre 1984 est décédé

M. Paul **AUCHATRAIRE**, ingénieur ECP.

Selon sa volonté, son corps a été remis à la faculté de médecine.

De la part des familles Auchattraire et Blanc.

23, rue Henri-Tiercé, 92130 Issy-les-Moulineaux.

— Paris. Meylan (Isère).

Les familles Gérard et Guy Barthélémy ont le douleur de faire part du décès de

M. Julien **BARTHÉLÉMY**,

leur père,

à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Les obsèques civiles ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 20 septembre 1984.

— M. et M^{me} Jean Elissabide et leurs enfants,

M. Pierre Elissabide, M. et M^{me} Yves Henry et leur fils. Ses enfants et petits-enfants. Ainsi que toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} HÈRNE **BIDEGAIN-ELISSABIDE**,

survenue le 18 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques seront célébrées à Paris le 21 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-Jacques, sa paroisse, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35, rue Croix-de-Fer, 78100 Saint-Germain-en-Laye. Ambassade des États-Unis, Kharoum, Soudan. Rue de la Cabrière, 33240 Saint-André-de-Cubzac.

— Toute sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

docteur **Alain CALO**,

survenu à Princeton, le 17 septembre 1984.

— M^{me} William Cargill, son épouse, M. et M^{me} Robert Glaeszer, M. et M^{me} Roger-William Cargill et leurs fils, M. et M^{me} Guy Cargill et leurs fils, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Marcel Bage-Castron, M^{me} Maurice Cargill, ses sœurs et beaux-frères,

Les familles Bage-Castron, Cargill, Marchegay, Jany et Dreyer, ont la douleur de faire part du décès de

M. **William CARGILL**, architecte DPLG,

voynote de l'academie de la Ville de Paris, croix de guerre 1914-1918, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques,

survenu le 18 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité en Vendée.

Une cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 3 octobre, à 14 h 30, en l'église réformée du Saint-Esprit, 4, rue Roqueton, Paris-8^e.

M. et M^{me} M. et M^{me} G. ont la douleur de faire part de la mort de

M. **Jean-Louis SINGER**, 78 ans, survenu le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Saint-Maur.

Les obsèques auront lieu en l'église paroissiale de la Trinité, le vendredi 21 septembre 1984, à 10 heures.

— M^{me} Irène et Liliane Singer, ses filles, M. et M^{me} Léon Szalayzanski, son frère et sa belle-sœur. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **MICHEL STANESCO**, née Magda Dragas,

survenue le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Saint-Maur.

Les obsèques auront lieu en l'église paroissiale de la Trinité, le vendredi 21 septembre 1984, à 10 heures.

— M^{me} Irène et Liliane Singer, ses filles, M. et M^{me} Léon Szalayzanski, son frère et sa belle-sœur. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **MICHEL STANESCO**, née Magda Dragas,

survenue le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Saint-Maur.

Les obsèques auront lieu en l'église paroissiale de la Trinité, le vendredi 21 septembre 1984, à 10 heures.

— M^{me} Irène et Liliane Singer, ses filles, M. et M^{me} Léon Szalayzanski, son frère et sa belle-sœur. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **MICHEL STANESCO**, née Magda Dragas,

survenue le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Saint-Maur.

Les obsèques auront lieu en l'église paroissiale de la Trinité, le vendredi 21 septembre 1984, à 10 heures.

— M^{me} Irène et Liliane Singer, ses filles, M. et M^{me} Léon Szalayzanski, son frère et sa belle-sœur. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **MICHEL STANESCO**, née Magda Dragas,

survenue le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Saint-Maur.

Les obsèques auront lieu en l'église paroissiale de la Trinité, le vendredi 21 septembre 1984, à 10 heures.

Remerciements

— Marie-Claire, née Larvor, son épouse, ses enfants et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **CHEVALLIER**,

survenue le 19 septembre 1984, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Une messe sera célébrée en la chapelle de l'hôpital du Calvaire, le vendredi 21 septembre, à 9 heures.

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière de Gap après une messe, à 15 heures, en la cathédrale.

Les condoléances seront reçues sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les familles Busières, Isker et Alençon, ont la douleur de faire part du décès de leur père et grand-père,

Gaston **PETIT**, professeur honoraire des Arts appliqués à Paris,

survenu le 18 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées à Paris le 21 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-Jacques, sa paroisse, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35, rue Croix-de-Fer, 78100 Saint-Germain-en-Laye. Ambassade des États-Unis, Kharoum, Soudan. Rue de la Cabrière, 33240 Saint-André-de-Cubzac.

— Toute sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

docteur **Alain CALO**,

survenu à Princeton, le 17 septembre 1984.

— M^{me} William Cargill, son épouse, M. et M^{me} Robert Glaeszer, M. et M^{me} Roger-William Cargill et leurs fils, M. et M^{me} Guy Cargill et leurs fils, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Marcel Bage-Castron, M^{me} Maurice Cargill, ses sœurs et beaux-frères,

Les familles Bage-Castron, Cargill, Marchegay, Jany et Dreyer, ont la douleur de faire part du décès de

M. **William CARGILL**, architecte DPLG,

voynote de l'academie de la Ville de Paris, croix de guerre 1914-1918, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques,

survenu le 18 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité en Vendée.

Une cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 3 octobre, à 14 h 30, en l'église réformée du Saint-Esprit, 4, rue Roqueton, Paris-8^e.

M. et M^{me} M. et M^{me} G. ont la douleur de faire part de la mort de

M. **Jean-Louis SINGER**, 78 ans, survenu le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Saint-Maur.

Les obsèques auront lieu en l'église paroissiale de la Trinité, le vendredi 21 septembre 1984, à 10 heures.

— M^{me} Irène et Liliane Singer, ses filles, M. et M^{me} Léon Szalayzanski, son frère et sa belle-sœur. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **MICHEL STANESCO**, née Magda Dragas,

survenue le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Saint-Maur.

Les obsèques auront lieu en l'église paroissiale de la Trinité, le vendredi 21 septembre 1984, à 10 heures.

— M^{me} Irène et Liliane Singer, ses filles, M. et M^{me} Léon Szalayzanski, son frère et sa belle-sœur. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **MICHEL STANESCO**, née Magda Dragas,

survenue le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Saint-Maur.

Les obsèques auront lieu en l'église paroissiale de la Trinité, le vendredi 21 septembre 1984, à 10 heures.

— M^{me} Irène et Liliane Singer, ses filles, M. et M^{me} Léon Szalayzanski, son frère et sa belle-sœur. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **MICHEL STANESCO**, née Magda Dragas,

survenue le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Saint-Maur.

Les obsèques auront lieu en l'église paroissiale de la Trinité, le vendredi 21 septembre 1984, à 10 heures.

— M^{me} Irène et Liliane Singer, ses filles, M. et M^{me} Léon Szalayzanski, son frère et sa belle-sœur. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **MICHEL STANESCO**, née Magda Dragas,

survenue le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Services religieux

— M^{me} Jacques Lemaigre-Dubreuil, M. et M^{me} Wilhem Zaeharias, M^{me} Patricia, Yolande, Viviane Lemaigre-Dubreuil, Le comte et la comtesse Baudouin de Moustier

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **JEAN-PIERRE LEMAIGRE-DUBREUIL**,

survenu le 18 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées à Paris le 21 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-Jacques, sa paroisse, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

35, rue Croix-de-Fer, 78100 Saint-Germain-en-Laye. Ambassade des États-Unis, Kharoum, Soudan. Rue de la Cabrière, 33240 Saint-André-de-Cubzac.

— Toute sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de

docteur **Alain CALO**,

survenu à Princeton, le 17 septembre 1984.

— M^{me} William Cargill, son épouse, M. et M^{me} Robert Glaeszer, M. et M^{me} Roger-William Cargill et leurs fils, M. et M^{me} Guy Cargill et leurs fils, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Marcel Bage-Castron, M^{me} Maurice Cargill, ses sœurs et beaux-frères,

Les familles Bage-Castron, Cargill, Marchegay, Jany et Dreyer, ont la douleur de faire part du décès de

M. **William CARGILL**, architecte DPLG,

voynote de l'academie de la Ville de Paris, croix de guerre 1914-1918, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Palmes académiques,

survenu le 18 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité en Vendée.

Une cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 3 octobre, à 14 h 30, en l'église réformée du Saint-Esprit, 4, rue Roqueton, Paris-8^e.

M. et M^{me} M. et M^{me} G. ont la douleur de faire part de la mort de

M. **Jean-Louis SINGER**, 78 ans, survenu le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Saint-Maur.

Les obsèques auront lieu en l'église paroissiale de la Trinité, le vendredi 21 septembre 1984, à 10 heures.

— M^{me} Irène et Liliane Singer, ses filles, M. et M^{me} Léon Szalayzanski, son frère et sa belle-sœur. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **MICHEL STANESCO**, née Magda Dragas,

survenue le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Saint-Maur.

Les obsèques auront lieu en l'église paroissiale de la Trinité, le vendredi 21 septembre 1984, à 10 heures.

— M^{me} Irène et Liliane Singer, ses filles, M. et M^{me} Léon Szalayzanski, son frère et sa belle-sœur. Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} **MICHEL STANESCO**, née Magda Dragas,

survenue le 17 septembre 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 21 septembre, à 9 h 30, en l'église Saint-Nicolas de Saint-Maur.

Les obsèques auront lieu en l'église paroissiale de la Trinité, le vendredi 21 septembre 1984, à 10 heures.

— M^{me} Irène et Liliane Singer,

INFORMATIONS « SERVICES »

سكنا من الالهل

RÉTROMANIE

L'OUVERTURE DE LA XII^e BIENNALE DES ANTIQUAIRES

Un décor de prix

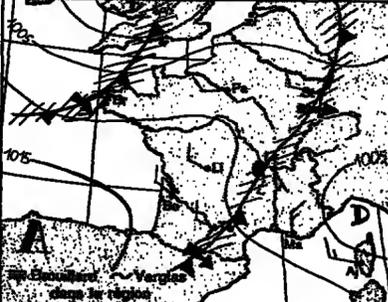
L'inauguration de la XII^e Biennale internationale des antiquaires, au Grand Palais, le 19 septembre, avait lieu au profit de la Fondation pour la recherche médicale française. Les cartons, plus démocratiquement que de coutume, pouvaient donc être acquis par tous, et pour trois cents cinquante francs... Aussi l'âge des participants était-il plutôt d'époque, et quelquefois de haute époque. Le prix inclut un buffet. La luxueuse et l'ensemble était juste troublé par les formidables effluves de parfums contradictoires. Cette douzième Biennale réunit quelque cent trente exposants venus pour la plupart des meilleurs quartiers de Paris mais aussi, et en bon nombre, de Belgique ou des Pays-Bas ou, en touches légères, de Grande-Bretagne et d'Italie. Si tous les meilleurs n'y sont pas, ceux qui y sont comptent parmi les meilleurs, ou les plus réputés, parmi les plus riches en tout cas car le prix d'un stand est très élevé. D'autant plus élevé que la décoration, ou l'architecture d'intérieur comme on dit cérémonieusement, joue ici un rôle considérable, et davantage encore que les années passées. La décoration intervient d'abord à l'échelle du Grand Palais dont les 13 000 mètres carrés, généralement pourvus de respirations, rues et avenues, jardins aussi sophistiqués qu'éphémères, sont couverts sur le mode pyramidal par un déluge de tissus orangé dont un curieux effet est de rappeler les douloureuses amies du Douanier-Rousseau, l'exposition voisine. Elle intervient aussi dans chaque stand, où les meubles, les objets, les tableaux, les bijoux sont disposés suivant des mises en scène qui peuvent être très élaborées. L'ensemble, sans même s'attacher au détail est à cet égard impressionnant. Le détail et l'essentiel, ce sont évidemment ces meubles transformés par les soins conjugués des verriers, des restaurateurs, des experts, pour atteindre le niveau des prix : ce sont des tapisseries sans le moindre accro, des tapis si propres qu'on s'en ferait des draps. Et des tableaux qui semblent tomber tout droit du chevalet. A peu d'exception près, chez les marchands, et si l'on ne tient pas compte d'une ou deux galeries, les tableaux n'ont d'ailleurs pas la qualité des meubles. On s'étonne du nombre effarant des Bruegels même si l'on en fait la famille praxilla, comme un s'étonne de la primauté des meubles et objets du dix-huitième siècle. Mais cela respecte en somme les lois, les modes ou les vérités du marché. FRÉDÉRIC EDELMANN. * Jusqu'au 7 octobre, de 11 à 23 heures, le dimanche, de 10 à 20 heures. Entrée : 35 F.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20. 9.84 A 0 h GMT.



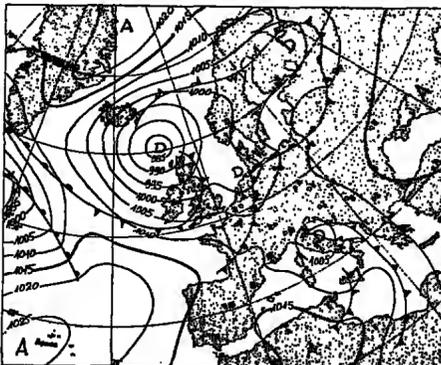
PRÉVISIONS POUR LE 21-09-84 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 20 septembre à 0 heure et le vendredi 21 septembre à 24 heures.

La France restera sous l'influence d'une dépression en mer du Nord. Cette dépression dirige sur notre pays des perturbations. Une première peu active traversera la moitié nord jeudi en ne donnant que de petites pluies éparées. Vendredi, le temps sera frais et méditerranéen sur l'ensemble du pays. Une zone de temps pluvieux abordera dès le matin les côtes de la Manche pour se décaler et recouvrir en cours de journée toute la moitié nord. Le temps restera couvert. Sur la moitié sud, un ciel nuageux avec des averse passagères le matin s'intensifiera en arrivant sur la Corse et le sud des Alpes. Après une éclaircie les cœurs reprendront sur l'Aquitaine et les régions pyrénéennes. En fin d'après-midi, au nord de la Loire, le ciel sera un peu moins nuageux mais des averse éclateront par places. Les températures de 7 à 8 degrés le matin dans l'intérieur et de 10 à 11 degrés sur les côtes ne dépasseront pas 15 degrés l'après-midi dans le Nord, 17 à 18 degrés dans le centre et 17 à 20 degrés sur les régions méridionales. Le vent sera modéré de nord sur la vallée du Rhône et assez fort soufflant en rafales sur les côtes de la Manche. La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 20 septembre à 8 heures, de 1011,3 millibars, soit 758,5 millimètres de mercure. Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 septembre; le second le minimum de la nuit du 19 au 20 septembre): Ajaccio, 22 et 13 degrés; Biarritz, 20 et 13; Bordeaux, 21 et 11; Bourges, 17 et 13; Brest, 17 et

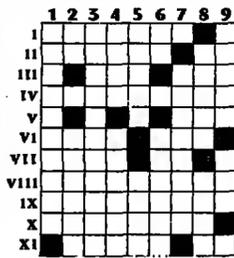
PRÉVISIONS POUR LE 21 SEPTEMBRE A 0 HEURE (GMT)



14; Caen, 19 et 13; Cherbourg, 17 et 13; Clermont-Ferrand, 16 et 11; Dijon, 18 et 11; Grenoble-St-M-H., 18 et 13; Grenoble-St-Genois, 14 et 12; Lille, 18 et 11; Lyon, 16 et 10; Marseille-Mangane, 21 et 10; Nancy, 18 et 12; Nantes, 19 et 12; Nice-Côte d'Azur, 22 et 17; Paris-Montsouris, 19 et 13; Paris-Orly, 19 et 13; Pau, 21 et 10; Perpignan, 22 et 16; Rennes, 18 et 12; Strasbourg, 18 et 11; Tours, 18 et 13; Toulouse, 20 et 9; Poitiers-Pitre, 31 et 24. Températures relevées à l'étranger: Alger, 18 et 13 degrés; Amsterdam, 17 et 11; Athènes, 27 et 18; Berlin, 17 et

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3802



HORIZONTALEMENT

I. Pêcheurs devenus pêcheurs. - II. Major pour mineurs. Démonstratif. - III. Evoque d'une ou d'une. Rend service en desservant. - IV. Est réputée changeante, bien qu'on la qualifie généralement de fidèle. - V. Article. - VI. Auteur d'une symphonie espagnole et d'une rhapsodie hongroise. Possessif. - VII. Supératif. Roulent autour en Bigorre qu'en Navarre. - VIII. Ne manque pas de se faire remarquer quand elle sort. - IX. Vit sans travailler du fruit de ses anciennes activités. - X. Cessez le feu ! - XI. Pièces de boucherie. Copulative.

VERTICALEMENT

I. Entreprise n'employant que des ouvriers. - 2. Les Transalpins n'en manquent pas. Rarement rapporté par celui qui l'a pris. - 3. Deux qui battent à l'unisson dans un même cœur. - 4. Fait jouer son chien. Ne voyait jamais sa femme sans rencontrer sa belle-sœur. - 5. Peut être piquée par celui qu'on a piqué. Prison. - 6. Préposition. Leur ligne de conduite est toute tracée. - 7. Diligence toujours en service malgré la modernisation des transports. - 8. Permettent le transport ou le blocage. En Loire-Atlantique. - 9. Dresse féconde de certains fauchés. Destinée.

Solution du problème n° 3801

Horizontalement I. Cendrier. - II. Ecurieur. - III. Noir. Ru. - IV. Turcic. Ni. - V. Inégal. - VI. Minc. Il. - VII. Ehra. Onc. - VIII. Laërte. - IX. Job. CO. Or. - X. Enlaidis. - XI. Ensieler.

Verticalement I. Centime. Jeu. - 2. Ecouvillon. - 3. Noie. Niabie. - 4. Derrière. An. - 5. Ru. IN. Arcis. - 6. Irréel. Todi. - 7. Eau. OE. Il. - 8. RN. Nain. Usé. - 9. Tailleur. GUY BROUTY.

BIBLIOGRAPHIE

« BRANCHEZ-VOUS ! » DE JOËL ET STELLA DE ROSNAY

« Nous souhaitons avant tout que le micro-ordinateur soit pour vous une invitation au voyage », écrivent Joël et Stella de Rosnay dans le livre qu'ils viennent de consacrer à cette nouvelle ménagerie qui se peuple de plus en plus d'espèces. Il a paru vexant aux auteurs que trop d'adultes répondent encore : « L'ordinateur, c'est bon pour les jeunes. » Pour aider à « brancher » les retardataires, ils ont écrit - en s'amusant beaucoup, sûrement - un petit ouvrage plein d'anecdotes, d'images, de dessins, de schémas, de diagrammes, et surtout de conseils pour tous ceux qui veulent « faire le saut », en cédant souvent la parole à trois personnages-guides : Informatix, Electroix et Télématix, chacun représentant une fonction-clé de la micro-informatique : matériel, logiciel ou communication. Pas de discours, mais des réponses aux questions : à la maison, s'quoi sert un micro-ordinateur ? Que faut-il acheter ? Comment ça marche ? Combien ça coûte ? On sort de là en se disant qu'après tout ce n'est pas si sorcier de se « brancher ». Réconfortant. * Editions Olivier Orban. 160 pages. 79 F.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 22 SEPTEMBRE

« Cycle jardins ». 13 heures, place de la Concorde, grille des Tuileries, M^{me} Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques). « Le Panthéon », 10 h 30, marches, (D. Boechard). « Chez un restaurateur de meubles », 15 h 30, devant Saint-Julien-le-Pauvre (Connaissance d'art et d'ailleurs). « Les Halles », 15 heures, 1, rue Montmartre (B. Czarny). « Hôtel de Moudroux », 15 heures, 10, rue Louis-le-Grand (M^{me} Ferrand). « Notre-Dame dans le roman de Victor Hugo », 15 heures, métro Cité (M^{me} Hauglitz). « Les impressionnistes », 15 heures, entrée de musée du Jeu de paume (P.-Y. Jastel).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés en Journal officiel du jeudi 20 septembre : UN DÉCRET « Portant création de la réserve naturelle de Mantet dans les Pyrénées-Orientales. » UN ARRÊTÉ « Portant agrément d'organismes préparant un certificat d'aptitude aux fonctions d'aide médico-psychologique. » UNE LISTE « D'admission à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr en 1984. »

EN BREF

COLLOQUE

THÉORIE ET PRATIQUE. - L'Institut de psychologie et sciences sociales appliquées (IPSA) organise, du 24 au 26 septembre, un colloque à Angers sur le thème « Théorie-Pratique. Discours scientifique et pratiques professionnelles ». Trois activités-clés seront proposées aux participants : une approche critique à partir des conférences-débats ; des confrontations, en fonction de leur expérience, dans le cadre de cas concrets destinés à résoudre des problèmes précis ; des communications individuelles ou collectives sur certains aspects particuliers. Sujets proposés : clinique et pratiques thérapeutiques ; politiques d'action sociale et travail social ; socialisation et insertion professionnelle ; discours théologiques, croyances religieuses et pratiques d'Églises ; évolution technologique et innovation dans l'entreprise ; crise de la militance ; pratiques éducatives et sociales. Le frais de participation sont de 800 F, incluant l'envoi ultérieur des Actes et les trois déjeuners. Ils pourront être pris en charge au titre de la formation permanente. Demi-tarif pour les étudiants. * Colloque théorie-pratiques. IPSA Laboratoire ROPS, BP 688, 49005 Angers CEDEX. Tél. : (41) 88-33-12, p. 481 et 187.

CONCOURS

VIDEO-CLIPS. - Le Studio, rue Quincampoix organise pour tous les cinéastes, chanteurs ou musiciens amateurs, un concours de vidéo-clips. Le court métrage (de

préférence en couleur) doit avoir une durée de cinq à douze minutes. Tous les genres sont admis, dramatique, fantastique ou romantique, et tous les styles de musique, pourvu qu'il soit adapté à la partie visuelle. La date limite de dépôt des bandes est le 15 décembre. Premier prix : présentation au Festival de Saint-Tropez et réalisation d'un 45-tours ; deuxième prix : un magnéscope ; troisième prix : des cassettes vidéo. * Le Studio, 15, rue Quincampoix, 75004 Paris. Tél. : 282-03-42 ou 278-73-90 (Marlo et Édouard).

SÉMINAIRE

DEVENIR PATRON. - La Chambre de commerce et d'industrie interdépartementale (CCI) Val-d'Oise-Yvelines propose, à partir du 21 septembre, un séminaire de préparation à la création d'entreprise. Ce séminaire comprend trois phases : des séances de réflexion sur les différents problèmes de la création d'entreprise et de la vie de la PME (douze journées réparties sur deux mois à raison de deux jours par semaine) ; des journées organisées en fonction des besoins des futurs chefs d'entreprise ; une assistance à la mise en place de la jeune entreprise. * CCI Direction de la promotion industrielle, M^{me} Vian, M. Pivrola, Tél. : 933-96-22.

AUTOMNE A PARIS

Les Fêtes d'automne, la cinquième ardoisement invit les Parisiens à participer à diverses manifestations du 21 septembre au 28 octobre. Le 22 septembre à 21 heures : Fête aquatique, à partir de pèchons ancrés qui Saint-Bernard, un spectacle musical et pyrotechnique est proposé sur une musique d'Orffebach (gratis). Pour les amateurs de musique, trois concerts classiques sont prévus : Muntverdi, le 27 septembre à 21 heures ; à l'Église Saint-Séverin ; Mendelssohn, Paganini, Prokofiev, Faure et Rimski-Korsakov, le 4 octobre à 21 heures à la chapelle du Val-de-Grâce et le 23 octobre, à 21 heures, à l'Église Saint-Médard, Jean-Sébastien Bach. Un spectacle de variétés aura lieu, le 17 octobre à 21 heures, à la Mutualité. Vedettes : François Valéry et Jean Lahaye. Le prix des places pour les concerts et le spectacle est de 40 et 50 francs. Billets à retirer à la mairie du V^e ou sur place le soir même.

new rouot 249-17-11

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER... TABLE WITH 6 COLUMNS AND 10 ROWS OF NUMBERS AND PRIZES.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER... TABLE WITH 6 COLUMNS AND 10 ROWS OF NUMBERS AND PRIZES.

Du 21 au 30 septembre 1984 FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE A LA BROCANTE et aux jambons ILE DE CHATOU près de Paris.

LIVRES

Anatole France est de retour

En robe de chambre et en bonnet

Anatole France est de retour. Marie-Claire Bancquart retrace la vie de l'écrivain, et « la Pléiade » entreprend la publication de ses œuvres...

de la gangue d'idées préconçues qui étouffe ses livres. Marie-Claire Bancquart fait surgir un individu compliqué, difficile et sympathique...

Les dieux ont soif ou l'île aux pin-gouins. Mais il est tout à son honneur que, après plus de quatre cents pages, on ait envie d'en savoir encore davantage.

France était en outre chrétien et royaliste, son fils devint, par la force des choses, anticlérical et républicain.

J'ai toujours su me distraire

Dès huit ans, en 1852, note Marie-Claire Bancquart, Anatole se destine à la carrière de lettres. Il vit, il a toujours vécu dans les livres.

Une allure monacale

On regrettera que l'auteur soit passé un peu vite sur la guerre de 14, qu'elle se soit penchée à analyser la gestation et le contenu de livres comme la Révolte des anges.

ANATOLE FRANCE. Un descriptif passionné. C'est le titre que Marie-Claire Bancquart a donné à sa biographie. Gros travail d'érudition, c'est aussi un livre engagé : à sortir l'écrivain

Admiré autant que dénigré

« C'EST PAS CE QUE LES uns ou les autres disent me dira qui me renseignera beaucoup sur la bonté ou la méchanceté de Bergotte. Tel de ses proches fournissait des preuves de sa dureté, tel inconnu citait un trait touchant... »

Drôle de notable, au fond, car indéniablement il le fut. Drôle de notable, dont un certain Gallus, dans le Livre Parole, journal d'extrême droite, disait, en 1899 : « Ses livres sont le bréviaire des



Dessein de CAGNAT.

Marcel Proust évoque ainsi Bergotte. Qu'Anatole France inspire sans conteste. On est loin du notable un peu engoncé, voltérisé, poétifiant, qu'on se représente aujourd'hui.

Du côté des enthousiastes, des lecteurs fervents, il y a aussi le très jeune Léon Blum, qui en-cense Monsieur Bergotte à Paris et tient France pour un des plus grands romanciers contemporains ; comme l'avait fait quelques années auparavant Maurice Barrès, comparant les Desirs de Jean Servien à l'Education sentimentale.

français divorcés, l'antiphonaire des juives du quartier de l'Étoile et le mince favori que fouillaient les filles des marchands de porcs de Chicago.

Avez-vous déjà giflé un cadavre ?

Dans le monde des lettres, il n'y a pas de solides haines, il n'y a que des propos venimeux qui viennent d'horizons divers. Edmond de Goncourt écrit dans son journal : « Le jeune France est une petite canaille (...). Je l'ai connu dans son enfance, une enfance enthousiaste du cerveau et renifardante... »

On pourrait sûrement appliquer à France ces mots de Flaubert : « J'étais prédestiné à être ce que je suis, un romantique protestant contre le romantisme, un utopiste prêchant en politique la terre à terre, un idéaliste se donnant beaucoup de mal pour être bourgeois, un tissu de contradictions. »

La plus étonnante, au fond, c'est que ce fin psychologue, cet écrivain du doute et de l'engagement, ait connu un tel oubli, soit tombé dans un tel trou de mémoire. Car on n'aime pas Anatole France, et c'est sans le lire.

La raison en est avancée par Albert Thibaudet, cité par Marie-Claire Bancquart : « Anatole France est mort au moment où s'ouvrait la première de nos crises d'après guerre, ce qu'on a appelé la crise du concept de littérature. La crise de ce mémoire est liée à la crise de ce concept, qui n'est pas terminée. »

François-Noël Thibault, son père, tient en effet la Librairie politique ancienne et moderne. C'est un érudit, autodidacte. De lui Anatole France dit : « En m'ajustant sur lui, je devins pessimiste et joyeux, comme il était optimiste et mélancolique. En toutes choses d'instinct, je m'opposais à lui. Il se plaisait avec les romantiques dans le vague et l'indéterminé. Je me mis à aimer la raison ordonnée et la belle ordonnance de l'art classique. »

La folle entreprise de Christian Guillet

« Je suis odieusement subjectif », dit cet étrange auteur qui s'obstine passionnément à dépeindre sa vie, et qui veut de publier au nom du père, septième volume de son autobiographie.

« Le projet qu'il forme d'écrire sans affabulation le récit de sa vie à mesure qu'elle avance, dans l'intention d'en faire, en même temps qu'une œuvre d'art, un document irremplaçable, s'il le poursuit jusqu'au bout, me semble assez extraordinaire et rare. »

Cela fait une carrière qui va son chemin, régulièrement, sans à-coups : Anatole France élargit, à force de travail, avec de faux airs de dillettante, son domaine et son influence. Et puis il tombe amoureux. Vers 1885, c'est le Livre de mon ami, toujours des souvenirs revus et corrigés, très corrigés. Et aussi un combat d'idées ; contre le positivisme et le scientisme, qui dominent. France défend les droits de l'imagination, la culture classique, l'amour du beau.

GENEVÈVE BRISAC.

(Lire la suite page 25.)

(1) Après la mort du grand homme, les savants examinent son cerveau : il pesait nettement moins que la moyenne, mais présentait des circonvolutions particulièrement nombreuses et compliquées.

le feuilleton

DANS « LA PLÉIADE »

De la difficulté d'hériter

S'ADMETTRE ou non comme le maillon d'une chaîne : c'est toute la question des créateurs, au fond. On pourrait classer les écrivains, hors du temps, selon le degré de leur consentement à cette loi de succession.

A condition de ne pas se méprendre. Anatole France, par exemple, n'est pas du tout le champion de l'héritage sans bénéfice d'inventaire, comme l'ont cru les surréalistes, aveuglés par leur illusion de la table rase et par leur besoin de haïr. Il tient le passé à distance, sinon en suspicion. Il doute fortement que le savoir aide à inventer, et à vivre. Cette perplexité, à laquelle n'est sans doute pas étrangère son enfance au milieu des livres, sert de fil conducteur aux premiers textes en prose que réunit le tome 1 de la Pléiade.

Certes, France se reconnaît des modèles, qu'il demeure et ne saurait renier : Dickens, Daudet, Flaubert. Mais Marie-Claire Bancquart a raison de souligner, dans son introduction et ses

par Bertrand Poirot-Delpech

notes, que le culte des devanciers ne va pas, chez France, sans ironie ni révolte. Contemporain de Verlaine, Heredia, Coppée et Mallarmé, il est le moins figé des Parnassiens, plus proche de la souplesse musicale de Chénier que de Gautier.

Jouant avec les legs littéraires, il inaugure certains emprunts ou collages qui auraient dû séduire les surréalistes, au lieu de les braquer, et que d'autres, moins sectaires, apprécieront, tels Renard, Giraudoux, Huxley, Queneau. Il a donné enfin une belle leçon à ses futurs détracteurs en revenant sur ses condamnations de Zola.

COMME tant de premières fictions, Jocraste, Servien et Bonnard sont des confidences à peine déguisées, et dont les modes de travestissement font, après coup, le principal intérêt.

Quand France écrit Jocraste, il a le sentiment d'un double échec personnel. Sur le plan des idées, sa foi scientifique s'affaiblit. Côté cœur, il ne s'est pas remis de son amour sans retour pour l'actrice Elise-Devoyod. Le personnage songeur du chirurgien René Longuemare porte le poids de ses convictions et de sa passion ; Hélène figure le comédienne inaccessible.

Le ratage de l'auteur colore tous les destins du roman. Le mari d'Hélène traîne une vie sombre, sans consistance. Leur couple tient par la douceur fatiguée que s'échangent parfois les convalescents. Hélène a le cœur chaviré en croisant le chirurgien, mais lui manque l'énergie que requiert le bonheur. Elle n'a de force que pour... se perdre, dans un établissement de bains. On pense à Bovary, bien sûr : une Emma déçue d'avance par un Longuemare sans la séduction de Rodolphe, déjà casanier comme Charles, et Homais pour le manie de contrefaire les idées à la mode.

AVEC les Desirs de Jean Servien, on revient en arrière. Bien que publié en 1882, le premier jet remonte à dix ans plus tôt. L'actrice Devoyod vient d'éconduire l'auteur. Son doute, cette fois, s'appelle Gabrielle. L'amertume du romancier est plus présente que dans Jocraste. A l'écho sentimental s'ajoute une impasse artistique. Comme France, Servien s'est révélé poète et a dû déchanter. L'étrange Tudecos, double dégrisé du père de France, et brouillon de l'abbé Coignard, l'a mal orienté. Servien mourra sous la Commune, les convulsions de l'histoire se chargeant, comme dans beaucoup de romans, de trancher une destinée flottante.

Publié un an plus tôt, le Crime de Sylvestre Bonnard paraît plus apaisé, mais c'est l'apaisement de la résignation. Je ne me souvenais pas à quel point ce titre parmi les plus célèbres contait les bienfaits de la lecture. Passion en soi, close sur elle-même, la culture apparaît comme une négation de la vie et une fermeture au bonheur, au moins dans la première partie, la Bêche.

ICI, ce n'est pas le souvenir de Bovary qui plane, mais celui des Misérables. On retrouve, comme en ombres portées, les personnages du bibliophile Mabius, de Vujanin mariant Cosette, et jusqu'à une certaine poupée, avec cette différence que la héroïne de France, enfant, s'était éprise d'une figurine pouposante, ce qui en dit long sur sa difficulté à exister, plus tard, hors de ses livres.

Car Bonnard, comme l'auteur, vit entouré de bibliothèques. Comme lui, il habite un des plus beaux sites de la capitale, la quasi Malaquais. S'il fallait lui trouver une ascendante flaubertienne, ce serait du côté de Bouvard et Pécuchet. Au milieu de ce savoir accumulé, l'homme distille le miel de l'érudition. Il reconnaît lui-même que ce miel a un goût « âcre ». Tout en collectionnant les catalogues et les textes rares, il admet que « ce n'est guère vivre que d'user ses jours sur de vieux textes », avec son chat et sa gouvernante pour seuls confidents.

(Lire la suite page 25.)

JEAN-MARIE DALLETT PARADIS, PARADIS... Après la fantaisie de Dieudonné Soleil, la gravité... ROBERT LAFFONT

venir ? ... Cabinet ... Emploi.

dictionnaire

Fantômas, Astérix et Tintin dans le Petit Larousse 1985

UN Petit Larousse look, un Petit Larousse branché sur l'actualité fluctuante dans tous les domaines...

Parmi les ajouts de cette édition (pour la partie « langue »), on relève école (en attendant masso, parano, intelko)...

Ariane, la fusée, domine, comme il se doit, la partie « histoire » du Petit Larousse 1985, qui s'enrichit, elle, de cinquante-trois noms propres...

Quittons le domaine culturel pour celui où évoluent (provisoirement) les grands de ce monde, chefs d'Etat ou ministres...

Heureuse innovation, l'Académie Goncourt fait son apparition au grand complet depuis sa fondation...

JEAN-MARIE DUNOYER.

Le KGB best-seller à Moscou

Le KGB fait recette : le livre qui a inspiré un récent feuilleton télévisé sur les services de renseignements soviétiques...

Intitulée « Tass est habilité, à déclarer », la série télévisée qui, dans la deuxième quinzaine du mois d'août...

Les Moevovits se sont alors rusés avec les bibliothèques. Celles-ci ne disposent que d'un nombre limité d'exemplaires...

Cet engouement du public semble s'expliquer par le fait que, selon Semionov, les événements relatés sont véritables...

« Evviva l'Italia ! »

La puissance de créativité de l'Italie est trop souvent ignorée hors de la Péninsule. Dans son dernier numéro, dont le titre est « Evviva l'Italia va... »...

la vie littéraire

La pluralité des capitales intellectuelles dans une nation fraîchement unifiée où la décentration contribue à maintenir cette réputation de l'Italie d'être le pays d'un désordre va de pair avec une vitalité surprenante...

Au même moment, le « magazine français » L'âne offre un dossier préparé par Patrick Maurin sur « Quelques Italiens »...

CRITIQUE, août-septembre 1984, n° 447-448 : « L'Italia va... », 64 F.

LANE, septembre-octobre 1984, n° 18, 38 F.

Clément (1837-1903) refusa, malgré ses misères, que fut éditée un volume de ses textes. Le poète craignait que l'on exploitât commercialement son rôle pendant la Commune de Paris...

En 1888, Jean-Baptiste Clément sélectionna une centaine de ses chansons et se décida à lancer une souscription dans le public. Les trois mille exemplaires de Chansons furent rapidement épuisés...

C'est du côté de l'œuvre de Clément, et non de l'heureuse idée de nous offrir un fac-similé de l'édition d'origine...

« CEANONS CHANSONS, de Jean-Baptiste Clément. Editions Bessières, 10P, 2, Montaigne-sa-Combraille, 63700, Saint-Eloy-les-Mines, 160 pages, 60 F.

« Poésie en action »

Avec des textes de Jean Blaine, William Burroughs, Dick Higgins ou Bernard Heidsieck, Françoise Janicot présente ses photographies de « poètes en pleine action »...

Poésie sonore, Poésie action, performance poetry, ces formes multiples et fugitives...

« Poésie en action », Françoise Janicot, éditions Loques, 3, allée des Ecoles, 92130 Issy-les-Moulineaux. En librairie, à partir de septembre : 96 F. - R.S.

Condanné à mort par un conseil de guerre versaillais et exilé à Londres. Jean-Baptiste Clément (1837-1903) refusa, malgré ses misères, que fut éditée un volume de ses textes...

vient en brêt de paraître

ANONYMES LATINS : Quand de Diane la lampe et ses poèmes... Une édition illustrée de poèmes anonymes de la fin du Moyen Age...

RABELAIS EST-IL NÉ EN 1484 ? Non s'en est absolument certain... Une édition de 50 000 exemplaires...

WOLINSKI : Le Bécotier... Dans les années 1953-1955, le lycée Georges Wolinski tenait un journal intime...

Henri Rousseau : Théâtre... Le Douanier Rousseau, célèbre comme peintre, fut aussi l'auteur d'un théâtre insolite...

Philosophie : Phénoménologie et métaphysique... Sous la direction de J.-L. Marion et C. Pligny-Bonjour...

Document : David Schoenbrun : Aïoli ou l'Amérique de Roosevelt à Reagan... Grand journaliste, l'auteur raconte un demi-siècle d'histoire de son Amérique...

Société : Jean-Pierre Gaudard : Les Dossiers de la République... Que fait l'Etat de l'argent du contribuable ?

Histoire : Jean-Claude Waquet : De la corruption à la République... Une interprétation nouvelle de la corruption dans un Etat monarchique...

Document : David Schoenbrun : Aïoli ou l'Amérique de Roosevelt à Reagan... Grand journaliste, l'auteur raconte un demi-siècle d'histoire de son Amérique...

Société : Jean-Pierre Gaudard : Les Dossiers de la République... Que fait l'Etat de l'argent du contribuable ?

Histoire : Jean-Claude Waquet : De la corruption à la République... Une interprétation nouvelle de la corruption dans un Etat monarchique...

Document : David Schoenbrun : Aïoli ou l'Amérique de Roosevelt à Reagan... Grand journaliste, l'auteur raconte un demi-siècle d'histoire de son Amérique...

Société : Jean-Pierre Gaudard : Les Dossiers de la République... Que fait l'Etat de l'argent du contribuable ?

Histoire : Jean-Claude Waquet : De la corruption à la République... Une interprétation nouvelle de la corruption dans un Etat monarchique...

Document : David Schoenbrun : Aïoli ou l'Amérique de Roosevelt à Reagan... Grand journaliste, l'auteur raconte un demi-siècle d'histoire de son Amérique...

Société : Jean-Pierre Gaudard : Les Dossiers de la République... Que fait l'Etat de l'argent du contribuable ?

Histoire : Jean-Claude Waquet : De la corruption à la République... Une interprétation nouvelle de la corruption dans un Etat monarchique...

Document : David Schoenbrun : Aïoli ou l'Amérique de Roosevelt à Reagan... Grand journaliste, l'auteur raconte un demi-siècle d'histoire de son Amérique...

Société : Jean-Pierre Gaudard : Les Dossiers de la République... Que fait l'Etat de l'argent du contribuable ?

Histoire : Jean-Claude Waquet : De la corruption à la République... Une interprétation nouvelle de la corruption dans un Etat monarchique...

Document : David Schoenbrun : Aïoli ou l'Amérique de Roosevelt à Reagan... Grand journaliste, l'auteur raconte un demi-siècle d'histoire de son Amérique...

Société : Jean-Pierre Gaudard : Les Dossiers de la République... Que fait l'Etat de l'argent du contribuable ?

Histoire : Jean-Claude Waquet : De la corruption à la République... Une interprétation nouvelle de la corruption dans un Etat monarchique...

Document : David Schoenbrun : Aïoli ou l'Amérique de Roosevelt à Reagan... Grand journaliste, l'auteur raconte un demi-siècle d'histoire de son Amérique...

Société : Jean-Pierre Gaudard : Les Dossiers de la République... Que fait l'Etat de l'argent du contribuable ?

an poche

LA 13^e FOIRE NATIONALE DU LIVRE EN FORMAT DE POCHETTE de Nogent-sur-Marne se tiendra au pavillon Balard, de 14 heures à 19 heures, le dimanche 7 octobre...

LE PRIX DIDOT UNIVERSALIS, doté de 50 000 francs et fondé en l'honneur du père de l'encyclopédie, par l'Encyclopædia Universalis, présidée par M. Peter Bamberger...

LE PRIX DES TROIS COURONNES a été décerné au livre de Florent Mothe le Roi ou (Robert Lafont)...

LA PEUR CACHÉE sort par moments de la nuit noire. On a l'impression de guetter un espoir qui se refuse, une musique qui se dérobe...

LES ÉDITIONS AUTREMENT (4, rue d'Enghien, 75010 Paris) ont lancé le lancement le 10 octobre de deux nouvelles collections : « Sciences et Cie » et « Villes et Créateurs »...

LES CAHIERS MARCEL PROUST publient un cinquième recueil de documents. On peut y lire une analyse des sources de Combray à partir de documents nouveaux...

UN CONCOURS DE BANDES DESSINÉES réalisées par des amateurs est organisé par la Librairie Joseph Gibert (28, bd Saint-Michel, 75006 Paris)...

roman

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction. Ce premier roman, de 200 pages, est une œuvre ambitieuse...

Essais sur la pensée islamique. Collection Islam d'hier et d'aujourd'hui dirigée par A.M. TURK. Mohamed ARKOUN. 252 pages 110 F. MAISONNEUVE ET LAROSE.

MEDITATIONS SUR LES 22 ARCANES MAJEURS DU TAROT. Avec une hardiesse rare, l'auteur nous donne une magistrale leçon d'interprétation du tarot. AUBIER.

Le choc informatique. Martin Ader. Préface Jean-Hervé Lorenzi. L'informatisation sera la condition de la compétitivité. Elle se fera de toute façon, sans nous, contre nous, si nous ne savons pas la contrôler, la diriger. denoël.

autobiograph... (Suite de la page 21) J'admire les textes de... Je m'impose une vie infernale... Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction...

150 من الاصل

autobiographie

La folle entreprise de Christian Guillet

(Suite de la page 21.)

J'admire les textes où il parle librement de lui-même, in Memoriam et le Petit Ami, mais, par timidité, je n'ai pas osé lui rendre visite. Je lisais beaucoup, surtout les classiques, et réalisais ceux que je considérais comme mes maîtres, Rousseau, Flaubert, Chateaubriand, Proust... Il m'était impossible de ne pas lire les œuvres complètes d'un auteur que je venais de découvrir. Je ne le jugeais pas avant d'avoir suivi, jusqu'au bout, la formule magique, ce sésame: « Du même auteur. »

Mon premier livre devait s'appeler les Junes en feu. Le titre était déjà pris. Il m'a fallu trois ans pour lui trouver un éditeur. Jean Blanzat le voulait pour Gallimard. Je l'ai donné à Henri Parisot, chez Flammarion. Dès le Rouge au front, j'ai su que, comme Montaigne, je serai l'auteur d'un livre unique et sincère qui aurait autant que moi. Un autobiographe ignore avant que ses lecteurs le sache de ce qu'il écrit. Ma vie m'a apporté le matériau de mes récits. Elle n'aura rien eu d'exceptionnel et c'est grâce à sa ressemblance avec celle de n'importe qui que j'ai pu la mettre en mots.

Je m'impose une vie infernale

Des émois de l'adolescence (le Rouge au front) à la découverte du sexe (Toutes les heures de la nuit), du service militaire (Adieu troupées) à un passage dans la franc-maçonnerie (la Porte d'Ivoire); Guillet a poursuivi cette mise en mots sans précédent. Il s'est enfoncé dans un labyrinthe de phrases tirées au cordeau; il en est l'architecte, le fil d'Ariane et le Minotaure. La victime aussi. Il parle de son entreprise en inspiré, presque comme un mystique.

J'ai fait lire le Rouge au front à Joubert qui m'a aussitôt écrit une lettre très dure. Il relevait mes enfantillages, mes fautes de français. Puis il m'en adressa une seconde qui marqua le début de notre amitié. Intermédiaire par sa mère, il voyait en moi un « Proust enfant ». Je lui ai longuement rendu hom-

mage dans le Temps du partage, tout en disant que j'avais souffert de son détachement universel et que je ne comprenais pas sa tendance à voir des tragédies grecques dans les faits divers.

Jusqu'au sixième de mes récits, j'ai cherché mon style. Chaque récit était un cas. On doit se débattre

seul et travailler beaucoup. En composant l'Adoration perpétuelle, un titre volé à Proust, j'ai enfin éprouvé un bonheur que je ne connaissais pas. Joubert tenait l'écrivain pour un danseur. Disons que j'ai appris à danser.

Vous devez vous demander pourquoi je m'obstine depuis bientôt trente ans à écrire des choses qui

intéressent si peu de gens. L'obscurité doit être l'une des conditions nécessaires à leur achèvement. J'ai aussi, depuis mes débuts, une « secte » de fidèles lecteurs qui attendent le prochain livre. Ils sont environ une douzaine. Je leur dois de continuer. Outre Joubert, Marcel Arland et Pascal Pia ont suivi et encouragé mes efforts. Je sais que mon œuvre a plus de chance de survivre que les romans à succès qui sont oubliés six mois après leur sortie. Je compte enfin sur « son poète de transcendance. Il m'a fallu cinq ans pour terminer Au nom du père. Cela représente deux à trois mille heures passées à cette table. Et je ne vivrai pas au-delà de dix livres. Quand j'aurai la mort aux yeux, qu'elle me surprenne la plume à la main. Il faudra qu'elle me l'arrache.

Au nom du père, le septième volet de la somme autobiographique de Guillet, a un parfum de scandale. L'auteur y raconte la passion de son père pour Simone, sa femme, séduite elle aussi, et son propre amour pour une étudiante. Il y a quelque chose de terrible dans cette situation en miroir quand on sait que Guillet ne cache rien et, au nom de l'art, va au bout de sa souffrance et de celle des autres. Si l'on compare cette guerre (au sens large du terme) à celle de Michel Leiris dans les quatre tomes de la Règle du jeu, Guillet tient à reconnaître les mérites de son prédécesseur, tout en marquant ce qui les différencie. Lui est toujours contemporain de ce qu'il raconte et n'a jamais recouru à un instrument qui lui semble « être qu'un subterfuge, la psychanalyse.

Je m'impose une vie infernale mais, en écrivant, même mes défauts deviennent des qualités. Mes défauts surtout. Je suis un éternel inadapté, un adolescent prolongé. Je gagne médiocrement ma vie en enseignant le français, et cette condition, je le répète, me semble absolument nécessaire à l'œuvre que je veux laisser. Je m'intéresse à ces moments anodins où l'art surgit sans crier gare et provoque des métamorphoses inattendues. Pas d'idées. Des émotions. Les nerfs qui vibrent. J'aime, chez Rodin, les sculptures où une nuque se dégage d'un cou de marbre. Livre du néant. J'ai des carnets où je note mes im-

pressions. Il faut être toujours en alerte. Je suis odieusement subjectif.

Pour résumer mon esthétique, je vous propose une image: je suis comme un voyageur qui quitte une chambre d'hôtel en regardant bien s'il n'y a rien laissé. Chaque soir, je fais mon examen de conscience politique de la journée. J'ai peur de mourir brusquement, en voiture par exemple, sans avoir écrit la dernière phrase qui doit sceller... mettre un

point final à ce qui ressemble à une douloureuse ascèse. Ecrire est un remède, un anti-suicide. Si je devais donner un titre aux dix volumes que je compte mener à terme, je n'en vois qu'un. Il résume tout: Christian Guillet.

RAPHAËL SORRI.

* AU NOM DU PÈRE, de Christian Guillet, Flammarion, 245 p., 88 F.



Deux de BERNICE CLEEVE.

La dernière page d'« Au nom du père »

Nous renvions tous deux le soir devant ce papier, à l'heure des lettres que je n'envoyais pas toujours, me dispersant de votre intervention dans le dialogue que je poursuivais avec vous en votre absence. Oh ! votre présence m'avait procuré un tel regain de santé et de goût pour la terre qu'il résiste à votre absence, cruel et absurde maintenant que l'amertume de notre rupture la tourne en dérision. Je ne reconnais plus tout à fait mon corps, qui, au contact du vôtre, a retrouvé une souplesse désormais inutile, et mes gestes ont acquis l'intimité dont j'avais nourri l'espérance, et mes mains gardent le frémissement de qui approchait pour la première fois l'interdit: je ne les rencontre pas sous mon regard sans rougir de leur mémoire... Adieu à cette voix multiple et assidue, à ce rire déployé comme l'étendard du plaisir, à cette gorge pleine et impatiente de se produire, à ce visage qui dans la pénombre puisait une douceur étrangère à lui-même. Non ! je ne regrette plus aujourd'hui de n'avoir choisi que cela, parmi toutes les richesses que vous proposiez à ma convoitise: je m'acclame l'excès de vos libéralités, j'ai protégé votre image, et elle s'achève ici plus fidèle que celle des médones italiennes, dont les modèles ne quittaient pas les peintres sans avoir perdu l'innocence qu'ils incarnent. A une saison de la vie où l'amour ne saurait déjà plus être bienheureux, mon désenchantement à distance diffère-t-il vraiment de ce que j'eusse éprouvé dans tes bras ?

ROBERT DESCHARNES DALLI Ce volume exceptionnel marque le quatre-vingtième anniversaire de la naissance de l'artiste. Une œuvre monumentale qui retrace la vie excitante de Dali entre l'Espagne, la France et les Etats-Unis. Le livre le plus important jamais consacré à ce génial peintre catalan, et qui restera une œuvre de référence. Un volume relié pleine toile et présenté sous jaquette glacée en couleurs, au format 36 x 26 cm. 480 pages, 1120 illustrations dont 675 en couleurs. 984 F. LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS 3, place de l'Odéon - 75006 Paris - 633.18.18

roman

Benjamin ou le roman d'un autre

Les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction

Ce long premier roman - cinq cents pages - ne bénéficie pas de la relative indulgence qu'on réserve habituellement aux œuvres de débutants, car son auteur est loin d'être un inconnu. Bernard-Henri Lévy a écrit cinq romans depuis 1973. Tête de file des « nouveaux philosophes », et, à ce titre, très controversé, il s'est vu attribuer déjà tous les superlatifs, tant pour le louer que pour le dénigrer. On ne peut donc, en lisant le Diable en tête, soudainement oublier cet homme qui, depuis une décennie, a construit une image de lui-même pour beaucoup irritante, celle d'un jeune homme trop public, trop brillant, trop beau, trop soucieux de sa célébrité. Mais il n'est pas nécessaire de se faire amnésique pour être un lecteur sérieux. Bien au contraire.

Regard sur une génération que Bernard-Henri Lévy connaît bien et qui avait entre vingt et vingt-cinq ans en 1968, ce livre ne se veut pas pour autant un autobiographe. S'il est tout entier écrit à la première personne, le « je » ne renvoie pas à un narrateur unique. Le Diable en tête est une succession de cinq récits où, littéralement et dans tous les sens, « je est un autre ». Autre que l'auteur qui se change ici en « éditeur », au sens classique, et qui, hormis une brève et ironique rencontre avec le héros, n'apparaît que dans deux courtes mises au point. Autre aussi que le personnage central, Benjamin C., sauf dans la dernière partie, sa « confession ».

La transparence de l'illusion à Benjamin Constant dans le nom du héros pourrait passer pour une coquetterie un peu appuyée, d'autant qu'elle est soulignée, pour les lecteurs distraits, par une référence explicite à Adolphe dès la sixième page. Elle est, en réalité, une des premières pistes que donne Bernard-Henri Lévy, lorsqu'on sait que Benjamin Constant disait de ses propres écrits intimes: « Ce journal est une espèce d'histoire et j'ai besoin de mon histoire comme de celle d'un autre pour ne pas

m'oublier sans cesse et m'ignorer. »

Retrouver la phrase de Constant, avoir besoin de l'histoire d'un autre comme négatif de sa propre histoire pour « ne pas oublier et s'ignorer », donner la parole à l'autre et être l'autre, c'est tout le projet de l'auteur. Il a même le « culot » de commencer par cent trente pages du journal de Mathilde, la mère de Benjamin, qui, d'entrée de jeu, décrit son accouchement. Goût de la performance, sans doute, qui toutefois réussit bien à Bernard-Henri Lévy, comme plus loin pour les lettres de Marie, petite étudiante provinciale des années 60, « perdue » à Paris par l'amour du beau Benjamin.

Mais le succès est beaucoup moins évident quand le « je » s'incarne non plus dans un autre sexuel - une femme - mais dans une figure politique différente de ce que Benjamin. Cette différence est affirmée, par Benjamin lui-même, qui rencontre à Jérusalem un nouveau philosophe, puis c'est ainsi qu'on appelle, paraît-il, ce genre d'individus à Paris, (...) un homme dont j'apprendrai, au fil des heures, que tout ou presque me sépare - depuis ses options, sa vision du monde, jusqu'à son passé ».

Une sorte de collage

Bernard-Henri Lévy n'a pas su inventer à Benjamin un itinéraire vraiment crédible. L'accumulation en une seule figure des choix de la génération de la guerre d'Algérie et de celle de 68 hypothèque la vraisemblance du personnage: porteur de valises pour le FLN quand il n'a pas encore vingt ans, il devient étudiant contestataire, altérisation, soixante-huitard, « établi », chez Renault - où il participe à l'enlèvement de Noguette après l'assassinat d'Overney, puis terroriste à Beyrouth dans les rangs palestiniens; avant de rejoindre à Rome les Brigades rouges, d'être recherché à Paris pour le meurtre d'un policier et de se retrouver, pacifié, à Jérusalem. Ce parcours apparaît comme une sorte de collage, une addition d'expériences hétéroclites qui ne constituent jamais, fait-ce dans l'errance et l'erreur, une vie.

Raconté par le seul Benjamin ou par un narrateur unique, cette « existence-pototype » serait le roman raté. Mais, très habilement, Bernard-Henri Lévy a su fabriquer un livre-kaléidoscope où, selon la personne qui parle, sa personnalité ou ses intérêts, l'image de Benjamin se compose différemment, dans un jeu imbriqué de prétendues sincérités successives. Rassemblés par l'auteur-écrivain qui les présente, les lecteurs de l'histoire de Benjamin se juxtaposent et se font écho: « Journal de Mathilde », de 1942 à 1954, « Interrogatoire de l'oncle Jean » (le beau-père du héros), « Lettres de Marie », « Témoignage d'Alain Paradis », l'avocat, l'ami de Benjamin dont l'étrange sollicitude cache peut-être une machiavélique manipulation, « Confession de Benjamin » lui-même enfin, dont rien ne dit qu'elle soit l'ultime vérité.

Ainsi se construit un roman équivoque, non seulement parce qu'il est à plusieurs voix, mais aussi à cause de ses hésitations, ses ambiguïtés, d'un va-et-vient constant entre l'historien d'une personne et l'histoire d'une génération, entre le politique et le psychologique. Et l'on s'agace vraiment à lire que Benjamin « n'était entré au fond en terrorisme que pour tuer oncle Jean » ou à l'entendre lui-même avouer que, s'il s'est imputé le meurtre du policier, ce n'est fait par sa compagnie du moment, c'est que « cette culpabilité sans forme qu'était, au fond, [sa] croix et [son] calvaire depuis l'enfance (...) trouvait là enfin objet où se fixer ».

Entre l'épopée et le roman-feuilleton

Bernard-Henri Lévy débute dans la fiction avec un livre ambitieux qui se veut dans la lignée des grands romans populaires du dix-neuvième siècle. Quelque chose entre l'épopée et le roman-feuilleton. Car tout, dans la vie de Benjamin, est exceptionnel: le papa collabo, jugé et fusillé à la Libération, la maman mourant d'un cancer à trente-sept ans, le beau-père bonni, la petite amie dotée d'une scar jumelle - avec qui elle monte un jeu pervers de

double. Et lui, Benjamin, tiche, beau, intelligent, qui devient une sorte d'archange du mal, il a le diable dans la tête, il n'est « possédé », comme les héros romantiques ou dystopiques, à plusieurs reprises mentionnés pour le lecteur d'un surcroît d'existence...

Ces clins d'œil à l'histoire de la littérature se doublent de « effets » contemporains, certaines très évidentes, d'autres beaucoup plus subtiles. Ainsi Alain Paradis emprunte-t-il bien des traits d'un avocat parisien célèbre pendant la guerre à Louis Luchaire, et en vedette aujourd'hui pour sa défense d'un ancien nazi. De même certains « papiers » du gauchisme ou de l'intelligentsia de l'après-mai trépasseraient peut-être au hasard d'une description.

Cette surabondance d'intentions et d'effets aurait pu tuer ce roman. Pourtant, si l'on goûte les livres foisonnants - au risque d'être approximatifs - si l'on aime s'entendre raconter des histoires, on prend plaisir à parcourir quarante-deux années de bandes d'actualité à la recherche de Benjamin. D'autant que l'écriture de Bernard-Henri Lévy est toujours tenue et parfois, surtout dans la dernière partie, d'une acuité qui tempère les réticences. Et si certains « phrases » des personnages irritent, l'auteur use d'une redoutable habileté pour s'en justifier: Mathilde, à l'article de la mort, « parle comme un livre » - mais c'était une filleuse impénitente, - et Marie, qui écrit comme aucune étudiante des années 60 ou l'a jamais fait, voit la vie à travers les images de la littérature classique dont elle est nourrie.

Ainsi le romancier semble ne jamais pouvoir être pris en défaut. Mais, quoi qu'il en dise, « au bout de ce visage », il n'y a pas - la siècle - Car si, dans la manière, Bernard-Henri Lévy a réponse à tout, son « roman des origines » ne devient pas « roman d'apprentissage », et l'itinéraire qu'il prête à Benjamin, à force d'esquives et d'alibis, par excès et par défaut, est étrangement oublié des véritables questions.

JOSYANE SAVIGNEAU. * LE DIABLE EN TÊTE, de Bernard-Henri Lévy, Grasset, 500 p., 98 F.

PIERRE CHAUNU de l'Institut L'HISTORIEN DANS TOUS SES ETATS pour l'Histoire PERRIN Les mémoires au jour le jour d'un historien qui a vécu et souvent prévu la crise la plus grave que l'humanité ait jamais traversée au cours de l'Histoire.

Caractéristiques... Poesie en action... Les tourmentes Pierre Reverdy... poète pascalien

histoire littéraire

Le retour d'Anatole France

(Suite de la page 21.)

C'est à cette époque, vers 1889, que Marie-Claire Bancquart situe le deuxième tournant de la vie d'Anatole. Un tournant qui l'amène, au nom des convictions qui furent toujours les siennes, à cet engagement politique qui ne désarma pas de l'affaire Dreyfus aux années 20. A la vieille question : « Préférez-vous un désordre ou une injustice ? », désor-

mais France répondra sans hésiter : « Un désordre. » Parce qu'il n'y a de dignité que de l'intelligence : « C'est la pensée qui conduit le monde. Les idées de la veille font les maux du lendemain. » France, amoureux du dix-septième siècle et des anciens

Grecs, s'est libéré des crispations de sa jeunesse. Mondain, fêté, il est élu à l'Académie en 1896. C'est de ce moment que date son premier vrai geste politique, pas encore aux premiers rangs des dreyfusards, mais pour les Arméniens, qu'on massacre. Le temps de la revanche contre les humiliations de son enfance est enfin venu : il a plus de cinquante ans.

Point n'est besoin de trop s'étendre sur l'affaire. France fut le second signataire de la célèbre pétition des « révisionnistes » dans l'Aurore du 14 février 1898. Sans doute son anticléricalisme ne fut-il pas étranger à cet engagement. Ce fut un combat qui ne devait plus s'interrompre, du côté de l'intelligence, contre tous les fanatismes.

En 1900, et jusqu'à sa mort en 1924, Anatole France est socialiste. Il figure dans le premier numéro de l'Humanité, en avril 1904, à travers un roman qui paraît en feuilleton. C'est un roman historique et utopique. On y retrouve ce goût pour l'histoire, jamais démenti : « La vie serait bien courte si nous ne la prolongions point dans le passé et dans l'avenir. » Dans les romans les plus politiques d'Anatole France, on retrouve son vieux talent de fuyard vers tous les ailleurs possibles. Une philosophie qui s'incarne en ces mots, les derniers de son dernier ouvrage : « Je le répète, j'aime la vérité. Je crois que l'humanité en a besoin ; mais, certes, elle a bien plus grand besoin encore du mensonge, qui la flatte, la console, lui donne des espérances infinies. Sans le mensonge, elle périrait de désespoir et d'ennui. »

Il est beau de faire l'éloge des illusions quand on prend des risques pour la vérité.

GENEVÈVE BRISAC. * ANATOLE FRANCE, UN SCEPTIQUE PASSIONNÉ, de Geneviève Brisac, Éditions Calmann-Lévy, 436 p., 99 F.

histoire

DANS LES PRISONS DE LA TERREUR

Les dernières lettres des condamnés

EN dépouillant les archives de Fouquier-Tirville, Olivier Blanc a mis la main sur des milliers de documents inédits, parmi lesquels des lettres que les condamnés à mort écrivent à leurs proches avant de grimper dans la charrette pour le dernier voyage. Interçues par les bureaucraties pénitentiaires de la Terreur, ces lettres constituent aujourd'hui un précieux apport pour l'histoire des mentalités. Leurs auteurs y réclament leurs affaires, protestent de leur innocence ou de l'injustice du sort, se réclament de la valeur des idées dominantes — le patriotisme — et se confient pour l'éternité à l'Être suprême. Olympe de Gouges, l'ancêtre du féminisme moderne, adresse à son fils un message émouvant, imprégné de ferveur républicaine. Ferveur que partage Alexandre de Beauharnais quand il écrit avec un singulière abnégation : « Dans les orages révolutionnaires, un grand peuple qui combat pour parvenir ses fins doit s'environner d'une juste méfiance et plus craindre d'oublier un coupable que de frapper un innocent. » On croirait entendre Robespierre...

Mais l'approche de la mort défait aussi les apparences : Beauharnais, sans illusions, l'évoque que « l'attachement fraternel » qui le lie à son épouse, la future impératrice Joséphine ; l'ex-reine Marie-Antoinette n'est plus qu'une mère pieuse et soucieuse du sort de ses enfants. Les femmes, souvent qualifiées de « conspurcées », payèrent un lourd tribut à la machine de Guillotin, bien que dénuées de droits politiques. A deux siècles de distance, le ressort de ces lettres, qu'elles aient pour auteur un inconnu ou une figure historique, et malgré quelques fautes à destination de la postérité, une indéfinissable grandeur, comme si leurs signataires s'étaient convaincus de prendre congé de soi avec dignité.

Olivier Blanc dresse aussi une véritable topographie de la cinquantaine de prisons pénales que peupla la Terreur. Dans plusieurs établissements, auxquels certains donneraient les « quatre étoiles », on mène une vie mondaine, on écoute un concert ou des discours de vers, on joue même des Idylles. Une Mme d'Ormesson, « évitée de tendresse, fut découverte derrière un paravent, en compagnie d'un jeune homme appartenant au personnel de la prison et qui

était loin de lui parler philosophiquement », rapporte O. Blanc avec une pointe de malice. Pour l'achat de la nourriture à l'extérieur, les plus riches paient parfois les plus pauvres. Mais Fouquier-Tirville fera aussi des coupes, Fouquier-Tirville placé dans ces lieux faussement paisibles.

Faux et vrais complots

Toutes les prisons, tant s'en faut, ne peuvent être confondues avec d'aimables auberges. Les conditions de détention y sont le plus souvent sordides et s'aggraveront quand la Terreur battra son plein. Les « grands » accusés sont souvent tenus au secret. L'instruction et la défense sont sommaires. Les ennemis de Robespierre au sein du Comité de sûreté générale amplifient à dessein la répression pour discréditer l'incorruptible. Bienôt, des citoyens seulement « suspects d'être suspects » sont emprisonnés, déportés, décapités, ou guillotines. Quant aux vrais complots, ils sont en général interrompus avant un commencement de réalisation, à l'exception du plus habile, qui réussira : celui des contre-révolutionnaires infiltrés dans les organismes de répression.

L'étude des dossiers des prisonniers, indique Olivier Blanc, montre en arrière-plan « une véritable course-poursuite (...) entre les détentés de grosses fortunes, qui cherchent à sauver leurs biens, et la République, qui en a grand besoin pour les causes de l'État ». Emigrés revenus sous un faux nom en France malgré l'interdiction qui leur est faite et la loi qui les dépouille de leurs richesses, prête-noms de ces mêmes émigrés, spéculateurs, faux-monnayeurs, figurent parmi les détenus politiques. Des débits tels que corruption, transferts de fonds clandestins à l'étranger, vers la Suisse en particulier, sont fréquents. En ce sens, l'époque annonçait les temps nouveaux.

BERNARD ALLIOT. * LA DERNIÈRE LETTRE : PRISONS ET CONDAMNÉS DE LA RÉVOLUTION, d'Olivier Blanc, préface de Michel Vovelle, 286 pages, 89 F.

le feuilleton

De la difficulté d'hériter

(Suite de la page 21.)

Quelques années plus tard, la soixantaine venue, Bonnard se prend d'amour pour... un manuscrit du Moyen Âge. Il se rend en Sicile pour tenter de l'acquérir. Faisant étape à Naples, il observe les habitants et leur goût « si naïf » de la vie, avec une « pudeur de vieux scribe ». D'Aggrigente, il ne retient que sa découverte, le manuscrit ayant été acheté, et bientôt mis aux enchères à Paris. Finalement, une ancienne voisine devenue princesse russe l'acquerra et lui en fera cadeau, dans un geste qui l'étonna plus qu'il ne le touche, par spontanéité et sensible pour qu'il en eût un fidèle lui-même.

A la fin de sa vie, ce qui lui reste de velléité affective prendra la forme d'un sentiment paternel dévié pour une pupille, qu'il perdra, l'institutrice lui faisant un chantage au mariage...

C'ÉTAIT bien la peine de se muer si soudainement l'esprit ! Toute une existence d'érudition, pour mourir sans avoir vécu ! « Je n'ai su ni simer ni chanter », constata Bonnard. Il a déchiffré les vieux textes, et le livre de la vie lui est resté illisible, sans usage. Comme Don Quichotte, pour qui « la pensée est la seule réalité du monde », le double d'Anatole France s'est exagéré la toute-puissance de la culture. Croyant régner sur les mots, il leur a sacrifié la sensation, la joie d'être. Quand on vendra sa bibliothèque aux enchères — car il ne restera aucune trace matérielle de son travail accumulé, — il n'aura même pas eu « rêver sur un banc devant des champs à perte de vue » !

Telle est une des impressions qui dominent, à relire aujourd'hui cet auteur méjugué autant que méconnu. Ses doutes sur les vertus de l'héritage livresque, ses craintes que le savoir ne gâche le savoir-vivre au lieu de le nourrir, préparent les ruptures, surréalistes, plus que ses ennemis ne le soupçonneront.

Les créateurs gagnent peut-être à se croire sans modèles. Mais l'histoire enseigne, comme France le pressentait, qu'ils sont toujours fils et pères de quelqu'un.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

* ŒUVRES D'ANATOLE FRANCE, édition établie, présentée et annotée par Marie-Claire Bancquart, Gallimard, collection de « la Pléiade », 1 470 p., 305 F jusqu'au 30 novembre ; 335 F ensuite.

Ulysse modernisé

MARIE-CLAIRE Bancquart publie aussi un roman : les Tarots d'Ulysse. Elle s'y efforce de moderniser un mythe aussi vieux que notre civilisation, en contigeant par l'intérieur ce que nous savons de ce vagabond de l'Antiquité. Les mythes sont à la merci de nos caprices. Le respect ne fait rien à l'affaire, et nous avons tous les droits. Dépoussiérer le dictionnaire, c'est lui donner une nouvelle vie.

Marie-Claire Bancquart, érudite comme pas une, et soucieuse de ne rien laisser au hasard, imagine un Ulysse capable non seulement de se déplacer dans l'espace, mais aussi doué d'ubiquité. Il traverse les siècles, s'incarne et se désincarne à volonté, et change de psychologie, n'en reste pas moins conforme à son image immuable : Ulysse revient de voyage, retrouve à l'époque son épouse Pénélope, et son fils Télémaque, que Louis Aragon traitait déjà de gamineur surréaliste.

Le ton est donné par les premiers pages, tenant à la fois de Jacques Offenbach et de Jean Giraudoux : « Ici parle Ulysse, fils de Laërte. C'est pour vous dire, à tous, que vous vous êtes trompés sur moi, en me prenant pour un homme tranquille, bien content d'être revenu dans son litique et de se tenir les pieds chauds, après vingt ans de bourgeoise dans les mers connues et inconnues... Si je satisfais des rêves très simples, éternel vainqueur d'ogres et de fantômes fatals, je suis aussi celui que l'inquiétude a fait passer du

côté de tous les intérêts... Essayez de m'imaginer, le lendemain de ce qui est pour vous le point final de mes aventures. » La suite d'Ulysse sera une description de son annui romantique ou existentialiste, dans sa cité natale. Mais comme il est désormais capable de sauter les siècles, et qu'il est devenu une sorte de symbole spirituel, nous le retrouvons dans les nonchances absolues du dix-septième siècle, où il peut aller de cour en cour et d'intrigue en intrigue : il porte partout avec autant d'aisance qu'il portait le péplum. Cette fois, il a quelque chose de l'intrigant et de l'amateur de sensations fortes ou esthétiques. Ensuite, le héros resuscite aux alentours de 1900, dans une atmosphère que Marie-Claire Bancquart — exégète d'Anatole France — connaît particulièrement.

L'Ulysse contemporain, pétri de freudisme, est plus complexe et moins saisissable : « Bonjour, mon moi pas encore réhabilité par moi... Mon moi est plus répénu que jamais parmi vous. Il dépense des choses. Il s'épave sur des rochers et des îles de bain. Je suis quelque un d'intamé d'air et d'air communautaire et Superman. » Cet Ulysse rapissé et dépeché, démythifié et ramythifié, habite un livre d'une grande saveur, où l'écriture et l'art tout court se complètent.

ALAIN BOSQUET. * LES TAROTS D'ULYSSE, de Marie-Claire Bancquart, Belfond, 252 pages, 89 F.

au fil des lectures

Société

De la grisette à la vieille fille

Prête à se donner corps et âme à l'Élu de son cœur, la grisette doit son nom à un étoffe commune de teinte grise utilisée bien avant le XIX^e siècle par les jeunes filles du peuple pour s'habiller. Avec la Lisette de Barranger, la Béni Pinson de Musset, la Riquette d'Engèle Sue, la littérature s'est emparée de la grisette. « Couturière modèle, travailleuse honnête, libre et toujours gaie, elle possède toutes les qualités requises pour devenir la maîtresse d'un étudiant », écrit Joëlle Guillaud-Maury. La jeunesse passée, sa vie se terminant souvent dans la prostitution et la solitude.

Autre forme de solitude : celle de la vieille fille. Elle entre en littérature, elle aussi, au début du XIX^e siècle et se voit offrir avec Balzac ses premiers rôles de veuve. On pourrait faire, note Cécile Dauphin, un portrait-robot de la vieille fille dans la Comédie humaine : livres minces, dents trop longues, yeux gris et ternes, poils au menton, charpente du front. « Jusqu'à l'environnement, épouse Claude Dauphin, qui dénote la présence d'un esprit à part : la jeune du salon, le non-sens des chiffons, les meubles usés. Pour Balzac, la vieille fille, dont la version moderne serait la « mal baisée », incarne la victime nécessaire de la sélection naturelle. »

Vieilles filles, veuves, grisettes, vendeuses de grands magasins, domestiques, employées des postes, femmes professeurs, voisines dans l'ouvrage collectif : Madams ou Mademoiselles ? dirigé par Alette Farge et Christiane Klanch-Zuber. Ce livre rassemble des études originales traitant des femmes seules dans la France des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles.

ROLAND JACCARD. * MADAME OU MADEMOISELLE ?, ouvrage collectif, Ed. Mouton, 361 p., 85 F.

Sciences humaines

Portrait du psychanalyste en grand dadais

Aaron G. exerce la psychanalyse à Manhattan. Il demande de 30 à 70 dollars par séance de cinquante minutes. Encore jeune (quarante-six ans), il est d'un classicisme extrême, aussi bien dans sa technique analytique que dans sa tenue vestimentaire. Aaron G. sert de fil conducteur à l'enquête que Janet Malcolm a menée pour le New Yorker sur la psychanalyse américaine. Enquête qui a connu un tel retentissement que, après avoir été publiée en livre, la voici traduite en français avec une préface d'Aime Clancier.

On ne s'ennuie pas avec Aaron G. : il raconte avec une sincérité touchante son cursus analytique : « Le jour où je reçus ma lettre d'agrément à l'Institut de psychanalyse de New-York, cela me fit l'effet d'une injection d'adrénaline, d'aveuglement et d'extase. » Effet qui fut de courte durée : Aaron G. confesse avoir été vite déçu par le milieu analytique. S'il le fréquente encore, c'est que, après avoir passé la journée seul avec des patients, l'Institut devient une source de renseignements de réconfort et de stimulation. On peut y discuter de questions aussi saugrenues que celle-ci : « L'analyse doit-elle exprimer sa sympathie à un patient dont le père vient de mourir ? »

A vrai dire, Aaron G. semble sorti tout droit d'un film de Woody Allen. Ce grand dadais, éminemment sympathique, confortera dans leur sentiment tous ceux qui méprisent la psychanalyse. Quant aux autres, le livre

de Janet Malcolm les amusera en leur révélant les coulisses du milieu.

R. J. * UN MÉTIER IMPOSSIBLE : PSYCHANALYSTE, de Janet Malcolm ; traduit de l'américain par S. B. Ed. Calmann-Lévy, 212 p., 75 F.

Religion

L'étonnant destin d'Uriel Da Costa

Voici, travail de réflexion autant que d'érudition, une traduction en français et la présentation, par Jean-Pierre Ostr, des textes d'Uriel Da Costa, gentilhomme lettré, né au Portugal en 1580, mort suicidé à Amsterdam en 1640, et dont l'itinéraire spirituel a été longuement médité par Spinoza.

Pour trouver réponse à ses premiers doutes sur l'immortalité de l'âme, Da Costa a voulu lire la Bible et se mettre à la recherche de la simplicité du sens, du sens littéral non déformé par le commentaire. Or c'est parce qu'il n'a la Bible qu'il a cessé d'être chrétien, et c'est aussi parce qu'il lisait la Bible que l'expérience de sa conversion ne pourrait être qu'un choc. C'est fort heureusement résumer tant la richesse des analyses de Jean-Pierre Ostr que le mouvement spirituel de cette vie. Empruntant le même chemin que celui qui, pour reformer le christianisme, voulait le restaurer dans sa pureté primitive, Da Costa est entré dans une question de la divinité même du Christ, dont l'affirmation dogmatique est postérieure aux Écritures.

Peut-on pour autant devenir juif ou le redevenir ? Da Costa est bien vite lui et rejeté par les juifs, et c'est l'humiliation consentie pour tenter de s'intégrer à la communauté qui le conduit au suicide : la nouvelle forme de pensée religieuse dont il est le porteur représente un danger mortel pour la loi orale et l'autorité rabbinique.

Ayant rejeté le Nouveau Testament, Da Costa tient certes l'Antique pour fondamental, mais il opère un choix critique. Il limite singulièrement les prescriptions cérémonielles du Pentateuque pour s'en tenir au Livre de Moïse et surtout au Décalogue, dans lequel il découvre un modèle éthique idéal, d'essence naturelle et par là universelle, transcendant les oppositions entre religions, mais spécifiquement religieux, puisque c'est sur la fidélité à l'Écriture plutôt que sur la spéculation philosophico-rationalnelle que se fonde Da Costa. Or ce qu'il lit dans la Bible, contre les rabbins comme autrefois contre les prêtres, ce n'est rien de moins que l'exigence de reconnaissance mutuelle entre les hommes.

EDMOND AMRIAN EL MALEH. * D'URIEL DA COSTA A SPINOZA, par Jean-Pierre Ostr, Éditions Berg International, collection « L'Autre Livre », 299 pages, 120 F.

Important Editeur Parisien recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un honoraire par presse, radio et télévision. Adresse manuscrit et C.V. à la Presse Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21. Conditions fixes par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

JOSEPH GIBERT TOUS LES DICTIONNAIRES NEUFS ET D'OCCASION

- LANGUE FRANÇAISE
• LANGUES RÉGIONALES
• LANGUES ÉTRANGÈRES
• EUROPE
• MOYEN-ORIENT - MAGHREB
• ASIE - EXTREME-ORIENT
• AFRIQUE - OCÉANIE
• DIVERS

VENDEZ * TOUTE L'ANNÉE

- DICTIONNAIRES - ENCYCLOPÉDIES
• LIVRES SCOLAIRES, UNIVERSITAIRES
• LITTÉRATURE GÉNÉRALE, ROMANS
• LIVRES D'ENFANTS
• BANDES DESSINÉES
• LIVRES DE POCHÉ, ROMANS POLICIERS
• DISQUES ET CASSETTES MÉTHODES DE LANGUES, DISQUES 33 t (parfait état)

SACELP Société d'achat de la librairie JOSEPH GIBERT (1) 634.21.41 2, rue de l'École-de-Médecine 75006 PARIS angle : 26, BOULEVARD Saint-Michel Métro : ODÉON - RER : LUXEMBOURG * Autorisation écrite des parents pour tout client de moins de 18 ans.

let de John Updike

Un questionnaire à propos de John Updike est paru dans le numéro de septembre de la revue « Le Monde ». Ses réponses, recueillies par le journaliste, sont à lire avec intérêt. Elles nous permettent de mieux connaître l'auteur de « Coup de feu » et « Le monde de la nuit ».

John Updike est né le 18 mars 1932 à Ithaca, dans l'État de New York. Il a étudié à l'université de Pennsylvanie et à l'université de Princeton. Il est marié et a quatre enfants.

Bernard Eschert est né le 10 mars 1924 à Paris. Il a étudié à l'école Polytechnique et à l'université de Paris. Il est marié et a deux enfants.

John Updike a écrit de nombreux romans, nouvelles et essais. Ses œuvres sont traduites en français par Bernard Eschert.

Œuvres disponibles en français :

ROMANS :

« Coup de feu », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1978, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

« Le monde de la nuit », traduit de Bernard Eschert, Éditions Calmann-Lévy, 1979, 120 pages, 85 F.

MUSIQUE

FESTIVAL DE VIOLONCELLE A NEMOURS

Moments à ne pas manquer

A moins de 80 kilomètres de Paris, Nemours offre au visiteur le visage d'une petite ville à la campagne, traversée par le cours capricieux du Loing et de son canal, avec sa rue principale aux maisons basses, son château, son église. Les raisons d'aller à Nemours sont diverses...

qui a fait ses preuves, il ne désespère pas de l'avenir et du souci qu'auront les pouvoirs locaux de faire davantage encore pour un festival dont Nemours peut s'enorgueillir...

GÉRARD CONDÉ.

Jusqu'au 23 septembre.

(1) Rés. : tél. : (6) 428-43-83.

AU PALAIS DES FÊTES DE STRASBOURG

Percussions incendiées

Le Palais des fêtes fut pendant tout le début du siècle le harem de la musique et des concerts symphoniques à Strasbourg. Il connut les heures glorieuses du festival et notamment la scène mémorable du Concerto pour piano de Liszt, créé en juin 1951, qui valut à la femme du compositeur d'être menée au poste de police pour une fille magistral administrée à un auditeur persiflant.

titre anglais (TÉNÉBREES) par des jeux ravissants de guirlandes montantes et descendantes échangées entre les vibraphones et les divers claviers de timbres en une conversation rapide, comme autant d'historiens pétillants. Mais le ton devient ensuite plus souterrain et mystérieux, avec des couleurs rares, une musique ténue très serrée au milieu de laquelle jaillissent des cascades complexes, des éclairs et des jets de métal en fusion.

JACQUES LONCHAMP.

(1) Concert donné en avant-première pour les lecteurs assidus du Monde.

THÉÂTRE

« DIE NACHT », au Festival d'automne

Une ou deux nuits avec Edith Clever

Si le Festival d'automne avait une conception contemporaine et énergique de la promotion, il ferait passer dans les journaux une photo d'Edith Clever avec un numéro de téléphone. Un slogan : « Voulez-vous passer la nuit avec moi ? » La photo : l'ovale nu de son visage, les longs cheveux souples relevés par une barrette...

rienne... Ce n'est pas la scène nuit de Chine ou la dolce notte italienne, mais la froide nuit tautone des chevauchées sans but, des insomnies où l'âme expire en même temps que strophes et couplets, des plus libres quartiers de lune. Quand on le, rencontre, Syberberg sent l'Allemand : ses rues de province, ses librairies, ses musées de houbon, ses forêts et ses boulangeries...

En voyant à Nanterre, dans la grande salle, les Paravents, à l'entracte, Syberberg a poussé la porte de la petite salle : noire et vide, il rêvait des dorures et des vermillons de l'Odéon, mais il a laissé le plateau comme ça, noir et vide. Quand on a Edith Clever, la voix se fait musique, le mouvement raffiné du corps tableau, l'instant qui passe poésie pure...

HERVÉ GUMBERT.

* Théâtre des Amateurs (Festival d'automne), 20 h 30. Spectacle en allemand présenté en deux parties : 1^{re} partie : les 20, 21 et 22 septembre ; 2^e partie : le 25 et le 26 septembre.

DANSE

ENTRETIEN AVEC LE DIRECTEUR DU THÉÂTRE CONTEMPORAIN

Servir les chorégraphes

A l'initiative de M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, Paris possède désormais son théâtre de la danse. Constitué en association sous la présidence de M. André Larquies, ses activités se situent dans plusieurs lieux de la capitale, dont le Théâtre de Paris, qui l'accueille comme locataire pour une certaine de représentations par an.

rodeé, comme Decouffé, Hellet ou Bagouet, pouvant avoir à en souffrir. Pour bien jouer son rôle, le Théâtre contemporain de la danse devrait être l'instrument entre le concours de Bégouet (nuit minérale de présentation) et un spectacle normal d'une heure et demie.

Au départ, dit Christian Tarnet, j'étais très excité par la possibilité de promouvoir la création, mais il y a des moments où je me demande si tout cela ne relève pas d'une illusion. S'il me fallait aujourd'hui définir la chorégraphie contemporaine, je dirais que c'est une collection d'individus disparates, curieux, se nourrissant de tout ce qui se passe autour d'eux, avec en plus de quelques grands oiseaux solitaires qui suivent leur idée sans se préoccuper de la mode.

Ce qui m'a aussi intéressé dans le Théâtre contemporain c'est son architecture française ; un pari à tenir. Je dispose de cinq millions de francs par an (subvention plus billetterie), mais la location du Théâtre de Paris coûte cher et comme il ne dispose pas de salles de répétition nous avons dû passer un accord avec la « Ménagerie de verre ». Dans ses studios sont aussi prévus des cours de techniques modernes (deux heures par semaine), ils commencent le 15 octobre avec Lario Ekaon.

MARCELLE MICHEL.

« ANDROMAQUE », à la Bastille

Acteurs coincés

Le spectacle de Jean-Claude Buchard au Théâtre de la Bastille donne un éventail assez complet de pièges qui menacent les metteurs en scène à la recherche d'un style. Il s'agit d'Andromaque, avec tous ses alexandrins et d'un style qui vise l'abstraction, dans un beau décor posé sur l'écran de Nathalie Volpelleire : une île, l'isolement, la blancheur de la Grèce légendaire, des colonnes caennaises, taches de couleur, qui pourraient signifier le sang des Troyens et de enfants d'Atrée.

En revanche, les costumes, tous ceux de Nathalie Volpelleire, fabriqués dans une matière raide finement plissée, coincent les acteurs, qui, de plus, sont trop imprégnés. Ils interfèrent au point de ne plus rien faire passer. Ils jouent comme pour un téléfilm, comme si une caméra allait apposer les sentiers des images à leurs visages imprégnés.

COLETTE GODARD.

* Théâtre de la Bastille, 21 heures.

« LA DERNIÈRE CLASSE » aux Mathurins

Couleurs irlandaises

Une grange. Côte à côté, des instruments, bécotées et de vieux livres, nées de cuir usé. Quelques laborieux, une table de bois. C'est l'école de maître Hugh, un Irlandais, le teint avivé par l'air marin et l'abus d'eau de vie. Il enseigne le latin et le grec à une poignée de jeunes gens. Et, quand il a trop bu, c'est son fils, Manus, qui le remplace.

Beaucoup de thèmes suggérés, des touches d'intelligence, écailles d'or pour un texte riche, adapté en français par Pierre Leville. C'est une pièce qui flotte entre deux eaux, gravité et tristesse, où les comédions seraient dû faire entendre les coups de glas de leur cœur. Malheureusement trop stéréotypée par la mise en scène de Jean-Claude Amy, leur personnalité s'estompent, contours sans ombre.

La plus belle réussite de ce spectacle est le décor. Yuri Kuper a un, par superposition des teintes, gris et pâle, rustiques et écailleuses, lui donner le relief d'un pays au charme dououreux.

CAROLINE DE BARONCELLI.

* Théâtre des Mathurins, 20 h 45.

THÉÂTRE MONTPARNAISE



DUO POUR UNE SOLISTE

PREMIÈRE DEMAIN

CHATELET

TANGO ARGENTINO

EXCEPTIONNELLEMENT 2 REPRÉSENTATIONS LE DIMANCHE 23 A 14 H 30 et A 20 H 30

ET JUSQU'AU 11 OCTOBRE MATINÉE SAMEDI ET DIMANCHE A 14 H 30 SOIRÉE A 20 H 30

Location sur téléphone : 261.19.83 au 30 étage 1, place du Châtelet 92.16.00.0000

LES SPECTACLES NOUVEAUX. GRAND-PÈRE - Guit... PERSONA - Adrien... LES SALLIES SUBVENTIONNÉES... COMEDIE-FRANÇAISE... THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS... BATAFAN... BOULEVARD... LE BOURVILL... CURE DE LA GARE... MONTMARTRE... MONTMARTRE... MONTMARTRE... MONTMARTRE... MONTMARTRE...

CHAMPSTYLES La Périchole Jacques OFFENBACH Mise en scène Jérôme SAVARY. A partir du 17 Septembre 1984. RENSEIGNEMENTS: 733.47.77.

MARIGNY Attention ! devant l'importance du spectacle Serge LAMA NAPOLEON Horaires modifiés Soirée 20 h 30 Dimanche 14 h 15 et 18 h

Handwritten note in Arabic script: ٥٥١ من الاصل

صوتنا من الامل

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX
GRAND-PERE : Galté-Montparnasse (322-16-18), 20 h 45.

LES SALLES SUBVENTIONNEES
COMEDIE-FRANCAISE (296-10-20), 20 h 30 : La Critique de l'Ecole des Femmes.

LES AUTRES SALLES
ANTOINETTE-BERRIAU (208-77-71), 20 h 45 : Nos premiers aïeux.

THEATRE NOIR (346-91-93) 20 h 30 : L'Aire de Shogun.

LES CAFES-THEATRES
AU REC FIN (296-29-35), 20 h 15 : Rhinocéros.

LA DANSE
ESPACE CARMON (266-17-81), 20 h 30 : Théâtre d'images.

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles.

Jeudi 20 septembre
Les concerts
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique.

Opéra
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-27), soir, 20 h 30 : La Périochla.

LES FILMS NOUVEAUX
LA FILLE EN ROUGE, film américain de Gene Wilder.

cinéma

La Cinémathèque
CHAILLOT (794-34-24) 15 h : Doctor Laumac, de M. Cloche.

Les exclusivités
A COUPS DE CROSSE (Franco-Em.), (v.l.) : Paramount Opéra, 9 (742-56-31).

LA POURSUITE DU DIAMANT
FRANÇOIS TRISTAN (v.l.) : UGC Opéra, 9 (742-56-31).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Debut (h.sp.), 14 (321-41-01).

LES Nuits de la Plaine Lune (Fr.) : Forum Orient-Express, 1 (233-42-26).

LA FEMME PUBLIQUE (Fr.) : Balzac, 8 (561-10-00).

LE FUTUR EST FEMME (It. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 9 (271-52-36).

LES GRANDES VACANCES DE NANNY (A. v.l.) : UGC Opéra, 9 (742-56-31).

INDIANA JONES ET LE TEMPLE MAUDIT (A. v.o.) : Forum, 1 (297-84-54).

LESTER NOIRE (Fr.) : George V, 8 (562-41-46).

JEAN COCTEAU
les enfants terribles

LA PIRATE (Fr.) : Lucerna, 6 (544-57-34).

LES GRANDS REPRIS
ALIEN (A. v.o.) (v.l.) : Châtelet Victoria, 1 (502-94-14).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Esp.-A.) : George V, 8 (562-41-46).

LES ENFANTS DU PARADES (Fr.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

LES ENFANTS DU PARADES (Fr.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

LES ENFANTS DU PARADES (Fr.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

LES ENFANTS DU PARADES (Fr.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

IRCAM eib
DIRECTION PIERRE BOULEZ
Ligeti Xenakis Nono Stockhausen
Forum de la création...
ABONNEMENTS 84 / 85

ANDROMAQUE à la Bastille
Acteurs coincés
Le spectacle de Jean-Claude Cochet...

NIÈRE CLASSE à la Machine
Auteurs irlandais
Le spectacle de...

ACTEUR DEBENT
Le spectacle de...

MARIGNY
Attention !
Serge LAMA
NAPOLÉON
Horaires modifiés
Soirées 20 h 30
Dimanche 14 h 15 et 18 h

Jusqu'au 29 septembre
L'APOLOGUE
Le spectacle de...

صحة من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TTC
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,18
AUTOMOBILES	60,00	71,18
AGENDA	60,00	71,18
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

emplois internationaux

HOMME DE CONTACT
Agé au moins de 27 ans, ayant déjà travaillé l'animation en village-vacances avec répartition personnelle pour animation soignée. Poste en Martinique. OCCAJ Animation, 85, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS. Tél. : 526-21-21.

MOUS CHERCHONS
UN COLLABORATEUR pour débiter de nouveaux projets de fabrication d'accueil et de réhabilitation d'enfants en prison. Bonne capacité d'initiative et d'organisation indispensable. DATE D'ENTREE : dès que possible.

NORD ANGLAIS
FIELD DIRECTOR ou ASSISTANT FIELD DIRECTOR Pour nos divers programmes sociaux. Travail fascinant mais exigeant. DATE D'ENTREE : décembre 84/janvier 85.

Sans des responsabilités, grand engagement personnel, adaptabilité, excellentes connaissances de l'anglais. Préférences données aux candidats avec expérience de travail dans un pays en voie de développement si possible du sous-continent indien.

DURÉE DU CONTRAT : 2 ans renouvelable.

Faire offre manuscrite avec C.V. et photo à : TERRE DES HOMMES, Case postale 388, 1000 LAUSANNE 6 SUISSE.

emplois régionaux

INGÉNIEUR
débuteur pour thèse en Génie Alimentaire
Possibilité d'obtention d'une bourse de 2 ans (D.G.R.S.T.)

Adressez candidatures à :
M. le Directeur de l'ENS. BANA, Campus Universitaire, 21100 Dijon (BO) 65-14-12.

Organisme de formation foyer de jeunes travailleurs recrute

UN FORMATEUR-ANIMATEUR (H/F.)
Prévis :
• Niveau BAC + 3 ;
• Expérience ou formation de la formation plus expérience professionnelle 5 ans recommandée ;
• Connaissance des DOM-TOM souhaitée.

Adr. c.v. + lettre manuscrite et photo à : M. le Directeur du Centre I.A.N.T., Domaine des Pisciculteurs, 92380 SAINT-SYMPHORIEN-D'ODON.

INGÉ. ÉCOLE DE FRANÇAIS pour adultes étranger recherche

PROFESSEUR
exp. pratique VIF et OUV espère, partant bien français, plein temps, poste permanent. Écrire sous le n° T 068.255 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montesson, Paris-7°

L'immobilier

appartements ventes

5^e arrdt
NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU CONSTRUCTION GD LUXE Livraison immédiate. Vis. témoins tous jours 14-18 h sauf mercredi et dimanche.

6^e arrdt
2 pos en duplex, Original 30 m² 840.000 F, 3, rue Joseph-Barré, Sam. 14/17 h ou 329-73-14.

M^e MONTPARNASSE
Pierre de taille, revêtu 3 pos, entrée, coin, bns, w-c, 17, rue d'Orléans, jeudi, vendredi, 14 h à 17 h.

STUDIO 220.000 F
Cuis., bns, w-c., chauff. indiv. soif., impeccable, bon D^e VERMOREL, 629-01-50.

11^e arrdt
BASTILLE
Bel appartement 41 m² gd a/sol et jardin, 272-40-18.

12^e arrdt
M^e MICHEL-BIZOT, de l'imm. en rénovation, beau liv. + chère, cuis., bns, w-c., terrasse, Tél. : 634-13-18.

13^e arrdt
GOBELINS
Propriétaire vend plusieurs 2 P., rénové et à rénover. Vis. jeudi, vendredi 13/17 h, 20, rue DU BANOUËR.

15^e arrdt
CAMBONNE, LOTTET ATILES DIFFÉRENTES SURFACES AVEC OU SANS TRAVAIL. GARRI - 567-22-98.

DANS IMMENSE NEUF RUE LE COURBE
RESTE A VENDRE. UN APPART. : 3 P. au 1^{er} ét. (bois, prof. libérale). Prix : 948.900 F. Pour renseignements et visites Tél. : (1) 259-44-96 (mardi au samedi, 14-19 h).

locations non meublées offres

Paris
VOUS CHERCHEZ UNE LOCATION ?
Pensez HESTIA le n° 1 de la location entre particuliers
104, r. de Richelieu, Paris (75002) Tél. 236-56-46.

PROVINCES
Particulier vend appr. 55 caves, balcon, téléphone parking + garage DANS PETITE RESIDENCE Tél. : 16 441 35-43.

immobilier anciens neufs
DU STUDIO AU 8 PIÈCES SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR Appeler ou écrire : FNAIM de Paris/Île-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, avenue de Villiers 75017 PARIS. 227-44-34.

locations non meublées demandées
Paris
Collaborateur du journal recherche studio ou 2 pièces quartier Montparnasse ou bas proche. Ecr. n° 8.658 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RECHERCHE URGENT
Appartement toute surface, même à rénover, Paris ou ports. Immo Marcadet, 252-01-82.

pavillons
78 COFLANS STE-HONORINE Part. vend dans cadre agréable pavillon rez-de-jardin surélevé, 100 m², terrain, 250 m², terrasse, 10 m², séjour double 2 chbres, s. de bns, cuisine et sous-sol aménagés, garage indépendant, centralisateur, prox. immédiate écoles, SNCF, centre commercial et locaux sportifs. Px 265.000 F. Tél. le jeudi R. PLUM 919-27-46.

PAVILLONS
JUSQU'A 120 KM DE PARIS SÉLECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR Appeler ou écrire : FNAIM de Paris/Île-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER 27 bis, avenue de Villiers 75017 PARIS. 227-44-34.

locations meublées demandées
Paris
SERVICE AMBASSADE pour cadres français Paris, incl. ou STUDIO au 6 P. LOYERS GARANTIS par titre ou ambassade. 295-11-08.

villas

Vd villa F3, 2 km mer, côté Barcelone. Px 460.000 F. Tél. ap. 18 h (68) 28-23-89.

A VENDRE
VILLA F3 avec studio, balcon d'Éymet (Dordogne), près de Bergerac ; cause départ à la retraite, 370.000 F. contact. Téléphone : (63) 23-85-94.

maisons de campagne
OCCASION : départ cause santé, CORSE, 87 km Bastia (20 m² plage) Situé dans la Castagnière. Vende au moulin habitation, et est meublé + dépend : mensuaires, garage, remises (pr 5 voitures), possible convertir en habitation. Arbre fruitiers sur terrain de 3.800 m². Rivière à truites avec baignade. Ecrire pour détails. Prix : 250.000 F. Ecr. n° 8.658 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

propriétés
Part. vd TOURTOUR (Var). Mais. de car., séj., 6 chbres + bain, cuis., solier et caves. Px 800.000 F. Tél. 757-47-90.

COTE-D'AZUR VAROISE
Bastide de carrez, 260 m² hab. dont séj. 110 m², voûte, poutres, chemin, 4 chbres, 2 b., 2 wc, grand 130 m² solier, gar., piscine, box chev., jardin arboré 1,5 ha, 250.000 F. 15 km, Toulon. Tél. : 1.500.000. Téléphone (94) 28-87-81.

BORD DE MARNE, 15 km Paris
sécurité résidentiel protégé PARTICULIER VEND propriété 220 m² habitables sur parc paysagé 3.800 m² clos. Téléphone : 328-58-98.

manoirs
Sud Limousin, particulier vend manoir restauré, 7 pos, ét., entouré 1 ha, 20 a. Parc et bois, gd jardin, piscine naturelle, pêche, chasse, nautisme, Ecr. CACUERYA La Buissonnière Tél. heures bureau 526-29-93.

(région parisienne)
Pour séj. européennes cherche villas, pavillons pour CADRES 889-89-66 - 283-87-02.

domaines

Achète PROPRIÉTÉ de CHASSE SOLOGNE ou région limitrophe. Ecrire n° 202 507 à ORLET 136, av. Charles-de-Gaulle 92522 NEUILLY CEDEX.

terrains
Part. vd TOURTOUR (Var). Terrain 15.088 m². Constructible, entouré très belle vue. 600.000 F. Tél. 757-47-90.

viagers
F. CRUZ 266-19-00
6, RUE LA BOÉTIE-8°
Pr toutes nouvelles garanties Etude gratuite gratuite.

Etude LODEL 35, bd Voltaire PARIS-XXI, Tél. 385-41-59 Spécialiste viagers. Expérience discrétion, conseils.

bureaux
Locations
Votre adresse commerciale ou SIÈGE SOCIAL
CONSTITUTION STES ET CRÉATION DE TOUTES ENTREPRISES
ASPC S.A. 293-60-50 +.

VOTRE SIÈGE SOCIAL Constitution de Société et tous services. 355-17-60.

locaux commerciaux
Ventes
COTE-D'AZUR CAGNES-SUR-MER, vend mar. hôtel lux., 3 ét. N+L. Prox. hipp. et mer, 720 m² de const., + park, bas rénové, bois, achat facil. Tél. 94, ap. 20 h 30. (93) 31-17-23/73-84-86.

OFFRES D'EMPLOI

FESTO S.A.R.L.
composants d'automatisation PNEUMATIQUE et ÉLECTRONIQUE
recherche pour son service technique :

UN ASSISTANT(E) ADMINISTRATIF(VE)
• Niveau B.T.S. pour second ingénieur.
• L'assistant(e) assurera le secrétariat technique du service et utilisera à ce titre des moyens informatiques importants. La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand serait un atout supplémentaire pour la réussite de cette mission.

Envoyer un c.v. détaillé, photo et prétentions à :
FESTO S.A.R.L.
5, rue Montgolfier, 93116 ROSNY-SOUS-BOIS.

Les Éditions LITO
41, RUE DE VERDUN
94900 CHAMPIGNY-SUR-MARNE

recherche

AUTEURS
Pour de nouvelles collections de littérature enfantine

ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE SUR LE CANCER
vous offre un emploi pour organiser tous l'activité de ce responsable un CENTRE D'INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE destiné au public, aux chercheurs et au généralistes. Ce poste conviendrait particulièrement à un

JEUNE MÉDECIN
dynamique (H. ou F.) attiré par les techniques de la communication et de l'informatique
Envoyer c.v. au :
Président CROZEMARE ARC BP 3
84801 VILLEJUIF Cedex.

INFORMATIS
INGÉNIEURS RÉSEAUX
Grande expérience logicielle de télécom pour projets réseaux
TRANSAC - 22-25-SMA

INGÉNIEURS SYSTÈME
Expérience MOTOROLA et langage C

INGÉNIEURS SYSTÈME
Expérience MITRA 125 et le LTR projets logiciels et maintenance déplacements à l'étranger)
2 HOMMES SYSTÈME
- Expérience IBM/MVS.
- Expérience BURROUGHS.
ANALYSTE PROGRAMMEUR
- Expérience COBOL - DOS - VSE/VM
26, r. Debussay, 93 337-98-22

VOULOIR HOMME 35 ANS
AUTODIAPTE PASSIONNÉ HISTOIRE, GÉOGRAPHIE. Arrand très vos propositions. Téléphonez-moi 580-31-78.

Libre de suite, garde-malade sérieux, bonnes références, cherche emploi le soir.
Ecrire sous le n° T 068.255 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montesson, Paris-7°.

A cause d'un dépôt de bilan conjugal, à 35 ans je suis RESP. ADMINISTRATH FIN. & INFORMATIQUE
J'ai une formation de comptabilité générale, trésorerie, informatique, paie et de référence de chef de service à première contact avec dirigeant PMI, PME. Ecrire et 50.870 Projeo, 12, rue des Pyramides, 75001 Paris, qui transmettra.

Env. c.v. manuscrit + photo sous pli personnel à : Jacques LORÉAU, COMECON, 8, RUE DE SÈVE, 75008 PARIS.

propositions diverses
Cherche Américain ou personne partent américain couramment avec des compétences journalistiques pour émission de radio. Téléphone : 747-48-96 ou 637-08-25 après 19 h.

DEMANDES D'EMPLOI

Agé : 40 ans
dont 17 ans d'informatique
de l'IBM 1401 à IBM 3033 DOS/VS
de la programmation à la direction de projets.

Vous recherchez votre futur responsable exploitation et/ou études ?
Reconnaissez-vous.

Média Systems Méditerranée sa 29, La Caubère, 13001 Marseille. Tél. (91) 90-21-81, ou fax parvenir vos coordonnées et propositions.

JURISTE
F. 39 ans, DES du droit des brevets, 10 ans exp. professionnelle, étude des propositions, Paris, recherche poste à temps partiel de confiance. Ecrire sous n° 8.658 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

automobiles ventes
de 5 à 7 C.V.
A vendre Peugeot 205 GR N° 1. 227-18-62 après 20 h.

VW Golf cabriolet (8) 1982, 98.000 km, robin, pneus neu, press. P181 P8 neu, tableau et volant bois, arboré et alarme radio-commandée, manomètre-catalyseur, 4 chbres net, spoiler SRS, chaîne audio et équilibreurs (8 HP), 71 000 F compt. Tél. : (1) 700-41-81.

divers
LANCIA AUTOBIANCHI
PARIS 14^e
EXPOSITIONS
222, Bd Raspail
(1) 320-82-22
70, Av. Jean Moulin
(1) 539-57-33

INGENIEUR L'AVENIR DEVANT SOI

Malgré une conjoncture morose, les perspectives de recrutement pour les ingénieurs demeurent favorables en ce début d'année 1984.

Face à une stabilisation du nombre d'ingénieurs diplômés par les Grandes Ecoles, qui plafonne depuis 2 ans à 10.500 par an, de nouveaux modes de recrutement ne vont-ils pas apparaître ? Quelle est la part prise par l'approche directe ?

Quels sont les postes de direction d'entreprises industrielles détenus par les ingénieurs ?

Les entreprises du "tertiaire" s'ouvrent aujourd'hui davantage aux ingénieurs, mais quelles autres structures et autres fonctions vont s'offrir plus largement à eux ?

Une enquête réalisée par Régie-Press le Monde apporte un éclairage nouveau sur l'ensemble de ces questions. Destinée aux Ingénieurs, Responsables d'entreprises, Responsables du Personnel et de Recrutement elle fait le point sur ce métier et son avenir.

regie presse Le Monde

Pour recevoir ce dossier, nous vous remercions de nous adresser votre carte de visite, de préférence professionnelle accompagnée d'un chèque de 50 Francs, à l'ordre de Régie-Press le Monde, 7, rue Montesson, Codez 75382 PARIS Cedex 17.

septembre

PROBLÈME CHAÎNE IFR 3

1. 20 Journal

2. 40 Une bonne nouvelle de jour

3. 45 Précisions à la page

4. 50 Informations

5. 60 Actualité

FRANCE-CULTURE

1. 20 Concert

2. 30 Théâtre

3. 40 Musique

4. 50 Cinéma

5. 60 Arts

FRANCE-MUSIQUE

1. 20 Concert

2. 30 Théâtre

3. 40 Musique

4. 50 Cinéma

5. 60 Arts

septembre

PROBLÈME CHAÎNE IFR 3

1. 20 Journal

2. 40 Une bonne nouvelle de jour

3. 45 Précisions à la page

4. 50 Informations

5. 60 Actualité

FRANCE-CULTURE

1. 20 Concert

2. 30 Théâtre

3. 40 Musique

4. 50 Cinéma

5. 60 Arts

FRANCE-MUSIQUE

1. 20 Concert

2. 30 Théâtre

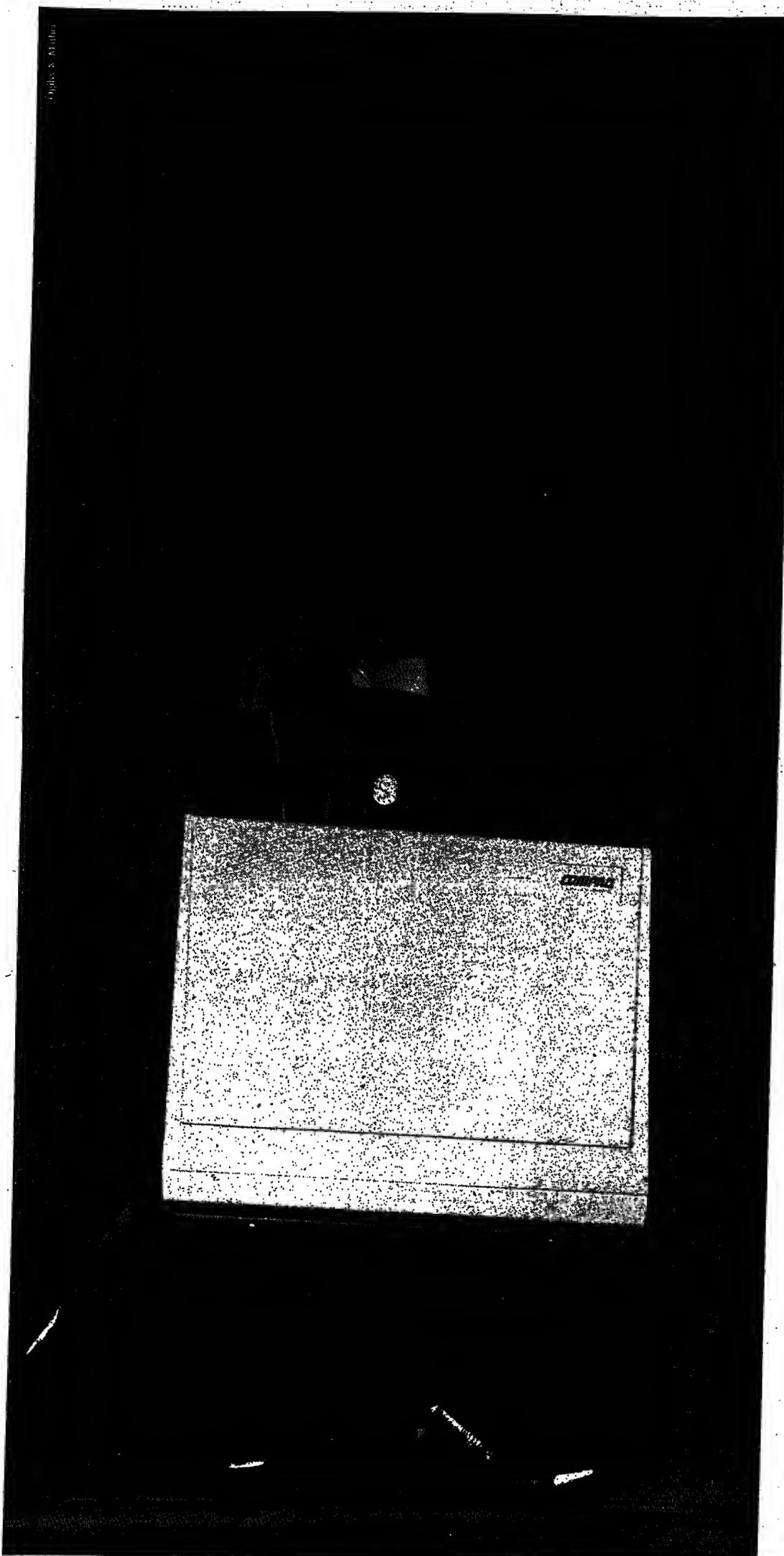
3. 40 Musique

4. 50 Cinéma

5. 60 Arts

72000 F. OHO Jachète!

le
ils
ent
le
à
le
me
ren
de
cor
nal
du
d'u
poi
fer
me
de
res
a,
be
fai
soi
pe
la
bli
ge
te
Su
pli
gé
qu
se.
so
be
y
ce
fo
in
et
so
vc
vi
di
fr
D
ce
qi
le
m
pk
io
g
a
L
s
e
d



COMPAQ L'ORDINATEUR QUI A EMBALLÉ L'AMÉRIQUE



Il fallait être Texan et se nommer COMPAQ pour oser se lancer à l'assaut de l'Amérique et réussir aussi magistralement.

Avec ses micro-ordinateurs portables, COMPAQ est devenu le n° 2 mondial sur le marché global des 16 bits. Et, avec un chiffre d'affaires de 240 millions de dollars en l'an et demi, cette jeune société établie à Houston s'est octroyée le taux de croissance record de l'histoire économique américaine. Il faut dire que les portables COMPAQ, les plus vendus au monde, ont été programmés jusqu'au bout des touches pour le succès.

Pour la première fois, des micro-ordinateurs portables n'ont pas vu leurs performances allégées pour la nécessité du déplacement. Leur capacité de stockage (jusqu'à 10 méga-octets avec unité de disque dur intégrée et protégée par une armature anti-chocs), leur écran qui peut traiter à la fois textes et graphiques compatibles IBM de haute résolution - 2 spécificités COMPAQ -, leur microprocesseur 16 bits leur assurent un niveau de performance presque sans équivalent chez les meilleurs ordinateurs de bureau. Par sa parfaite compatibilité avec l'IBM PC, COMPAQ est devenu la référence en la matière. Ainsi, les utilisateurs COMPAQ ont-ils accès direct et sans modification aux meilleurs programmes d'applications professionnelles, aux grands standards industriels (LOTUS 1-2-3, MULTIPLAN, WORD...) et aux tout derniers logiciels intégrés (Symphony, Framework...).

Enfin, en même temps que les portables, COMPAQ introduit en France une nouvelle gamme, les ordinateurs de bureau COMPAQ DESKPRO, conçue dans le même esprit d'innovation et de qualité et dotée de nouveautés technologiques exclusives.

COMPAQ: une volonté bien délibérée de conquérir l'avenir.

Si vous partagez cette volonté, contactez: COMPAQ France - 91 rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 Paris - Tél.: (1) 266.90.75.

SICOB
NIV. 2. ZONE B. N° 2207

COMPAQ

Dans moins une forme

L'informatique étant...
de route de la...
M. Fabius se devait d'annoncer...
même le 19 septembre (1) :
mercredi 19 septembre (1) :
ministre y a annoncé...
des instructions...
dans moins de trois...
se sortent du système...
reçu dans sa scolarité...
l'information...
Français passeront...
l'école de l'ordinateur...
pour leur...
non subir...
technique, pour leur...
nouvelle culture...
Les efforts entrepris...
vement dans ce sens...
missions de sensibilisation...
tion ou la formation...
jeunes effectuant leur...
tane, doivent être appuyés.

Un eff

(Suite de la première page)
Deux types de difficultés...
friser la réalisation de...
d'une part, la sélection...
de les classes de première...
après des lycées et qui se...
sage dans les classes...
aires dont le nombre...
peu empêche un plus grand...
le genre d'accéder à des...
supérieures.
D'autre part, les...
sont les ingénieurs en...
celaient pas que cette...
devient trop nombreux. La...
permet de maintenir un...
appréciable d'offres...
niveau de...
non des la sortie des...
associations d'anciens...
grandes écoles publiques, qui...
sont d'un pouvoir important...
ment favorable à nos...
pas large des portes. La...
des titres d'ingénieurs...
logement exposée à ce que...
étaient dérivent de diplômés...
En ce qui concerne les...
nombre de soixante-sept...
peut des techniciens...



POCKET-M

Mettez votre secrétaire...
en déplacement, en réunion...
Pocket-Memo® Philips. Après...
deux rendez-vous ou simplement...
dés ne s'envole pas : Pocket-Memo...
La taille réduite de ses...
durer une heure, son micro et...
incorporés en font un mini...
qu'il vous accompagne partout...
Memo® est toujours là, toujours...

سكرا من الامن

économie

L'OUVERTURE DU XXXV^e SICOB

Dans moins de trois ans, tout élève devra avoir reçu une formation à l'informatique, déclare M. Fabius

L'informatique étant une des clés de voute de la modernisation, M. Fabius se devait d'inaugurer lui-même le trente-cinquième SICOB mercredi 19 septembre (1). Le premier ministre y a annoncé qu'il avait donné des instructions pour que, « dans moins de trois ans, tout élève sortant du système éducatif [ait] reçu dans sa scolarité une initiation à l'informatique ». Les jeunes Français passeront donc tous à l'école de l'ordinateur pour « comprendre et non subir » l'évolution technique, pour leur faciliter l'accès à cette « nouvelle culture ».

Les efforts entrepris par le gouvernement dans ce sens, comme les émissions de sensibilisation à la télévision ou la formation donnée aux jeunes effectuant leur service militaire, doivent être appuyés. Le programme d'équipement informatique qui touche trois lycées sur cinq et la moitié des collèges « sera accéléré », a déclaré le premier ministre. Plus généralement, M. Fabius « a décidé que les effectifs des écoles d'ingénieurs et des instituts universitaires de technologie seraient accrus de 10 à 15 % dès l'an prochain ».

Des Français informés, mais également des ingénieurs et techniciens de toutes disciplines en plus grand nombre : « La France ne dispose sur son sol que de sa matière grise », a rappelé M. Fabius.

Les pouvoirs publics participent à cette mise au quotidien de l'informatique dans le pays. Les services publics seront équipés petit à petit, des commissariats de police aux bureaux de l'ANPE.

A côté de cet effort de formation, le premier ministre a rappelé que l'informatique, en créant de nouveaux savoirs, peut être une « force de répression » et engendrer « une nouvelle inégalité ». Il faut être « attentif » à ce qu'elle ne soit pas « l'appogée d'une minorité ». Il n'y a qu'un moyen d'éviter « le choc », selon M. Fabius, c'est d'« y préparer le maximum de Français ».

(1) Le Salon international de l'informatique, télématique, organisation de bureau et bureautique sera ouvert au public du 22 au 28 septembre, au CNIT de la Défense à Paris. Trois journées, du 19 au 21, auront précédemment été réservées aux professionnels. Le salon sera fermé le dimanche 23 septembre. L'entrée est de 32 F.

Le ministère des PTT veut aménager le monopole de l'État

La mise en service du satellite Télécom 1, lancé le 4 août dernier, devrait être l'occasion, pour le ministre désigné aux PTT, d'offrir une gamme de nouvelles prestations aux entreprises et aussi de renouer à certaines des prérogatives que le monopole lui réserve en exclusivité. C'est ce qui ressort des déclarations faites par M. Jacques Donodoux, directeur général des télécommunications, à l'occasion de l'ouverture du SICOB.

Peut-on, à l'ère de la télématique et de la bureautique, se comporter comme en 1837, date à laquelle fut institué le monopole de l'État sur les télécommunications encore inscrit dans les textes aujourd'hui ? L'administration, en vérité, sait bien qu'elle ne pourra continuer à tout

faire au moment même où l'on vivifie la dynamique de la communication comme stimulant économique. Mais comment permettre au secteur privé de pénétrer le domaine des télécommunications sans pour autant se livrer à une « déréglementation » sur le mode anglo-saxon, qui serait une porte ouverte aux géants américains qui attendent pas autre chose ? C'est à ce défi que M. Donodoux a donné un début de réponse en présentant, aux professionnels et aux journalistes, les services qui sont censés être faits aux télécommunications un « réel bond en avant » au point de « changer de dimensions ».

Concrètement, le satellite Télécom 1 va permettre aux PTT de mettre à la disposition des entreprises, grosses consommatrices en télécommunications, de véritables « canaux numériques » ; c'est-à-dire une prise unique qui servira à l'établissement de leurs échanges en données informatiques ou de documents (télécopie, « courrier électronique »), voire même les conversations téléphoniques à condition de disposer d'un standard informatisé. Plusieurs abonnés différents pourront aussi correspondre entre eux.

Certes, il ne s'agit pas de cette fameuse « intégration des services » promise par les techniciens (et qui inclura peut-être un jour l'image), il s'agit de ces « canaux numériques » qui devraient déjà considérablement faciliter le développement des communications professionnelles pour au moins deux raisons. Tout d'abord le coût : « Nous allons littéralement casser les prix », a déclaré M. Donodoux, en citant l'exemple d'une liaison qui reviendrait quatre fois moins cher qu'une communication téléphonique ordinaire. Les capacités importantes de Télécom 1 le permettent.

Mais la banalisation progressive des communications numériques devrait, en outre, ouvrir la possibilité de créer de multiples services particuliers sur réseaux : le stockage d'informations, leur triage, les conférences multiplex avec échanges de documents, des transferts automatiques de fichiers, etc. Autant de prestations qui devront être adaptées aux besoins spécifiques des utilisateurs, dont les contraintes seront forcément très variables d'une profession, ou d'une entreprise, à l'autre. Autant de domaines où l'administration se sent, à juste titre, mal placée pour agir.

Mais elle n'avait pas, jusqu'à présent, clairement indiqué sa politique. En poussant sa filiale de droit privé, France câbles et radio (FCR), sur la plupart des nouveaux créneaux du marché apparaissant avec le développement des communications, notamment en la chargeant de la commercialisation des services de Télécom 1, l'administration avait même plutôt donné le sentiment de vouloir tout se réserver. Tel ne devrait donc pas être le cas, si l'on en croit le responsable de la direction générale des communications (DGT). Celui-ci a même précisé que les utilisateurs du satellite pourront indifféremment s'adresser aux sociétés privées ou à FCR pour accéder à ses services.

Cette annonce marque un tournant important dans l'attitude des PTT par les débouchés qu'elle laisse entrevoir aux sociétés de services et constitue une clarification très attendue dans les milieux professionnels. Car elle a aussi fourni à M. Donodoux l'occasion de réaffirmer la ferme volonté des PTT de conforter son monopole sur les transmissions : « Nous concéderons des services à vendre, mais pas d'infrastructures ».

Enfin, elle répond implicitement à la contradiction que constitue la hausse récente de la taxe téléphonique, qui, en période de développement des capacités des réseaux, va à l'encontre de la logique de la baisse des prix et de la croissance du trafic : les entreprises pourront bénéficier du téléphone à moindre coût par le satellite. La marge de manœuvre des PTT sera cependant étroite : les recettes du téléphone constituent encore l'essentiel du chiffre d'affaires et des bénéfices réalisés par la DGT, recettes fournies en majorité par les entreprises.

ÉRIC RONDE.

Un effort pour la formation des ingénieurs

(Suite de la première page.)

Deux types de difficultés peuvent freiner la réalisation de son vœu. D'une part, la sélection pratiquée dans les classes de première scientifique des lycées et qui se poursuit jusque dans les classes préparatoires, dont le nombre augmente peu, empêche un plus grand nombre de jeunes d'accéder à des formations supérieures.

D'autre part, les professionnels et surtout les ingénieurs en activité ne souhaitent pas que cette corporation devienne trop nombreuse. La rareté permet de maintenir un nombre appréciable d'offres d'emplois et surtout un haut niveau de rémunération dès la sortie des écoles. Les associations d'anciens élèves des grandes écoles publiques, qui disposent d'un pouvoir important, sont rarement favorables à une ouverture plus large des portes. La commission des titres d'ingénieurs s'est d'ailleurs longtemps opposée à ce que les universités délivrent ce diplôme.

En ce qui concerne les IUT, un nombre de soixante-sept, qui forment des techniciens supérieurs en

deux années après le baccalauréat, le neuvième plan (1984-1988) a prévu au cours de chacune de ces six années une augmentation de mille étudiants. Des centres, sept nouveaux départements ont été créés : en informatique à Bayonne, Calais et Orléans, en génie électrique à Rouen et Nancy, en génie thermique à Evry et en mesures physiques à Saint-Étienne.

M. Roger-Gérard Schwartzberg, secrétaire d'État aux universités, est chargé d'appliquer les instructions du premier ministre en utilisant au mieux les moyens dont il dispose pour les grandes écoles, IUT et universités, en collaboration avec les autres ministères concernés.

M. Fabius souhaite aussi moderniser l'enseignement en aval en accélérant l'application du programme de formation des jeunes Français à l'informatique. Sur ce point, les chiffres annoncés par le premier ministre correspondent au plan mis en œuvre par le précédent gouvernement, sous l'impulsion du président de la République.

Il convient de distinguer la formation professionnelle de l'informati-

que et l'initiation à l'informatique, conçue comme une discipline au même titre que le français ou les mathématiques et appelée à devenir vite indispensable aux futurs citoyens qui sont aujourd'hui sur les bancs de l'école.

Dans l'enseignement primaire et secondaire, il s'agit bien d'une nouvelle discipline destinée à intégrer l'informatique à la vie des élèves et en même temps à rénover le pédagogie. L'éducation nationale a commencé à « changer de vitesse » en ce domaine, tant du point de vue quantitatif que qualitatif, depuis un an, conformément aux objectifs inscrits dans le IX^e Plan et qui seront très largement dépassés. Les 100 000 micro-ordinateurs qu'il était prévu d'installer dans les établissements scolaires d'ici à 1988 pourraient bien être... 200 000 environ. Le ministère de l'éducation nationale et les collectivités territoriales y ont consacré en 1984 quelque 250 millions de francs.

En même temps, le précédent ministre de l'éducation nationale a ouvert vingt-cinq centres de formation, qui reçoivent des enseignants

en stage d'une année et à qui il revient ensuite d'assurer la formation de leurs collègues dans les établissements : 25 000 de ces derniers — en auront bénéficié à la fin de cette année. Au terme de l'application du programme ainsi lancé dès 1983, tout élève parvenu au terme de la scolarité obligatoire devrait avoir passé deux cents heures devant un clavier d'ordinateur. C'est bien entendu une prévision mathématique qui ne tient pas compte des disparités d'équipement entre les différentes régions ni des difficultés à élaborer en France des logiciels pédagogiques de qualité. Pour y remédier, l'Agence de l'informatique a financé sous le nom de Diane un système de création et de diffusion de logiciels pédagogiques, qu'elle commence à commercialiser ce mois-ci. Son ambition est de placer la France au premier rang en ce domaine.

CATHERINE ARDITTI et SERGE BOLLOCH.

COMPAQ L'ORDINATEUR QUI A EMBALLÉ L'AMÉRIQUE



Il fallait être Texan et le nom COMPAQ pour se lancer à l'assaut de l'Amérique et réussir sans enregistrer.

Avec ses mini-ordinateurs portables, COMPAQ est devenu le n° 2 mondial de son secteur global des 16 pays. Il a un chiffre d'affaires de 240 millions de dollars en 1983. Cette jeune société établie en Californie détient le titre de connaissance accordé à l'industrie informatique américaine. Elle a dit que les portables COMPAQ sont plus vendus au monde qu'aucun programme jusqu'au bout des continents polaires.

Pour la première fois, de micro-ordinateurs portables sont pas vu leurs performances élevées pour la nécessité de l'investissement. Leur capacité de stockage jusqu'à 16 mégaoctets avec une durée de vie de 10 ans. Ils sont équipés de processeurs par une architecture unique, leur écran qui permet de travailler en texte et graphique sur un écran de 12,5 cm de hauteur. Ils sont compatibles avec IBM PC, COMPAQ et les autres ordinateurs en la matière. Ils ont des unités COMPAQ contrôlant les cartes et tous modules, des programmes personnalisés, des grands logiciels industriels, des logiciels MULTIPLAN, WORDSTAR et au tout dernier, des logiciels intégrés Symphony. France, etc.

Enfin, en matière de services portables, COMPAQ introduit en France une nouvelle gamme, les ordinateurs de bureau COMPAQ DESKPRO, conçus dans le même esprit d'innovation et de qualité et dotés de nouvelles technologies quasi exclusives.

COMPAQ est un fabricant indépendant de conception et d'assemblage. Si vous souhaitez cette volonté, contactez COMPAQ France - 91 rue de la République - Saint-Honoré - 75005 Paris - Tél. (1) 266.90.75.

SICOB NIV. 2. JUNE 1984

COMPAQ



POCKET-MEMOS ET MEMOS-SYSTEMES PHILIPS.

Mettez votre secrétaire dans votre poche : en déplacement, en réunion, en week-end : Pocket-Memo® Philips. Après un entretien, entre deux rendez-vous ou simplement pour qu'une idée ne s'envole pas : Pocket-Memo® Philips.

La taille réduite de ses cassettes, pouvant durer une heure, son micro et son haut-parleur incorporés en font un minuscule enregistreur qui vous accompagne partout. Votre Pocket-Memo® est toujours là, toujours prêt.

Et il rend votre secrétaire beaucoup plus disponible : il lui suffit d'insérer votre cassette enregistrée dans le Memo-Systeme® Philips, quand elle le souhaite.

Gardez votre patron sous la main : sous forme de mini-cassettes. Et écoutez-le sur le Memo-Systeme® Philips. Tout de suite, dans une heure ou quand ça vous arrange.

Le Memo-Systeme® Philips est un lecteur-

enregistreur, spécialement conçu pour une meilleure gestion de votre temps : écoutez, directement par haut-parleur, ou par casque pour mieux vous isoler. Arrêtez si besoin est, et reprenez plus tard. Décidez en permanence du bon moment pour taper une lettre ou rédiger un rapport.

Voulez-vous laisser un message à votre tour ? Le Memo-Systeme® Philips a aussi un micro. Pocket-Memos® et Memos-Systemes® Philips : de la mémoire pour deux.



J'ai désiré recevoir : une documentation complète la visite d'un ataché commercial

Nom : _____ Prénom : _____

Fonction : _____ Société : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Tél. : _____

Coupons à retourner à S.A. Philips Data Systems, Département Bureautique Distribution 5, square Max-Hymans, 75741 PARIS Cedex 15.

PHILIPS Data Systems

PRESENT AU SICOB 84 PALAIS DU C.N.I.T. DU 19-28 SEPTEMBRE 1984 NIVEAU 2 - ZONE DE/N° 2462

SOCIAL

M. Marchelli approuve M. Fabius

(Suite de la première page.)

Je souhaiterais que les Français voient bien les innovations de 1981 et celles de juillet 1984 dans les deux plateaux de la balance. Ils se rendent compte qu'il y a un changement tout à fait extraordinaire dans la politique gouvernementale sous l'égide du même président de la République. C'est un fait historique et fondamental qu'il faut prendre en considération. Notre attitude en découle : nous constatons une remise en cause de toute la dogmatique socialiste qui nous engage dans un retour prudent vers une certaine forme de libéralisme. Refuser de voir un tel changement ne serait pas responsable.

Alors, c'est l'état de grâce ?

L'arrivée de M. Fabius ne règle pas tous les problèmes. Nous avons réagi négativement sur deux de ses prises de position, l'une sur l'évolution des salaires de l'encadrement, l'autre sur notre représentation au Conseil économique et social. Il est cependant nécessaire de distinguer les niveaux et les importances. Que M. Fabius dérape sur la politique salariale, que le gouvernement continue de combattre la CGC en mettant en cause notre représentativité, c'est très important, mais pas prioritaire par rapport à l'avenir économique et social du pays. Le renversement des orientations gouvernementales nous permet d'espérer qu'en 1986, c'est-à-dire lors des prochaines élections législatives, nous n'allons peut-être pas ramasser la France à la petite cuillère. Notre responsabilité ne nous permet pas d'attendre en nous croisant les bras et en ricanant que le gouvernement ait accumulé suffisamment d'erreurs pour assurer le rejet du socialisme et le retour de l'opposition au pouvoir. Ce serait payer trop cher. Quels que soient les gouvernements, notre souci est d'obtenir les meilleurs résultats possibles au plan économique et social. Aujourd'hui, il faut se féliciter de voir, peut-être sous la contrainte, le président de la République et le parti politique qui le soutient devenir plus réalistes et engager une politique qui pourra amorcer le redressement du pays.

Vous adhérez aux objectifs de modernisation industrielle de M. Fabius. Estimez-vous toujours que celle-ci passe par une baisse du niveau de vie des Français ?

Elle passe par une stagnation, voire une baisse du niveau de vie de tous les Français et pas seulement des cadres. Si on s'attache à augmenter indéfiniment le pouvoir d'achat du SMIC en bloquant les autres salaires, on va casser la dynamique interne des entreprises. L'ajournement du chômage, la forte détérioration de notre compétitivité en valeur relative ne peuvent s'inverser du jour au lendemain, surtout lorsqu'on est un pays extrêmement endetté. Il n'y a ni miracle ni baguette magique, c'est donc un effort de longue haleine que toute la nation va devoir faire durant les prochaines années.

Vous accordez un délai de grâce de trois mois à M. Fabius, mais deux fois déjà vous avez demandé la démission d'un premier ministre.

Notre démarche n'est pas systématique. Nous n'avons pas programmé de demander, chaque année, la tête du premier ministre. Toutefois, si M. Fabius n'apparaissait pas comme la dernière chance de la France au cours du présent septennat, s'il nous donnait à penser qu'en 1986 notre situation économique et sociale serait détériorée infiniment plus qu'elle ne l'est aujourd'hui, alors nous le combattrions avec autant de force et de violence que nous l'avons fait pour M. Mauroy.

Vous ferez alors la courte échelle à l'opposition...

On nous a reproché d'être pro-socialistes quand nous combattons M. Barre. On nous a reproché d'être chiraquiens ou giscardiens quand nous combattons M. Mauroy. Maintenant, les états-majors de l'opposition nous critiquent non seulement parce que nous sommes trop aimables avec M. Fabius...

Pas de véritable alternative

Vous êtes trop « décriés » ?

J'ai la chance d'être à la tête d'une organisation syndicale qui n'est pas liée à tel ou tel parti politique et qui peut donc s'exprimer en fonction de ses propres orientations. Imaginons qu'il y a six mois l'opposition ait présenté à la nation un programme commun de gouvernement bien construit, cohérent, une véritable alternative à l'énorme pagaille que nous ont fait vivre les socialistes entre mai 1981 et juillet 1984, mes positions vis-à-vis de M. Fabius auraient peut-être été différentes. J'aurais pu lui dire : ce que vous proposez est bien, mais regardez le programme de l'opposition, il me semble de meilleure qualité pour l'avenir de la sidérurgie, de la construction navale, pour l'avenir de l'industrie et des salariés. J'aurais pu demander plus si ce programme de gouvernement existait, mais il n'y a rien. Nous sommes unjambistes : je n'ai aucun référentiel qui me permette de faire des comparaisons. J'essie donc d'aider un homme de bonne volonté, M. Fabius, dans la mesure où il développe une politique économique qui reprend une grande partie de nos propositions.

Vous adhérez aux objectifs de modernisation industrielle de M. Fabius. Estimez-vous toujours que celle-ci passe par une baisse du niveau de vie des Français ?

Elle passe par une stagnation, voire une baisse du niveau de vie de tous les Français et pas seulement des cadres. Si on s'attache à augmenter indéfiniment le pouvoir d'achat du SMIC en bloquant les autres salaires, on va casser la dynamique interne des entreprises. L'ajournement du chômage, la forte détérioration de notre compétitivité en valeur relative ne peuvent s'inverser du jour au lendemain, surtout lorsqu'on est un pays extrêmement endetté. Il n'y a ni miracle ni baguette magique, c'est donc un effort de longue haleine que toute la nation va devoir faire durant les prochaines années.

« Oui mais... » à la flexibilité

Il y a quinze mois, vous aviez lancé en vain un appel à un armistice social. Est-ce que vous le renouvez ?

Il y a quinze mois personne ne voulait nous écouter. Nous avons maintenant un gouvernement qui reprend les lignes essentielles de notre appel. Nous sommes prêts à apporter notre contribution, nos efforts, mais à condition que l'on ne nous mène pas en bateau. L'heure est suffisamment grave pour que les organisations syndicales, si décriées par ailleurs, prennent une initiative. J'ai donc l'intention de proposer à toutes les organisations syndicales représentatives de se réunir au sommet pour traiter de l'emploi, qui nous tient tous à cœur, pour essayer, au-delà de nos divergences, de mener ensemble une action et de nous mettre d'accord sur des propositions. Tentons cette approche puisque nous partageons tous la priorité de lutter contre le chômage, et imposons au gouvernement et au patronat une ligne de conduite cohérente dans cette lutte.

L'économie française vous paraît-elle aujourd'hui s'engager dans la voie du redressement ?

Si je me fie à des discours de M. Fabius, je dirai qu'après avoir plongé dans l'ornière l'économie de

notre pays possède une chance de se redresser dans les années à venir. Après le règne des farfelus, des creusés de déficits, des destructions d'entreprises, des collectivisations anarchiques de mai 1981 à juillet 1984, la tendance actuelle devrait nous permettre d'aller à une certaine modernisation et à un remaniage de notre tissu industriel. Si M. Fabius tient ses engagements, on peut atteindre 1,8 % de croissance du PIB pour 1985 malgré la diminution des grands contrats à l'étranger. Après la nuit la plus noire, c'est une lumière diffuse qui semble apparaître.

Après les « ouvertures » de la CFDT, puis de M. Delebarre au CNPF, comment voyez-vous l'avenir de la négociation en cours ?

C'est une affaire importante. Je trouve que la position de la CFDT est d'autant plus courageuse qu'elle s'est définie en contradiction par rapport à une partie de sa base. Soyons réalistes. Nous sommes d'accord pour la flexibilité, mais nous ne sommes pas prêts à brader les conquêtes sociales des cinquante dernières années et à piédonner les avantages acquis des salariés. Il n'est pas possible de faire l'impasse sur ce qui nous préoccupe le plus : la baisse de la déqualification. Nous sommes prêts à regarder comment faire reculer l'espace de pouvoir acquis par la puissance publique dans l'entreprise, à condition que nous accroissions l'espace de responsabilité des partenaires sociaux et économiques à la place de ce qui aura été abandonné par l'Etat. Cela doit se négocier très sérieusement, sans faire de cadeaux aux chefs d'entreprise. La conduite sociale des entreprises concerne les partenaires sociaux. Nous sommes prêts à prendre nos responsabilités en la matière à l'intérieur et à l'extérieur des entreprises, mais nous voulons aussi pouvoir dire notre mot quant aux orientations économiques.

Nous nous demandons s'il est bien utile d'avoir dans les entreprises de plus de cinquante salariés à la fois un comité d'entreprise, des délégués du personnel et des sections syndicales œuvrant en parallèle. Pourquoi ne pas maintenir le comité d'entreprise avec son rôle sur les orientations économiques de l'entreprise, renforcer les pouvoirs des sections syndicales et alors supprimer les délégués du personnel ? C'est un exemple parmi d'autres. D'une manière générale, pourquoi ne pas avoir un peu d'imagination à partir du moment où les intérêts des salariés seraient pris en compte d'une manière sérieuse et efficace par les syndicats ?

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

ÉTRANGER

L'accord entre le FMI et l'Argentine

Les modalités du « mémorandum d'entente » entre les représentants de l'Argentine et la mission du Fonds monétaire international à Buenos-Aires n'ont pas été révélées. Notre correspondant, Jacques Després, nous en expose ici les grandes lignes, telles qu'elles sont présentées par la presse argentine. Ce mémorandum ne constitue pas encore l'accord en bon et due forme avec le FMI, mais le read, semble-t-il, probable. Deux hauts fonctionnaires américains, qui ont voulu conserver l'anonymat, ont

déclaré au New York Times que l'Argentine ne doit pas compter sur un soutien des États-Unis pour négocier sa dette extérieure avec les banques commerciales et le Fonds monétaire. Faites à la veille de l'arrivée à Washington, de M. Bernardo Grinspun, ministre argentin de l'Économie, ces déclarations sont interprétées dans les milieux financiers comme une pression sur celui-ci pour qu'il parvienne à un accord avec le FMI et les banques avant le 30 septembre.

Buenos-Aires estime avoir obtenu des concessions importantes

Buenos-Aires. — Après neuf mois de négociations ardues, les autorités argentines et les experts du FMI ont mis au point un programme d'ajustement qui sera soumis dans les prochains jours aux autorités du FMI (le Monde du 20 septembre). A ce programme est liée une demande de fonds au titre d'un accord de confirmation (Credit Stand-By) de 1.419 millions de dollars de tirage spécial (DTS) (1) sur 15 mois et de 200 millions de DTS au titre du financement compensatoire. Le feu vert du conseil d'administration du Fonds monétaire permettra à l'Argentine d'entamer la renégociation de sa dette extérieure auprès du Club de Paris et des banques commerciales.

Les discussions entre les deux parties avaient rapidement tourné au dialogue de sourds. Les différentes missions techniques envoyées à Buenos-Aires voulaient appliquer à l'Argentine la même thérapie qu'aux deux autres grands débiteurs d'Amérique latine, le Mexique et le Brésil, à savoir le retour à l'équilibre par une réduction de la demande. M. Raúl Alfonsín de son côté maintenait la position qu'il avait soutenue durant sa campagne électorale : oui à l'assainissement financier non à la récession (qu'en réalité subit déjà le pays). Ses arguments étaient à la fois d'ordre économique et politique. Il était, selon lui, injuste de demander de nouveaux sacrifices à un pays qui avait accompli au cours des dernières années « un effort considérable d'ajustement ». La balance commerciale qui en 1980 avait enregistré un déficit de 3,2 milliards de dollars était devenue excédentaire en 1983 pour un montant de 2,4 milliards de dollars. Ce résultat avait été obtenu grâce à une légère progression des exportations et surtout une réduction de 57 % des importations. Par ailleurs, le revenu par habitant était en 1983 inférieur de 15 % à celui de 1970, tandis qu'il avait augmenté durant la même période de 60 % au Brésil et de 30 % au Mexique.

Comment expliquer dans ces conditions les difficultés financières de l'Argentine ? Il faut, selon le gouvernement radical, en chercher d'abord la raison dans le poids considérable du service de la dette accumulée durant les sept années de régime militaire. La dette extérieure était estimée à la fin de 1983 à 44 milliards de dollars soit les deux tiers du PIB, ensuite a joué la hausse vertigineuse des taux d'intérêt, les paiements à ce titre ayant représenté en 1983 un montant de 3,5 milliards de dollars, soit 8 % du produit intérieur brut.

Le refus de M. Alfonsín d'accepter les recettes habituelles du FMI se fondait aussi sur des arguments d'ordre politique. Pour le chef de l'Etat, la consolidation de la fragile démocratie argentine est incompatible avec le coût social d'une politique économique récessive. Cette double argumentation avait été doublée dans la lettre d'intention adressée le 9 juin dernier par le ministre de l'Économie, M. Bernardo Grinspun, au directeur du FMI, M. Jacques de Larosière. Le gouvernement argentin, tout en réaffirmant sa volonté d'honorer ses engagements internationaux, se déclarait prêt à mettre en œuvre son programme de relance de l'activité, d'augmentation du pouvoir d'achat et de réduction de l'inflation indépendamment des résultats des négociations avec le Fonds.

Allait-on vers la rupture ? Les pressions du gouvernement des États-Unis, d'une part, les « bons offices » du directeur français du Trésor et président du Club de Paris, M. Michel Camdessus, d'autre part, permirent cependant un rapprochement des points de vue. Les conversations entrèrent dans une nouvelle phase fin juin, pour aboutir à un « accord de principe », le 11 août, et finalement à la signature, le 18 septembre, du « mémorandum d'entente ».

Après l'accord historique intervenu entre le Mexique et les banques commerciales, le compromis auquel sont parvenus l'Argentine et le FMI mercredi, lui aussi, date dans l'histoire des relations financières internationales ? « En acceptant le principe d'un ajustement non récessif, le FMI a abandonné l'optique strictement monétariste qui était la sienne jusqu'à présent. L'idée selon

laquelle la contraction de la demande peut être évitée grâce à une répartition du poids de l'ajustement entre les différents secteurs de l'économie (l'a exporté », affirme l'un des conseillers économiques de M. Alfonsín.

De fait, le FMI a fait des concessions importantes. Les Argentins ont obtenu qu'une fraction des intérêts de la dette publique extérieure ne soit pas prise en compte dans le calcul des besoins de financement du Trésor. Les objectifs en matière de déficit budgétaire — intérêts extérieurs inclus — ont été fixés à 7,5 % du PIB en 1984 et à 5 % en 1985 contre 16,46 % à la fin de 1983.

La même méthodologie s'applique en ce qui concerne la balance des paiements. Il a été admis que l'excédent commercial ne couvre pas la totalité des intérêts de la dette publique, ce qui accroît les possibilités d'importation. La lettre d'intention avait estimé les besoins de financement extérieur à 3,2 milliards de dollars pour 1984 et à 3,5 milliards pour 1985, chiffres qui selon le ministre de l'Économie n'ont subi que de légères modifications dans le mémorandum d'accord.

Autre concession du FMI : la progression du pouvoir d'achat. Les rémunérations des salariés du secteur public devraient augmenter en 1984 d'environ 8 %, comme le prévoyait la lettre d'intention. Ce rythme devrait cependant se ralentir en 1985.

En bon compte, l'Argentine devrait enregistrer après trois années consécutives de récession une croissance de l'ordre de 4 % en 1984. C'est dans le domaine de la lutte contre la hausse des prix que le gouvernement argentin devra démontrer sa volonté de redressement. Il s'est en effet engagé à ramener le taux d'inflation, estimé à plus de 600 % à la fin de 1984, à 300 % en 1985. Chiffre considérable, dira-t-on (c'est la première fois que le FMI accepte un taux aussi élevé), mais qui représente tout de même une réduction de moitié. Pour atteindre cet objectif, la politique concertée des revenus chère à M. Alfonsín, mais aux résultats incertains, ne sera pas suffisante. Elle devra être accompagnée d'une stricte politique monétaire. L'accord traduit de la part du FMI une volonté d'adaptation aux particularités du pays en difficulté. Et dans le cas de l'Argentine, ce n'est pas chose facile.

JACQUES DESPRÉS.

(1) Un droit de tirage spécial vaut actuellement environ 1 dollar.

LA LIMITATION DES IMPORTATIONS D'ACIER AUX ÉTATS-UNIS : Satisfaction en Europe déception au Japon

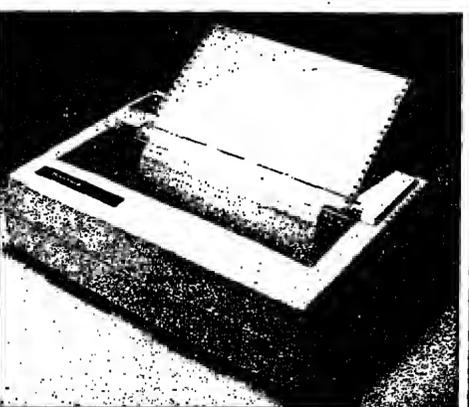
La Commission européenne se réjouit de la décision américaine de maintenir l'arrangement CEE-États-Unis sur les exportations européennes d'acier et de rejeter les recommandations de limitation des importations (le Monde du 20 septembre). La CEE estime que cet arrangement signé en octobre 1982 sera « maintenu tel quel » et s'en félicite. Cet accord limite à environ 5 % la part des aciers européens sur le marché américain.

En revanche les japonais regrettent la décision américaine qualifiée de « protectionniste ». Les dirigeants des entreprises sidérurgiques nippones estiment détenir une part de marché de 6,5 % seulement parce qu'ils exportent de façon mesurée. Le gouvernement de Tokyo va demander des explications à Washington. Le Japon avait été cité par les autorités américaines parmi les pays avec lesquels des accords d'autolimitation de leurs exportations pourraient être signés d'ici à trois mois.

La balance commerciale du Brésil est sur le point de dépasser son objectif de 9 milliards de dollars d'excédent pour 1984. Selon la Banque du Brésil, cet excédent a atteint 8,64 milliards de dollars sur les huit premiers mois de 1984, les exportations s'étant élevées à 17,72 milliards et les importations à 9,08 milliards. De janvier à août 1983, le Brésil avait enregistré un solde positif de 4,29 milliards de dollars, les exportations ayant atteint 14,36 milliards et les importations 10,07 milliards. — (AFP.)

Compuprint Honeywell: l'imprimante que tous les ordinateurs aimeraient posséder.

L'impression est le moment final d'un travail. C'est la raison pour laquelle l'imprimante revêt une grande importance. Elle doit traduire immédiatement toutes les impulsions provenant de l'unité centrale de la façon la plus lisible, de la façon la plus silencieuse, et aussi souvent que nécessaire. Ces caractéristiques se retrouvent, toutes ensemble, dans les imprimantes Compuprint série I de Honeywell Information Systems Italia. Une ligne évoluée d'imprimantes matricielles à même de s'adapter avec aisance à tout ordinateur: microordinateurs, personnels et professionnels, systèmes compatibles. Compuprint est un témoignage de plus de l'avance des recherches de Honeywell Information Systems Italia dans la voie de l'élargissement de tous les services. Elle offre un vaste éventail de possibilités qui permet de trouver toujours la bonne réponse à toute exigence d'impression: de l'impression à haute vitesse, à l'impression de qualité courrier. Celle-ci est réalisée par un double passage de la nouvelle tête à neuf aiguilles qui garantit une plus grande définition



Les Compuprint série I de Honeywell Information Systems Italia s'adaptent parfaitement à tous les systèmes. Copiers à Program Memos, elles sont fabriquées dans les usines de Caluso en Italie. La série I est composée de quatre modèles: L11 I, L12 QC I, L13 QC I, 34 QC.

pour une meilleure expression graphique. Tous les ordinateurs aimeraient posséder une imprimante telle que Compuprint de Honeywell Information Systems Italia. Et beaucoup l'ont déjà. La représentation de Compuprint série I est assurée en France par: Honeywell Information Systems Italia - Matrix Printers Operation 4-6 Avenue Ampère, 78390 Bois D'Arcy Tél. (3) 0433140. Tir. 697354

et la distribution par: HEXAMATIC 70 Av. d'Argenteuil 92600 Asnières Tél. (1) 7904031

Dans le cadre de son département **ECONOMIE et GESTION**, le **CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS et METIERS** organise un enseignement intitulé : « Aspects Socio-Economiques de la Technique Spéciale », qui a pour objet de présenter le développement spatial et d'analyser les liens qui existent entre ses aspects techniques et ses aspects socio-économiques.

Les cours ont lieu chaque mardi de 18 h 30 à 20 heures à partir du 23 octobre 1984.

Inscriptions reçues au CNAM, 292, rue Saint-Martin 75003 PARIS, du 7 au 29 septembre.

Le cours est ouvert aux auditeurs libres.

M. Dumas devant des industriels une « conception » de la coopération

Invité par les dirigeants du groupe Krupp à s'exprimer devant un parterre de dirigeants industriels ouest-allemands, Roland Dumas a prononcé, le 18 septembre à Essen, un discours pour « un espace industriel européen aux dimensions comparables à celui des États-Unis ».

Le ministre français des affaires européennes a égaré un passage des « réserves allemandes » à l'égard des programmes européens de développement de la recherche, ainsi que l'absence d'un accord de la RFA, qui mériterait d'être adapté à la situation où nous devons passer en matière de marché européen mondial. Toutefois dans le cadre de la famille Krupp, il a appelé son auditoire à dépasser ses prévisions à l'encontre des coopérations et à cesser d'être un dogme le socialisme de l'Etat.

Dans le domaine des technologies, notamment dans l'électronique, le ministre français s'est fait plus optimiste. Une « politique spécifique de grands emplois avec le soutien des pouvoirs publics », et une « stratégie industrielle européenne fondée sur des projets conjugués de grande envergure », tels Amare, Avul dit, montrent qu'il faut savoir prendre des « risques financiers et technologiques », « on ne peut s'en tenir à des comptes trop comptables. Il faut que notre partenaire allemand ne nous écoute volontiers », dit-il, « nous devons nous appuyer sur l'économie des fonds propres ».

Il a souligné M. Dumas, un engagement à tout, comme en témoigne la proposition française pour le 70 % des marchés nationaux des firmes européennes et les accords européens en particulier dans les secteurs du textile et aéronautique. Le propos a été entendu qu'il

Avec Gestetner, n'hésitez pas à long terme. La confiance n'est pas un acte d'entreprise. La confiance doit être un contact direct avec Gestetner et son assistance. 1.800 hommes et femmes qualifiés n'est plus à faire, tout cela pour vous.

PHOTOCOPIEUR

ÉTRANGER

ÉNERGIE

La Turquie achètera du gaz naturel soviétique à partir de 1987

De notre correspondant

Ankara. - La Turquie, elle aussi, achètera du gaz naturel à l'Union soviétique à partir de 1987. Aux termes d'un accord signé, le 18 septembre, à Ankara, entre le secrétaire d'Etat au trésor et au commerce extérieur, M. Pakdemirli, et le vice-ministre du commerce extérieur d'URSS, M. Komarov, les Soviétiques s'engagent à livrer 1,5 milliard de mètres cubes de gaz naturel par an. Ce chiffre est susceptible d'atteindre 6 milliards de mètres cubes dès 1990, alors que la durée prévue de l'accord est de vingt-cinq ans, renouvelable par tacite reconduction par période de cinq ans.

Le gaz soviétique qui transitera par la Bulgarie sera ensuite acheminé par un gazoduc jusqu'à Hamitab, en Thrace orientale et aussi dans plusieurs villes industrielles de la région de Marmara, comme Izmit et Gemlik. Il sera notamment utilisé comme source d'énergie dans des verreries, des cimenteries, des centrales thermiques, des usines de liquéfaction d'ammoniac. Le prix du gaz n'a pas été indiqué ; mais la Turquie le paiera en produits agricoles et en minerais.

Les échanges entre les deux pays, effectués selon le système de troc (clearing) jusqu'en 1983 et depuis en devises fortes, allaient connaître un net fléchissement. Grâce à ces nouveaux accords, ils pourront s'étendre et se diversifier, estimait-on en Turquie. Les Soviétiques, quant à eux, affichent un bel optimisme. M. Komarov soulignait volontiers que, par exemple, le volume des échanges de son pays avec la Finlande est de 7 milliards de dollars par an et qu'il n'y aurait aucun obstacle à développer la coopération économique entre Ankara et Moscou.

Les Soviétiques ont d'ailleurs contribué depuis les années 60 à la réalisation de plusieurs projets industriels importants en Turquie par le biais de l'assistance technique et de l'apport technologique (complexes sidérurgiques, raffineries, centrales thermiques, traitement de l'aluminium) à des conditions très avantageuses. Ankara, dont les échanges commerciaux se sont développés de façon spectaculaire au cours de ces dernières années avec les pays islamiques, mais aussi avec ceux de l'Occident, ne néglige pas pour autant ses relations avec ses voisins du camp socialiste.

La politique monétariste appliquée par le gouvernement de M. Euzal pousse également dans cette direction : la Turquie doit vendre à l'étranger le plus possible afin de restructurer son industrie de moins en moins protégée face à la concurrence internationale. Ainsi ses exportations qui représentaient moins de 2 milliards de dollars en 1976, doivent-elles atteindre, fin 1984, 7 milliards de dollars, estiment les autorités turques.

ARTUN UNSAL.

EN RFA

M. Dumas dénonce devant des industriels ouest-allemands une « conception trop comptable » de la coopération européenne

Correspondance

Bonn. - Invité par les dirigeants du groupe Krupp à s'exprimer devant un parterre de dirigeants industriels ouest-allemands, M. Roland Dumas a prononcé, le 18 septembre à Essen, un vigoureux plaidoyer pour « un espace industriel européen aux dimensions comparables à celui des Etats-Unis ».

Le ministre français des affaires européennes a égrégé au passage « les réserves allemandes » à l'égard des programmes européens de développement de la recherche, ainsi que la législation anticartel de la RFA, « qui mériterait d'être adaptée à cette situation où nous devons raisonner en parts de marché européen ou mondial ». Toutefois dans le cadre symbolique de la villa Hugel, berceau de la famille Krupp, il a surtout appelé son auditoire à dépasser ses préventions à l'encontre d'une coopération entre les entreprises européennes et à cesser d'engager en dogme le non-interventionnisme de l'Etat.

Dans le domaine des technologies de pointe, notamment dans l'électronique, le ministre français s'est fait l'avocat d'une « politique spécifique de grande ampleur avec le soutien actif des pouvoirs publics », et d'une « stratégie industrielle européenne fondée sur des projets communitaires de grande envergure ». Airbus, Ariane, a-t-il dit, montrent qu'il faut savoir prendre des « risques financiers et technologiques », qu'on ne peut s'en tenir à des conceptions par trop comptables. Il arrive que notre partenaire allemand, que nous écoulons volontiers au demeurant, puisse se tromper par volonté d'économiser les fonds publics.

Il y a, a souligné M. Dumas, un commencement à tout, comme en témoigne la proposition française d'ouvrir 10 % des marchés nationaux aux firmes européennes et les succès remportés en particulier dans les secteurs militaire et aérospatial. A ce propos, il a laissé entendre qu'il

Les grèves dans la métallurgie auraient entraîné la perte de 10,5 millions de journées de travail

Francfort (AFP). - Les grèves dans la métallurgie ouest-allemande, qui ont bloqué en mai et juin la production automobile, ont eu des répercussions négatives sur le marché du travail, écrivent les experts de la Bundesbank dans le rapport mensuel publié le 19 septembre. D'une part, le conflit pour le semaine de travail de trente-cinq heures a empêché une augmentation des offres d'emplois au printemps. D'autre part, il a été un obstacle à la création de nouveaux postes de travail, les entrepreneurs préférant désormais automatiser au maximum leurs systèmes de fabrication.

En tant, les grèves, le lock-out et les fermetures d'usines, qui ont duré jusqu'à sept semaines, ont entraîné la perte de 10,5 millions de journées

de travail, écrit la Bundesbank. La production perdue est évaluée à 4 milliards de deutschemarks. Pour les salariés de la branche, le manque de revenus a représenté 2 milliards de deutschemarks, en grande partie compensés par les indemnités de grèves qui ont provoqué un trou équivalent dans les caisses des syndicats, notent les observateurs.

La Bundesbank relève des aspects positifs et des aspects négatifs à l'accord tarifaire qui a mis fin au conflit. Selon la Banque centrale, la durée de l'accord, valable jusqu'en 1986, est un facteur de stabilité sociale. En outre, l'introduction d'horaires variables, prévue également dans l'accord, est un élément important pour « assurer et augmenter » le nombre d'emplois. En revanche, la Bundesbank se montre critique au sujet de la hausse des coûts de production provoquée par la nouvelle durée du temps de travail à partir d'avril 1985. La diminution de 1,5 heure de la semaine de travail avec maintien du salaire signifie, moyennant de 3,9 % du salaire horaire.

AUX PAYS-BAS

Le gouvernement pénalise les prestataires d'allocations sociales

De notre correspondant

La Haye. - « L'économie est en train de s'approcher, lentement, mais sûrement, du bout du tunnel. Les sacrifices de ces dernières années n'ont pas été faits pour rien. » Tel était, le 18 septembre, le message du gouvernement néerlandais par la reine Beatrix dans le traditionnel discours du trône, lors de la présentation du budget pour 1985. Cet optimisme modéré tranchait sur le ton soucieux des discours du trône rédigés par le gouvernement de M. Ruud Lubbers les deux années précédentes.

La politique de réduction des dépenses publiques sera pourtant maintenue (moins 9,3 milliards de florins en 1985). En pénétrant ceux qui bénéficient d'allocations sociales, dont certains perdront jusqu'à 6 % de leur pouvoir d'achat. Le gouvernement a privilégié toutefois les salariés du secteur privé qui verront ainsi leur pouvoir d'achat augmenter de 2 %, grâce à des réductions de leurs cotisations sociales.

Cette distinction de plus en plus nette entre ceux qui travaillent et ceux qui dépendent d'une allocation était impensable il y a encore quelques années aux Pays-Bas. Mardi 18 septembre, le quotidien de centre gauche Het Parool accusait le gou-

vernement d'engendrer « une nouvelle lutte des classes » entre actifs et non-actifs.

Le déficit budgétaire diminuera de 10,5 à 9,7 % du produit national brut (PNB) en 1985. Le ministre des finances, M. Onno Ruding, estime que le pourcentage est encore beaucoup trop élevé. De nouvelles réductions dans les dépenses publiques s'imposent encore si le gouvernement veut tenir sa promesse, à savoir la réduction du déficit à 7,7 % du PNB en 1986.

Cependant, le gouvernement néerlandais affirme avoir freiné la montée du chômage, qui touche pourtant plus de 800 000 Néerlandais, soit 15 % de la population active. Il s'agit d'un pourcentage parmi les plus forts dans le monde industrialisé. Pour sa part, l'inflation baissera jusqu'à 1,5 % en 1985, alors que les exportations augmentent de 5 %. La balance des paiements courants enregistrera un excédent de 17 milliards de florins et la croissance économique se situera autour de 2 % dans l'hypothèse la plus favorable, selon des pronostics officiels fournis sur la base du nouveau budget.

RENÉ DER STEEGE.

MAITRISE DE L'ENERGIE. A partir de septembre la Lettre mensuelle de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie paraît dans « Le Monde » mis en vente le mardi et daté du mercredi. MARDI 25 SEPTEMBRE DANS LE « MONDE » DATE 26 SEPTEMBRE.

M et l'Argentine

Publié au New York Times que l'Argentine se désolait sur un soutien des Etats-Unis pour ses efforts en faveur extérieure avec les banques centrales à Washington, de M. Bernardo Grasso, ministre argentin de l'économie, ces déclarations ont été interprétées dans les milieux financiers comme un signal pour le FMI et les banques avant le 30 septembre.

des concessions importantes

Le directeur général du FMI, Jacques Polak, a déclaré que le directeur de l'Argentine, M. Bernardo Grasso, a obtenu des concessions importantes de la part des Etats-Unis et des banques.

Le directeur général du FMI, Jacques Polak, a déclaré que le directeur de l'Argentine, M. Bernardo Grasso, a obtenu des concessions importantes de la part des Etats-Unis et des banques.

Le directeur général du FMI, Jacques Polak, a déclaré que le directeur de l'Argentine, M. Bernardo Grasso, a obtenu des concessions importantes de la part des Etats-Unis et des banques.

LA LIMITATION DES IMPORTATIONS D'ACIER AUX ETATS-UNIS

Satisfaction en Europe de ception au Japon

La limitation des importations d'acier aux Etats-Unis a été accueillie avec satisfaction en Europe, notamment au Japon.

La limitation des importations d'acier aux Etats-Unis a été accueillie avec satisfaction en Europe, notamment au Japon.

La limitation des importations d'acier aux Etats-Unis a été accueillie avec satisfaction en Europe, notamment au Japon.

GESTETNER. TMOIGNAGE DE CONFIANCE. Avec Gestetner, n'hésitez pas à placer votre confiance très haut : au zénith ! Pour Gestetner, la confiance n'est pas simplement une déclaration de principe, c'est une véritable philosophie d'entreprise. La confiance dont bénéficie Gestetner, nous l'avons gagnée tout au long des 100 années passées au service des entreprises : d'homme à homme. Partout en France, vous pouvez établir un contact direct avec Gestetner par l'intermédiaire de ses 42 succursales et y trouver conseils et assistance. 1.800 hommes et femmes de confiance, des produits dont la réputation de sérieux et de qualité n'est plus à faire, tout cela prouve que pour Gestetner la confiance n'est pas un vain mot. PHOTOGRAPHES GESTETNER : QUESTION DE CONFIANCE. Gestetner

صوتان الامم

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant 19 SEPTEMBRE

PARIS 19 septembre

Reprise de l'or

Remontée des cours de l'or, tant à Londres qu'à Paris, baisse du dollar et résurgence des actions françaises...

A 339,90 dollars l'once le premier « fixing » de la City, l'or international est en reprise sur la veille (336,50 dollars)...

Sur le marché des changes, le repli de la monnaie américaine (9,4720 F en séance officielle contre 9,5170 F la veille) s'est traduit par une hausse de 10,41/100...

Première hausse de la corbeille à trois cotés, Avions Dassault a gagné 5,5 %, tandis que Crouzet, Europes BP, Flies Lille (en retrait la veille), Eurole, 1, Cetelem, Vitropac, Mob-Hemmesy, Club Méditerranée gagnent 2 à 7 %.

A l'inverse, les replis étaient modestes, Parmi les plus significatifs, Ball Equipement, Maitre, Sodazoo, Fraissinet, St Louis, SFIM, RIS, CFDE reculent de 2 à 4 %.

Nouvelle faiblesse de Promodis (-1,8 %) et de Radiotechnique, sensiblement dans les mêmes proportions. An total, le marché parisien reflétait en clôture une hausse de 0,08 %, alors qu'il était de 0,04 % en début de séance.

NEW-YORK

Nouveaux reçus

Après avoir déjà perdu près de 11 points la veille, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a encore cédé 13,25 points mercredi, pour tomber à 2.131,01, après l'échec d'une tentative de reprise en cours de séance...

Durant la majeure partie de la séance, les opérations ont été des facteurs d'encouragement dans la baisse des taux constatée sur le marché du crédit, mais, en cours des dernières minutes de cotation, un certain nombre d'investisseurs professionnels ont procédé à des dégagements, ce qui a entraîné la chute de la cote.

Le communisme financier attendait avec impatience de connaître l'évolution du PNB américain, qui doit être annoncée jeudi, et certains commentateurs n'ont pas pu à l'heure, déjà, d'une phase de récession pour le premier trimestre 1985, voire d'une révision en baisse des estimations de résultats pour de nombreuses sociétés américaines, ce qui a pesé sur les cours en fin de séance.

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence, % Variation. Lists various stocks and their performance.

Actions au comptant

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence, % Variation. Lists various stocks and their performance.

Étrangères

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence, % Variation. Lists foreign stocks and their performance.

SECONDE MARCHÉ

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence, % Variation. Lists second market stocks.

SICAV 19/9

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence, % Variation. Lists SICAV funds.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Indice, Cours, Différence, % Variation. Lists daily indices.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Table with columns: Taux, Valeur, Différence, % Variation. Lists market rates.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table with columns: Cours, Différence, % Variation. Lists dollar rates in Tokyo.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

PLM - Le groupe hôtelier PLM-ETAP International, filiale de la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (CIWLT) et la chaîne hôtelière Sara Hôtels ont conclu le 19 septembre, un accord de coopération...

Règlement mensuel

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence, % Variation. Lists monthly settlement data.

COTE DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Cours, Différence, % Variation. Lists exchange rates.

MERCE EXTÉRIEUR

Excédent en août

Le déficit en août est de 1,4 milliard de francs, contre 1,3 milliard en juillet 1984 et 1,2 milliard en août 1983.

FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les sociétés financières ont enregistré une hausse de 0,08 % en clôture, alors qu'il était de 0,04 % en début de séance.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. LU : 1500 jours, d'André Bergeron. - Lettres au Monde.
- ÉTRANGER**
3. **DIPLOMATIE**
- La cérémonie franco-allemande en présence de MM. Mitterrand et Kohl; LIBRE OPINION: « Au-delà de Verdun », par Joseph Rouss.
- 3-4. **AMÉRIQUES**
- La Grande: des élections pourraient avoir lieu fin octobre.
4. **AFRIQUE**
5. **PROCHE-ORIENT**
- Le Liban du Sud encerclé (II), par Françoise Chipaux.
6. **ASIE**
7. **EUROPE**
- POLITIQUE**
- 8-9. La réunion du comité central du PCF.
10. Le communiqué officiel du conseil des ministres.
- SOCIÉTÉ**
14. Le débat sur l'euthanasie.
16. Les « locations d'utérus ».
17. SPORTS: les coupes d'Europe de football.
20. BIBLIOGRAPHIE: Ce que je crois, de Claude Lémont.
- LE MONDE DES LIVRES**
21. Annoté France est de retour.
22. LA VIE LITTÉRAIRE.
23. ROMAN: les débuts de Bernard-Henri Lévy dans la fiction.
24. LETTRES ÉTRANGÈRES: le nombrilisme inquiet de John Updike.
25. HISTOIRE - AU FIL DES LECTURES.
- CULTURE**
26. THÉÂTRE: Die Nacht au Festival d'automne; Andromaque à la Bouffonnière.
- DANSE: entretiens avec le directeur du Théâtre Contemporain.
28. COMMUNICATION.
- ÉCONOMIE**
31. L'OUVREURE DU XXIV^e SIÈCLE.
32. SOCIAL.
- 33-34. ÉTRANGER: L'accord entre l'Argentine et le FBI.
- 33-34. ÉNERGIE.
34. COMMERCE EXTÉRIEUR: fort excédent en août.
- RADIO-TÉLÉVISION (28) INFORMATIONS « SERVICES » (19):**
Météorologie; Mots croisés; « Journal officiel »; Loto; Loterie; Tactique.
- Assurances classiques (29); Carnet (18); Programmes des spectacles (37); Marchés financiers (35).

Le numéro du « Monde » daté 20 septembre 1984 a été tiré à 511 197 exemplaires

Ordinateurs 15 portatifs, 9 domestiques chez Duriez

ATARI, Canon, Casio, Commodore, Epson, Hewlett-Packard, Olivetti, Oric, Sharp, Sinclair, Thomson, avec accessoires. Plus de 1000 logiciels. Librairie spécialisée pour tout apprendre facilement. Vente par correspondance: Catalogue-Banc d'essai contre 3 T. à 2,10 F (gratuit sur place).
Duriez, 132, Bd St-Germain, M° Odéon.

TENNIS ACTION

734-36-36

STAGES LONGUE DURÉE
10 jours - 4 ou 5 semaines
9 CENTRES A PARIS
Aussier - Entremont
Pis de Neuilly - Paris - Rilliers
Pontoise - Aubervilliers
Fontaine-la-Moutte - Meudon

DERNIÈRE SEMAINE
JUSQU'AU LUNDI 24
SOLDE TAPIS 55%
Maison de l'Iran
85, Champs-Élysées 8^e - 235-62.30
Ouvert même le dimanche après-midi

Au Liban Négociations en vue d'un retrait des forces israéliennes

Les milieux officiels de l'ONU se montrent mercredi 19 septembre prudents sur les résultats des négociations menées actuellement au Proche-Orient par le secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Brian Urquhart, en vue d'un retrait des forces israéliennes du Liban.

Le but officiel de la tournée du « patron » des « casques bleus » des Nations unies est de préparer le rapport que le secrétaire général de l'ONU présentera au Conseil de sécurité au milieu du mois prochain en vue du renouvellement du mandat de la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), qui expire le 19 octobre. Le retrait des forces israéliennes du Liban est évidemment au cœur du problème, et il est lié à l'accroissement du rôle de la FINUL au Liban. Il avait déjà été discuté au début de l'été par M. Javier Pérez de Cuellar lui-même lors de la tournée qu'il avait entreprise au Proche-Orient. Mais Israël était alors en pleine crise gouvernementale. La formation d'un gouvernement d'unité nationale en Israël a permis à M. Urquhart de reprendre l'examen de dossier non seulement avec les autorités israéliennes, mais aussi avec celles du Liban et celles de Syrie.

M. Urquhart, qui a quitté New-York jeudi dernier, s'est d'abord rendu à Jérusalem, puis à Beyrouth et Damas. Mercredi, il est retourné à Jérusalem où il a été reçu par le premier ministre, M. Shimon Pérès; mais les commentaires des milieux officiels israéliens, tels qu'ils ont été

rapportés par la presse, n'ont pas suscité l'optimisme à l'ONU sur le résultat de ces conversations.

Au cours d'une conférence de presse lundi, le secrétaire général de l'ONU avait indiqué que le rôle de la FINUL ne pourrait être étendu qu'avec le départ des forces israéliennes. « Tant qu'il n'y a pas de mouvement, avait-il dit, je ne vois aucune raison d'accroître ces forces ».

A Beyrouth-Est UN ATTENTAT CONTRE L'ANNEXE DE L'AMBASSADE AMÉRICAINE AURAIT FAIT 10 MORTS

Beyrouth (AFP-Reuter). - Une explosion s'est produite, ce jeudi matin 20 septembre peu avant midi à l'annexe de l'ambassade des Etats-Unis récemment installée à Awkar dans la banlieue nord-est de Beyrouth, secteur à population essentiellement chrétienne.

Un important incendie s'est déclaré, et il y aurait au moins dix morts la plupart de nationalité libanaise. L'origine de l'explosion n'est pas connue, mais on croit savoir de sources policières qu'elle a été provoquée par une voiture piégée stationnée près de l'immeuble qui abrite la plus grande partie des diplomates américains depuis juillet dernier.

L'attentat a été revendiqué par l'organisation clandestine Jihad islamique dans un appel téléphonique au bureau de l'AFP à Beyrouth.

M. JEAN-LOUIS GERGORIN ENTRE DANS LE GROUPE MATRA

M. Jean-Louis Gergorin, qui dirigeait le Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay (CAP) depuis 1979, fera son entrée dans le groupe Matra à compter du 1^{er} novembre prochain. Il aura rang de directeur et sera conseiller de M. Jean-Luc Lagardère, qui l'assistera dans la définition et la mise en œuvre de la stratégie industrielle et internationale du groupe. M. Gergorin remplacera M. Jean-François Souvignier, qui a quitté Matra il y a quelques mois. Au Quai d'Orsay, c'est M. Philippe Coste, l'adjoint de M. Gergorin, qui le remplacera à la tête du CAP.

Le championnat du monde d'échecs KARPOV FAIT REPORTER LA QUATRIÈME PARTIE

Surprise - une de plus - un champion du monde. Alors qu'il avait facilement gagné la troisième partie du match, lundi à Moscou, Karpov a fait reporter la quatrième partie, qui devait se dérouler mercredi 19 septembre, au vendredi 21 septembre. Il a ainsi utilisé le premier des trois time-out (temps de repos) auxquels chacun des deux joueurs a droit pendant les vingt-quatre premières parties. Kasparov a déjà pris un premier time-out avant la troisième partie.

Il est rare de voir un joueur monarque au score faire reporter une partie. Aucune explication n'est donnée de la décision du champion du monde, mais elle a été surprise - et c'est sans doute le but recherché - son challenger, décidé, dès mercredi, à combler son retard. Dans un match d'échecs, tout ne se joue pas sur l'échiquier.

TIREZ BIEN PLUS DE VOTRE

IBM PC

ORDI

30 F chez votre marchand de journaux

LES DEUX OURSONS

106 Bd de Grenelle 575.1077

Paris 15^e M° La Motte Picquet

M. GATTAZ OPPOSÉ A LA CRÉATION DE DÉLÉGUÉS INTERENTREPRISES

Dans une interview au *Republiain lorrain*, daté du 20 septembre, M. Yvon Gattaz se déclare opposé à une des ouvertures de la CFDT, dans le cadre de la négociation sur la flexibilité de l'emploi, concernant la création de délégués interentreprises. Pour le président du CNPF, cette proposition « risque d'entraîner autour de lui des contraintes que d'allègements ».

Le dossier de la négociation en cours, M. Gattaz affirme qu'elle « sera un test de maturité des partenaires sociaux et de leur volonté de passer à l'acte ». « Je ne crois pas que la réduction du temps de travail puisse créer des emplois. Au contraire! Sauf cas d'espèce négociés entreprise par entreprise ».

Le dollar dans l'expectative

Le dollar s'est maintenu, jeudi 20 septembre, au voisinage de ses cours de la veille, s'établissant à 9,48 F contre 9,47 F et 3,89 DM contre 3,8850 DM.

Les milieux financiers internationaux attendent la publication jeudi à New-York, des chiffres de la croissance de PNP américain pour le troisième trimestre 1984 (du moins, les estimations officielles). Si la croissance de PNP dépasse 3,5 % à 4 %, le dollar monte, si elle s'inscrit en dessous de ces pourcentages, il peut baisser.

ARBITRAGES DANS L'AUDIOVISUEL

● Télévision du matin
● Pas de Régie française des espaces

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a donné, jeudi 20 septembre, certaines précisions sur plusieurs dossiers audiovisuels en suspens.

● La télévision du matin. - M. Fillioud a présenté les arbitrages du gouvernement pour les émissions matinales auxquelles toutes les chaînes candidates et qui se répartissent de la façon suivante: Antenne 2 pourra occuper la tranche 7 heures-9 heures du matin, du lundi au vendredi; TF 1 se voit attribuer les matinées du week-end et, comme prévu (*Le Monde* daté 16-17 septembre), cette chaîne ne sera plus en mesure d'occuper la tranche 19 h 15 et 19 h 40 les émissions régionales.

Elle pourra ainsi, si elle le souhaite, programmer son journal télévisé du soir plus tôt, à condition toutefois de ne pas modifier sa grille des programmes et de continuer à diffuser la première émission de la soirée à partir de 20 h 30. FR 3, quant à elle, pourra diffuser une émission destinée aux enfants le dimanche matin. Tous ces nouveaux programmes, a précisé M. Fillioud, devront être financés par le budget des chaînes, grâce à des réductions sur les frais de fonctionnement.

● L'exploitation des temps d'antenne à la télévision non occupés.

PREMIERS INCIDENTS APRÈS L'ACCORD TF 1-FOOTBALL

Le récent accord signé entre les responsables du football français et TF 1 (*Le Monde* du 18 septembre) a eu des effets immédiats mercredi soir 19 septembre sur les projets d'Antenne 2 et de FR 3-Metz concernant les matches de Coupe d'Europe: l'équipe d'A 2 s'est vu refuser l'accès du stade de Bordeaux (qui recoupe Bilibao) et FR 3-Metz n'a pu obtenir l'autorisation de filmer la rencontre Metz-Barcelone, pour en diffuser des extraits en direct.

Même si le brutal refus opposé à Antenne 2 par le président des Girondins de Bordeaux fut partie d'un contentieux - un incident comparable avait eu lieu au cours de la saison dernière, donc avant l'accord avec TF 1 - le fait d'empêcher une équipe de journalistes de filmer un match - à Bordeaux comme à Metz - pose le problème du droit d'information.

Un huissier commis par A 2 a constaté le refus opposé par les dirigeants du club bordelais.

C. D.

No 1 DE LA FOURRURE D'OCCASION

la Qualité du Neuf au Prix de l'Occasion

achat • dépôt • vente • échange

service après-vente complet

LES DEUX OURSONS

106 Bd de Grenelle 575.1077

Paris 15^e M° La Motte Picquet

Sur le vif Faux frères

Moi, ici, dans mon coin, je ne fais pas de politique. Il y a des pages pour ça. Il y a des spécialistes. Il y a quand même des trucs que je ne comprends pas. Alors, je pose la question. Comme l'enfant d'éphant de Kipling. Dans un pays démocratique, un syndicat ça se bat pour quoi? Et contre quoi? Ce n'est pas très clair.

Prenez les mineurs soviétiques. Ils organisent des grèves, parfaitement, des grèves, en faveur des mineurs britanniques. D'ailleurs, il n'y a pas que les mineurs. De Minsk à Vladivostok, le peuple tout entier est prêt de passer à la caisse et de verser son obole aux grévistes anglais.

Vous me direz: et alors? Rien de plus normal. Le syndicalisme, il n'y a pas de frontières pour ça, c'est international. Travailleurs de tous les pays, unissons-vous. Bon, OK, d'accord. Mais à ce moment-là, pourquoi s'en mêle-t-on? Pourquoi un leader de Solidarité accusé de haute trahison pour avoir accepté de l'argent des syndicats étrangers? D'ont le CPDT. Quand les Anglais touchent des roubles, ils vont au pub, c'est la fête. Quand les Polonais touchent des francs ou des marks, ils vont en cabane.

Et attendez, ce n'est pas fini. Il y a plus bizarre encore à mes yeux. Ce sont les déclarations fracassantes, outragées, de Scargill, le patron des mineurs en colère outre-Manche, contre ces salariés de Pologne, ces faux frères de Solidarité. Pour lui, pas de problème, il l'a dit - et ça a d'ailleurs fait pas mal de bruit - au pays du socialisme on ne fait pas de grève. Moi, je trouve ça un peu fort de café.

La dictature du prolétariat interdit - c'est logique - les syndicats. La dictature des généraux aussi. A gauche et à droite de la planète, c'est du pareil au même. Les mecs n'ont pas le droit de mourir. Silence dans les rangs. Et dans les colonnes - il n'y a pas tellement - où c'est autorisé, il y a des syndicats qui s'emploient à ce que ça ne soit plus, autorisé.

Avouez que ce n'est pas logique. A moins que ce soit la logique du système. Ah non, pas le nôtre, pour une fois. L'autre.

CLAUDE SARRAUTE.

LE SÉNAT AMÉRICAIN ADOPTE DE NOUVELLES DISPOSITIONS BANCAIRES

Par quatre-vingt-neuf voix contre cinq, le Sénat américain a adopté une série de nouvelles dispositions bancaires qui autoriseront, sous réserve de l'adoption définitive par le Congrès - les banques locales à établir des sortes de systèmes inter-États dans le cadre d'accords régionaux alors qu'elles ne peuvent actuellement élargir leur zone de compétence au-delà de l'État où elles sont installées.

De la même façon, les sociétés holding à caractère bancaire seraient autorisées à détenir leurs propres institutions bancaires.

En revanche, le Sénat s'est opposé à la création des nouvelles « banques bancaires », à savoir ces établissements financiers créés justement par certaines banques américaines pour échapper à la réglementation qui restreint leur champ d'activité hors de l'État où est implanté leur siège social. Enfin, ce texte prévoit que les banques ne peuvent pas racheter leurs propres actions à des cours élevés afin de s'appuyer à une tentative de reprise généralement formulée sous la forme d'offre publique d'achat.

Rappelons qu'un autre texte - jugé plus restrictif par les spécialistes - est actuellement soumis à la Chambre des représentants, mais la discussion en séance plénière n'a pas encore commencé sur ce document.

COÛT DU SAUVETAGE DE LA CONTINENTAL ILLINOIS : 16 MILLIARDS DE DOLLARS

M. Fernand Saint-Germain, président de la commission bancaire de la Chambre des représentants, a estimé, mardi 18 septembre, que le coût du sauvetage de la Continental Illinois dépasserait pour les banques et l'Etat américains les 16 milliards de dollars.

Louis Féraud

rive gauche ANTHONY 142, bd St Germain Paris 6^e

rive droite BOUTIQUE Louis Féraud Palais des Congrès Porte Maillot

ONDE SIRS

QUARANTE ET UNÈME

LIB l'em de M.

« Drôle de paix »

Après de l'effroyable...
contingent américain de la...
maintenant à Beyrouth...
deux cent quarante...
« marines » prêtent en...
patienta: de jeudi fait...
figure: vingt-trois morts...
« soldat » deux...
Yves-Louis. La comparaison...
d'ailleurs parfaitement...
« l'effacement de Washington...
la scène libanaise depuis le...
renforcement de ses...
C'est aujourd'hui le...
desse le...

Paradoxalement, à Beyrouth...
dernier est...
exploits publicitaires de la...
système télévisuel...
général par de très grandes...
général. Les Libanais sont...
de passer eux-mêmes la...
production des émissions...
général. Et ils n'ont pas...
l'interdit de voir les États-Unis...
désolé, mais pour laisser...
leurs diplomates, et laisser...
leur parole dans un type...
qu'ils ne peuvent...
présent ni vouloir...
jours, si l'État libanais...
Hassan, d'ailleurs, comment...
Beyrouth-Ouest d'un...
accusé de...
système... redoutable...
laquelle tentative de...
qui se déroule au Liban.

En effet, le « conclure...
qui s'est tenu quatre jours...
à Bickfaya est...
pour même de l'attentat à...
sur pied l'organisation « par...
dont en mars dernier...
membres interlibanais de...
sont adaptés le principe...
vaite que taille, une « drôle...
pas », parvenue d'attentes...
comportant une certaine...
secteur même vers le...
des problèmes de fond.

Qu'il s'effectue sous la...
vienne, après l'échec de...
nécessaire à briser cette...
à un rapport de forces...
pour longtemps. Sur ce...
même cas, tant d'autres, les...
de toutes confessions ne...
font guère d'illusions.

M. Roland Dumas

invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères et porte-parole du gouvernement, sera l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde » le 19 septembre, à partir de 19 h 15. Il sera interrogé par André Boyer et Bernard Bruguier pour le Monde. Paul-Jacques Truffaut et Olivier Mazerolle pour RTL. Le débat étant animé par Alexandre...

السنة الأولى